



# **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

---

**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

---

## **PROCES-VERBAL**

---



## **Ordre du jour du Conseil municipal**

**Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018  
18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption des Procès-verbaux du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Projet de Schéma de Cohérence Territoriale révisé de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis de la Ville de Montpellier
2. Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE)  
« Marqueroze »  
« Saint Lazare »  
« Secteur de l'allée du Tiers Etat »  
Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE
3. Cession de la parcelle RR n°82, sise commune de Montpellier dans le cadre du renouvellement urbain quartier de la Pompignane
4. Foncier-Espaces Publics  
Rue Adam de Craponne  
Autorisation de recourir à la procédure de déclaration de la parcelle HW 665 en état d'abandon manifeste
5. FONCIER  
Locaux 6 rue Maguelone  
Parcelle cadastrée HM 36  
Désaffectation et déclassement du domaine public communal
6. FONCIER  
Vente dans le cadre d'une consultation  
Locaux situés 6 rue Maguelone  
Parcelle cadastrée HM 36  
Vente à la société LA FONCIERE AMETIS
7. FONCIER  
Propriété ABANADES

Lots 6, 7, 8 - 42 avenue Albert Einstein  
Acquisition

8. Régularisation foncière entre la Ville de Montpellier et Mme JURVILLE  
Echange sans soulte  
140 rue Jules Isaac (parc des Pastourelles) et 276 rue de Salaison
9. Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelles OK n°4, 5, 133 et OL n°69
10. Travaux de Rénovation du Centre-Commercial « Le Polygone »  
Régularisation foncière par échange entre copropriétaires  
Ville de Montpellier - Grands Magasins Galeries Lafayette
11. Avis de la Ville de Montpellier sur la modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme, au titre de la compatibilité au regard des ZAC concernées (article L.153-39 du code de l'urbanisme)
12. ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°5D  
“SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o PRAGMA”
13. ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°6bisB  
“SAS COGIM”
14. ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n° 7c1  
BACOTEC
15. ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°7c2  
“BACOTEC”
16. ZAC OVALIE  
demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot 9B  
ACM Habitat
17. Concession Publique d'Aménagement MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR  
Opération Beausoleil  
Demande d'agrément de candidature LANGUEDOC MUTUALITE Lot A et B
18. MONTPELLIER GRAND COEUR  
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

## Attribution de subventions

19. Délégation de Service Public  
Gestion et exploitation du stationnement payant sur voirie de la ville de Montpellier  
Avenant n° 1
20. Stationnement payant sur voirie  
Convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement (FPS) entre la  
Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
21. Partenariat d'éducation et de prévention routière  
Autorisation à signer la convention
22. Actions d'accompagnement et de soutien des populations  
contre les accidents, sinistres et catastrophes  
Construction d'un abri pour remorques  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
23. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit
24. Participation au financement du Projet CONNEXIONS  
Accompagnement de la scolarisation des enfants en habitat précaire
25. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs en  
2018-2019 - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des subventions  
en nature
26. Attributions de subventions  
Ajustements suite aux bilans des temps d'activités périscolaires 2017-2018
27. Attributions de subventions Classes de Découverte Rousses - Exercice 2018
28. QUARTIER CROIX D'ARGENT  
Reconstruction d'une tente de réception au Complexe sportif Sabathé  
Autorisation de déposer un permis de construire
29. QUARTIER MOSSON  
Réalisation d'un Street Workout sur les bords du Lac des Garrigues  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
30. PALAIS DES SPORTS PIERRE DE COUBERTIN (Hauts de Massane)  
QUARTIER MOSSON  
Réhabilitation de l'équipement pour son adaptation à plus de pratiques sportives  
Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions
31. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018
32. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique COMMEMORATIONS - Exercice

2018

33. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018
34. LAEP Pause Gouter  
Convention d'occupation temporaire du domaine public  
Ville de Montpellier / Association Pause Gouter
35. Extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la gestion de l'eau - Avis de la Ville de Montpellier
36. Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de Signature
37. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque alimentaire, Allée Paul Boulet
38. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°2 Esplanade Charles de Gaulle
39. Agora des Savoirs saison 10  
Cycle de conférences 2018-2019  
Programmation
40. Agora des Savoirs saison 10  
Cycle de conférences 2018-2019  
Partenariat avec la Librairie Sauramps
41. Agora des Savoirs saison 10  
Cycle de conférences 2018-2019  
Partenariats Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier
42. Cinéma Municipal Nestor Burma  
Dispositif Ecole et Cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma  
Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andaloux ainsi que l'association Languedoc-Roussillon Cinéma
43. Contrat d'exposition entre Monsieur Maxime ALIAGA, photographe biologiste et la Ville de Montpellier  
Exposition de photographies "les oiseaux du nouveau monde"
44. Appel à projet "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS) de l'Agence Régionale de Santé Occitanie"
45. Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP Assurances
46. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018
47. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson

## Mandela et à l'Espace Martin Luther King

48. Participation de la Ville de Montpellier à la Semaine Française organisée à Heidelberg, ville jumelle de Montpellier, du 10 au 13 octobre 2018
49. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018
50. Transports de l'Agglomération de Montpellier TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017
51. SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017
52. MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017
53. Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017
54. Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport des administrateurs - Exercice 2017
55. Modifications d'attributions de subventions - Exercice 2018
56. Rénovation de l'immeuble les Echelles de la Ville  
Protocole d'accord financier/Ville de Montpellier/ Montpellier Méditerranée Métropole  
Grands Magasins Galeries Lafayette/SNC Le Polygone
57. Mise en sécurité et réfection du mur de soutènement de la terrasse nord du domaine de Méric  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
58. Reconstruction de la clôture entre le JAM et le square Ferdinand de Lesseps  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
59. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier  
Accord-cadre groupement de commandes : Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance
60. Coopération Ville de Montpellier - Nîmes Métropole - Adhésion à la centrale d'achats de la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole - Approbation - Autorisation de signature
61. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit
62. Modification du tableau des emplois et des effectifs - Création d'un poste d'apprenti-  
Approbation
63. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs

- 64. Recensement de la Population 2019  
Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes
- 65. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville
- 66. Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du service commun du Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire

## Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

---

**Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018**

---

### Procès-verbal

---

**Convoqué le jeudi 20 septembre 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 27 septembre 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents excusés :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Christophe COUR.



*Informations du Maire :*

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Mademoiselle BODKIN. Le quorum est atteint, nous pouvons donc valablement délibérer. En début de séance, j'aimerais vous donner quelques informations qui concernent le Conseil municipal. Tout d'abord, je vous informe que le groupe majoritaire a repris son appellation d'origine, c'est-à-dire « Citoyens, divers gauche, écologistes ». C'est l'étiquette avec laquelle nous avons été élus. Il n'y a donc aucun problème pour que nous affirmions notre identité.

**[PROPOS HORS MICRO]**

C'est celui-là. Mais je n'interdis pas aux groupes de modifier leur nom ! Chaque groupe est libre de modifier son titre. En ce qui nous concerne, nous avons repris notre identité d'origine. Je vous l'ai déjà dit : « Ici, on ne marche pas, on court. » Deuxième point : j'ai prévu de faire un « Saurel 5 », qui sera une modification des délégations à la marge, concernant à la fois les élus, le cabinet et l'administration. Cela peut se faire avant les européennes ou après les européennes. Troisième point : je voudrais revenir sur une phrase qui a été écrite dans *Midi Libre* me concernant et que je souhaiterais préciser. Dans l'article paru hier en pages Région, et qui traite de la carrière politique de Manuel VALLS, nouveau candidat, d'après ce que je lis, à la Mairie de Barcelone, il a été spécifié que je devais me rendre à Barcelone, « peut-être pour soutenir Manuel VALLS », a ajouté le journaliste. Non, la vérité est toute autre. La vérité est que je suis invité par Ada COLAU, la Maire de Barcelone, à ouvrir la conférence qui traite des enjeux et des défis des villes de la Méditerranée. J'ouvrirai le colloque avec elle, lors de la séance inaugurale, le 4 octobre à Barcelone. Donc prière de corriger.

Une information : j'ai rencontré aujourd'hui Sébastien MISSOFFE, directeur général de Google France, pour une réunion de travail. Et enfin, je voudrais vous informer de la décision de justice qui me concerne, à l'encontre de Monsieur BOUMAAZ, ici présent, qui m'avait traité de « vieux mâle blanc, libéral, con et toxico ». Il a été condamné à 1 000 euros d'amende pour diffamation, excepté pour les termes de « mâle blanc » qui avaient déjà été validés par le Parquet comme un qualificatif normal et ne comportant aucune notion péjorative. J'en déduis que l'on peut multiplier à souhait ce type de qualificatifs, puisque le Parquet de Montpellier a considéré qu'il n'y avait pas là un caractère discriminant. Apparemment, le tribunal correctionnel a suivi l'avis du Parquet. Voilà ce que j'avais à vous dire.

Nous allons donc passer au Conseil municipal. L'ordre du jour comporte 66 affaires. Aucune affaire ajoutée ; aucune affaire retirée ; aucune affaire modifiée. Je mets aux voix l'ordre du jour. Monsieur BOUMAAZ, sur l'ordre du jour.

**Djamel BOUMAAZ :** Un petit aparté, avant d'intervenir sur l'ordre du jour : un appel est en cours par rapport à cette décision de justice.

**Monsieur le Maire :** Vous avez le droit, pendant un mois, de faire appel.

**Djamel BOUMAAZ :** 10 jours, pas un mois.

**Monsieur le Maire :** Pas de problème, c'est la loi. Je rends compte de la décision de justice du tribunal correctionnel.

**Djamel BOUMAAZ :** C'est l'histoire du verre à moitié plein et à moitié vide. Je suis un peu

comme vous : je regarde du côté du verre à moitié plein.

**Monsieur le Maire :** C'est une décision de justice du tribunal correctionnel qui vous condamne pour diffamation à mon endroit.

**Djamel BOUMAAZ :** Voilà, mais revenons à l'ordre du jour, Monsieur le Maire. *Midi Libre* disait ce matin : « 66 affaires et un peu beaucoup de politique, lors de ce Conseil de la rentrée. » Monsieur le Maire, chers collègues, l'ordre du jour que vous nous présentez aujourd'hui comporte 66 affaires, mais au vu de la rentrée politique, je pense qu'il en manque une, selon moi. Cette 67<sup>e</sup> affaire fait référence à ce que l'on lit dans la presse, où vous tergiversez sur l'annonce de votre candidature, hiver, printemps, été.

**Monsieur le Maire :** Monsieur BOUMAAZ, pas de politique-fiction !

**Djamel BOUMAAZ :** Je pense qu'il est temps d'abandonner, Monsieur le Maire, l'idée de vous présenter. Sincèrement, cela fera plaisir à beaucoup de vos anciens collaborateurs et à de nombreux Montpelliérains.

**Monsieur le Maire :** Monsieur BOUMAAZ ! 66 affaires. Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 55 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

### **Adoption des procès-verbaux des séances du Conseil municipal du 28 juin et 17 juillet 2018**

**Monsieur le Maire :** Vous avez reçu le procès-verbal des séances du 28 juin et du 17 juillet. Avez-vous des observations à formuler sur leur rédaction ? Pas d'observation. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 54 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO.)

*Monsieur Patrick VIGNAL entre en séance.*

### **Articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal**

**Monsieur le Maire :** La synthèse des décisions vous a été communiquée. Avez-vous des remarques à formuler ? Monsieur BOUMAAZ.

**Djamel BOUMAAZ :** Trois remarques sur trois décisions que vous avez prises, Monsieur le Maire. Monsieur le Maire, chers collègues, comme à mon habitude, je souhaiterais avoir des explications sur ces fameuses décisions que vous prenez hors Conseil municipal, et non présentées lors du dernier Conseil municipal, conformément aux articles L.5211, L.2122 et L.2133 du Code général des collectivités territoriales. Monsieur le Maire, ces articles qui vous donnent le plein pouvoir, comme je vous l'avais fait remarquer à plusieurs reprises, et notamment lors du dernier Conseil métropolitain, vous donnent aussi un devoir, celui de rendre compte, à chaque Conseil ou organe délibérant, de vos décisions, de vos travaux ou des modifications de délégations provisoires, etc., de nous les présenter et de nous les expliquer, chose que vous ne faites jamais depuis que vous êtes Maire. Alors, aujourd'hui, Monsieur le Maire, parlons d'autre chose. Pouvez-vous m'éclairer, nous éclairer, non pas sur les décisions que vous avez présentées ce soir, mais bien sur toutes les autres décisions manquantes ce soir, à savoir les VD2018/209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224... ? Quatre-vingt-sept décisions non présentées, manquantes dirons-nous ! Donc, je ne vais pas aller jusqu'au bout. Ensuite, Monsieur le Maire, pouvez-vous m'éclairer, nous éclairer sur la décision VD2018/286 et VD2018/309 ? Sur la première, vous prenez la décision, par le biais d'une procédure adaptée, d'octroyer un marché à une entreprise X pour un montant de 44 221 euros. Sur la deuxième décision, vous signez un premier avenant à cette première décision, quelque temps après. Donc, *quid* des modifications que vous apportez à cette première décision, Monsieur le Maire ? Pour en terminer, Monsieur le Maire, pouvez-vous nous éclairer, nous les Montpelliérains, et même Madame BRISSAUD ? Là, Monsieur le Maire, il va falloir véritablement éclairer notre lanterne. Par la décision VD2018/301, vous octroyez un marché public d'un montant de 400 000 euros, soit 480 000 euros TTC, soit un demi-million d'euros – je ne vais pas le convertir en anciens francs ou en francs CFA – et ce pour une durée d'un an, à une entreprise de gardiennage pour la fermeture et l'ouverture de 48 squares et jardins. Je me répète : pour la fermeture ou ouverture – *open the doors, close the doors* – de 48 portes, portillons ou portails, du moins ce qu'il en reste, en espérant que cette affaire ne « sente pas le Benalla ». Bref, pour conclure, à titre personnel, Monsieur le Maire, je vous propose de reprendre ce marché à 200 000 euros HT ; je démissionnerai de la TAM, voire de la Mairie, et nous trouverons même un accord pour ce marché. Monsieur le Maire, si nous trouvons un accord sur ce marché (480 000 euros, un demi-million d'euros pour 48 ouvertures de parcs, squares et jardins), on ne va pas diviser cela en masse salariale, Monsieur le Maire, mais si l'on trouve un accord à 200 000 euros HT, ma dernière tribune politique sera : « Saurel, un mandat et puis encore. » Voilà, Monsieur le Maire, j'espère que vous nous répondrez en tant que Maire de la 7<sup>e</sup> Ville de France, et non pas en tant que dentiste d'un petit cabinet. À vous, Monsieur le Maire.

**Monsieur le Maire :** Monsieur BOUMAAZ, toutes les décisions prises sont prises dans le cadre strict de la légalité. Le prochain Conseil municipal aura lieu le 25 octobre 2018, à 18 h.

*Monsieur Djamel BOUMAAZ sort de séance.*

## **1. Projet de Schéma de Cohérence Territoriale révisé de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis de la Ville de Montpellier**

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération en date du 17 février 2006.

Le Schéma de Cohérence Territoriale définit les grandes orientations d'aménagement du territoire métropolitain. Il organise la mise en cohérence spatiale de l'ensemble des politiques territoriales, notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, d'environnement, des activités économiques et de paysage.

Dès la transformation de la Communauté d'agglomération en Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans l'élaboration d'un projet visant à apporter des réponses durables aux grands défis du XXIème siècle auxquels le territoire doit faire face.

La démarche « *Montpellier Territoire, Métropole productive* » a permis, tout au long de son élaboration, de mettre en partage avec les élus les valeurs du territoire. Il résulte de cette démarche la définition de valeurs fondamentales de développement de l'espace métropolitain visant à développer une Métropole compétitive et ouverte sur l'extérieur dans le respect de l'environnement. Dans la prolongation de cette démarche, une collaboration continue avec les Maires, dans différentes instances de travail, a rythmé l'élaboration du SCoT à différentes étapes.

A partir des grands défis territoriaux, les objectifs des politiques publiques du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ont été débattus lors de la séance du Conseil de Métropole du 22 février 2017, conformément à l'article L.143-18 du Code de l'urbanisme.

### **Un projet partagé avec les acteurs du territoire et la population**

Tout au long de la construction du projet de SCoT, la Métropole a tenu un rythme soutenu de réunions avec les Personnes Publiques Associées entre octobre 2016 et mai 2018, afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat), les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes et la section régionale de la conchyliculture.

Pour prendre en compte au mieux les enjeux agricoles, plusieurs rencontres ont été organisées, en particulier avec la Chambre d'Agriculture et le syndicat des Jeunes Agriculteurs. Elles ont permis de faire évoluer le projet afin de réduire les impacts des secteurs de développement urbain projetés sur les terres agricoles irrigables. Dans ce cadre, les actions collectives à construire ont été identifiées telles que la reconquête du foncier délaissé, l'accompagnement à l'installation d'exploitants agricoles et la définition d'outils d'évaluation du projet dans le cadre d'une gouvernance partenariale.

Les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ont été concertés pendant la durée de l'élaboration du projet de révision du SCoT, notamment lors de réunions publiques au 1<sup>er</sup> semestre 2017 et la mise à disposition au fur et à mesure des différentes pièces du projet de SCoT2.

Deux associations agréées de protection de l'environnement ont été consultées à leur demande lors de l'élaboration du document : Mosson Coulée Verte et Paysages de France.

Sur le territoire de la Métropole, trois syndicats ont une approche pointue du cycle de l'eau sur les bassins versants qui le concernent et sur le fonctionnement des étangs. Il s'agit du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO), sur l'Est du territoire, du Syndicat Mixte du Bassin Lez (SYBLE), sur les bassins du Lez, de la Mosson et jusqu'aux étangs Palavasiens, et le Syndicat mixte des Etangs Littoraux (SIEL), notamment sur les 3 communes littorales de la Métropole. Plusieurs temps d'échanges ont été organisés avec ces acteurs du territoire pour prendre en compte leurs recommandations en ce qui concerne la gestion de l'eau, la préservation de la biodiversité liée au fonctionnement hydraulique du territoire, les espaces minimum de bon fonctionnement des cours d'eau et la gestion des inondations. Ce travail itératif s'est conclu par une présentation en Commission Locale de l'Eau le 5 juillet 2018, ayant permis à la Métropole de recueillir, encore informellement à ce stade, – à l'unanimité – un avis favorable sans réserve s'agissant de la compatibilité du projet au regard du SAGE Mosson-Lez-Etangs Palavasiens.

### **Quatre grandes orientations fondent le projet du SCoT :**

*Préserver et reconquérir l'exceptionnelle richesse environnementale pour mieux la valoriser*

L'objectif affiché par le SCoT est de préserver les deux tiers du territoire en tant qu'espaces naturels

et agricoles et de maintenir ainsi durablement le 1er facteur d'attractivité de la Métropole : son environnement. Le développement urbain est, de ce fait, contenu sur un tiers du territoire, en favorisant les réinvestissements et les densifications urbaines le long des axes de transport en commun. La Métropole dispose d'une richesse environnementale exceptionnelle, du littoral vers les reliefs cévenols, qu'il convient de préserver et de reconquérir pour la valoriser. Pour cela, il s'agit de considérer les espaces agro-naturels comme le socle d'un « Grand Parc métropolitain » qu'il s'agit de pleinement intégrer au développement de la Métropole, en veillant à la fois à préserver ses espaces, à les valoriser par des fonctions adaptées à leurs caractéristiques et à favoriser leur appropriation par les citoyens de manière raisonnée. Il s'agit aussi de définir des modalités d'accompagnement d'une politique agroécologique et alimentaire, ainsi que de mieux définir l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers, afin de réactiver efficacement la diversité des fonctionnalités (écologiques, productives, récréatives ...) de ces espaces.

- Ainsi sur le territoire de la Ville de Montpellier, deux secteurs Thomassy et Montaubérou, respectivement au nord et à l'est de la commune, initialement urbanisables dans le cadre du SCoT élaboré en 2006, ont été restitués à l'armature des espaces naturels et agricoles.
- Par ailleurs la Ville développe au travers notamment de ces parcs et jardins un réseau végétal dont le projet de SCoT révisé souligne ses fonctionnalités environnementales et ses valeurs d'usage (sociale, éducative et récréative).

#### *Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets*

La prévention des risques naturels est au cœur des préoccupations de la Métropole et doit s'exprimer par une urbanisation et des aménagements plus résilients. La Métropole doit en effet s'« acclimater » en s'adaptant au changement climatique et en atténuant ses effets, principalement en tenant compte des risques d'inondation et en modérant autant que possible l'effet « îlot de chaleur urbain » notamment lors des épisodes caniculaires. Le redéploiement agricole peut jouer un rôle essentiel en matière de résilience du territoire face aux risques climatiques, notamment afin de mieux respecter le grand cycle de l'eau, principalement par ses effets sur la diminution des ruissellements en amont. De même, les actions de verdissement des milieux urbains, conduisant à désimperméabiliser les sols, permettent d'atténuer à la fois les risques liés aux inondations et les effets « îlot de chaleur urbain ».

#### *Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles et aux besoins qu'elles génèrent*

Le territoire doit également savoir anticiper son dynamisme démographique, confirmé par les observateurs pour les années à venir : la croissance démographique de la Métropole, lissée sur la période 2019-2040, est positionnée autour de 1 % dans le projet de SCoT, soit un nombre total d'habitants compris entre 570 000 et 590 000 en 2040. Cette croissance s'appuie sur un fort renouvellement des populations. La diversité des parcours résidentiels sera programmée en conséquence, en concevant une Métropole pour tous. Jusqu'à aujourd'hui, la priorité a été principalement orientée sur l'aménagement de nouveaux quartiers en extension des villes et villages. Si ceux-ci restent indispensables pour maîtriser le développement dans un contexte de croissance de la population, il convient toutefois d'affirmer le réinvestissement des tissus urbains existants dans le respect des identités du territoire et des contraintes qui pèsent sur les possibilités de densification des tissus existants, pour économiser la consommation foncière et éviter les impacts sur l'environnement naturel et sur l'agriculture.

Pour accompagner ce développement, les mobilités doivent être conçues de manière multimodales, interconnectées à toutes les échelles (de l'échelle internationale à la ville des courtes distances), en passant par l'organisation des mobilités des pendulaires sur le grand bassin de vie et les connexions régionales favorisant les coopérations à l'échelle de l'aire métropolitaine vécue. Le réseau de

transport en commun doit continuer à être développé en s'appuyant sur un réseau armature structurant (trains et Transports en commun en sites propres urbains –TCSP–). La ville des courtes distances pour les modes actifs (« doux ») doit être favorisée et une politique de partage de l'espace public doit être menée, permettant de répondre à l'évolution des usages en repensant l'espace public comme support partagé des pratiques urbaines.

- La Ville de Montpellier développe depuis plusieurs années des opérations de réinvestissement urbain, notamment les projets St Roch, EAI et Restanque. Cette orientation devra être poursuivie afin de limiter la consommation des espaces naturels et agricoles tout en faisant face aux besoins résidentiels de la population.

Complémentairement, plusieurs secteurs à vocation mixte, en extension, ont été également identifiés sur le territoire de Montpellier notamment afin de développer une offre de logement diversifiée, notamment : secteur Bouisses-Grèzes-Château Bon à l'ouest, Coteaux au nord, Port Marianne et Cambacérès à l'est.

- S'agissant de l'armature de déplacements, le projet de SCoT révisé identifie les axes majeurs de déplacements de la Ville de Montpellier et fixe les orientations tant sur le développement des modes alternatifs à l'autosolisme que sur les enjeux de rabattement et d'articulation au sein du Cœur de Métropole, et plus largement au sein de l'aire métropolitaine.

#### *Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois*

Le développement économique et de l'emploi demeure une préoccupation majeure dans une Métropole aux visages contrastés, entre des taux remarquables de création d'entreprises et d'emplois et des taux élevés de chômage. De ce fait, la Métropole doit redoubler d'efforts pour soutenir l'activité économique, à la fois les activités innovantes et de pointe à forte valeur ajoutée et les activités plus traditionnelles. Pour ce faire, elle doit diversifier ses offres foncières et immobilières dans le prolongement de son Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) et surtout, elle doit corriger la carence du SCoT de 2006 en créant une offre adaptée pour les activités qui ne peuvent pas s'intégrer au tissu urbain : nouveaux parcs d'activités pour entreprises artisanales, logistiques, industrielles, business-parc... Parallèlement, il convient aussi de réintroduire l'emploi en ville et de réinvestir les anciens parcs d'activités pour remobiliser des capacités foncières à partir de l'existant.

Le redéploiement agricole est un autre axe économique important de la Métropole, qui s'exprime à travers sa politique agroécologique et alimentaire dont le SCoT a pour ambition de constituer le « socle ».

L'offre commerciale doit, elle aussi, mieux s'intégrer au projet de territoire. Le commerce doit être renforcé dans les tissus urbains constitués ou dans les nouveaux quartiers, en tant que « matière première » de la mixité fonctionnelle et de l'animation des villes et des villages. Les zones commerciales de périphérie, quant à elles, doivent être réinvesties pour être densifiées et leur mixité doit être recherchée chaque fois que possible.

- En complémentarité du réinvestissement des zones d'activités existantes, plusieurs secteurs à vocation économique ont été identifiés sur le territoire de Montpellier ; Blanquette au nord, Sud Zenith, Est Cambacères ainsi que le secteur de Rastouble

## LES ORIENTATIONS DU PROJET

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et du Document d'Orientation et d'Objectifs se structurent à partir de trois défis :

1. Une Métropole acclimatée
2. Une Métropole équilibrée et efficace
3. Une Métropole dynamique et attractive.

## **1. Une Métropole acclimatée**

### **1.1 Protéger et reconquérir les composantes agro-naturelles, les paysages et la biodiversité pour mieux les valoriser**

Le SCoT de 2006 a permis de préserver les espaces naturels et agricoles en freinant l'étalement urbain. Il n'a toutefois pas vraiment suscité la mise en oeuvre de projets permettant de les valoriser. Faute de réelle appropriation collective, l'équilibre de ces espaces est fragile et relève d'un double enjeu essentiel de préservation de la biodiversité et de renouvellement économique, notamment agricole. Préserver durablement ces espaces naturels et agricoles nécessite donc de les mobiliser au mieux en tant que supports de ressources écologiques, de projets et d'usages intégrés.

Le SCoT définit, au préalable, l'ensemble des dispositions permettant d'encadrer la constructibilité dans les espaces agro-naturels. S'il poursuit les objectifs du SCoT de 2006 en matière de lutte contre le mitage, mais les dispositions du projet de SCoT révisé sont de nature moins générique et plus précise, notamment en matière :

- d'encadrement des possibilités d'évolution des constructions existantes dans le but de les valoriser ;
- de création de constructions sans destination agricole, forestière et pastorale, pour des équipements qui ont vocation à se trouver dans les espaces agro-naturels ou qui sont techniquement incompatibles avec le tissu urbain ;
- de localisation, par exception, d'installations dans les espaces agro-naturels pour des projets spécifiques et cohérent avec les ambitions du territoire (fermes ressources, tourisme, valorisation et extension d'ensemble patrimoniaux...).

#### **1.1.1 Faire du paysage un bien commun**

*Révéler le paysage à travers l'affirmation d'un Grand Parc Métropolitain*

Le SCoT révisé affirme la volonté forte de faire du paysage un agent actif de la structuration et de l'animation du territoire. Les espaces naturels et agricoles sont ainsi identifiés comme composantes d'un « Grand Parc Métropolitain » où le paysage se révèle comme un véritable bien commun, vecteur de cohésion sociale. Le Grand Parc doit à la fois permettre de préserver la très grande richesse paysagère et environnementale des espaces agro-naturels, éléments fondamentaux de la qualité du cadre de vie, et de le donner à découvrir et l'ouvrir à des usages contrôlés (agroécologie, gestion hydraulique intégrée, culture, loisirs...) pour favoriser son appropriation, avec le souci qu'il bénéficie au plus grand nombre.

Si le SCoT révisé s'inscrit en continuité du SCoT de 2006, en poursuivant les mêmes objectifs de préservation et de valorisation du paysage agro-naturel, il complète toutefois cet objectif en l'étayant et en l'approfondissant. A l'échelle du territoire métropolitain, il définit un ensemble de prescriptions visant à favoriser la constitution de trames végétales paysagères, y compris dans les espaces urbains, à requalifier les entrées de ville et à valoriser les morphologies urbaines des villes et villages dans leur rapport au grand paysage.

Au sein même des espaces agro-naturels, un ensemble de prescriptions concerne la mise en valeur du réseau hydrographique, armature fondamentale du paysage métropolitain. Dans l'objectif de faire vivre les espaces agro-naturels, il intègre plusieurs recommandations, comme la promotion des activités sylvo-pastorales.

*Valoriser les limites et les lisières agro-naturelles des villes et villages pour maîtriser durablement leur contour*

Le SCoT révisé poursuit ici les mêmes objectifs que le SCoT de 2006 visant à définir un dispositif spatial pertinent pour limiter efficacement l'étalement urbain. Cependant, il tire le bilan du SCoT précédent sur la portée effective de ses dispositions en visant à mieux préciser les notions de « limites », de manière à favoriser un véritable traitement qualitatif permettant une valorisation mutuelle entre tissus urbains et espaces agro-naturels.

La priorité est donnée à l'identification, la préservation et la mise en valeur de l'ensemble des « lisières urbaines », en tant que lieux de transition entre les espaces urbanisés ou à urbaniser et les espaces naturels et agricoles. Le SCoT révisé enrichit, de manière notable, les prescriptions à travers des objectifs en matière de maîtrise de la formalisation des limites, de valorisation des lisières agro-naturelles et d'incitation à la prise en compte des usages dans les franges urbaines. Pour ce faire, le SCoT instaure 3 dispositifs jouant de manière complémentaire :

- les « limites urbaines », qui définissent l'enveloppe maximale des espaces d'urbanisation existante et engagée ou des extensions urbaines tels que définis sur les plans de secteur. Comme dans le précédent SCoT, deux types de limites sont distinguées :

- les limites déterminées qui correspondent aux franges de l'urbanisation existante et engagée. Elles marquent une limite ferme à l'échelle du SCoT ;
- les limites à formaliser qui correspondent aux franges des sites ne présentant pas de déterminants spatiaux avérés. Elles nécessitent un travail de définition dans le cadre d'une conception d'ensemble maîtrisée ;

- les « franges urbaines », qui définissent une bande longeant les limites urbaines, au sein des espaces d'urbanisation existante ou engagée ou des extensions urbaines, pour gérer les occupations du sol au contact des espaces agro-naturels. Le SCoT fixe un ensemble de recommandations visant à éviter les conflits d'usage et à favoriser les continuités entre ville et campagne, ainsi qu'à valoriser leur paysage ;

- les « lisières agro-naturelles », positionnées dans le prolongement immédiat des limites urbaines et intégrées à l'armature des espaces agro-naturels. Ces espaces doivent faire l'objet de projets valorisant leurs caractéristiques paysagères et leurs potentiels d'usages en rapport avec leur vocation et en compatibilité avec leurs caractéristiques.

#### *Valoriser le paysage naturel et patrimonial du littoral au sein du Grand Parc Métropolitain*

Par rapport au SCoT de 2006, le SCoT révisé renforce les dispositions visant à préserver le paysage identitaire du littoral, secteur présentant une grande sensibilité environnementale. Il identifie, pour ce faire, un certain nombre de trames structurantes (réseau végétal, réseau hydrographique, entrées de ville...) pour lesquels il établit des prescriptions permettant d'en assurer la préservation. Il définit, conjointement, des objectifs de développement durable spécifiques à chacun des milieux constitutifs du littoral métropolitain, à savoir :

- le cordon littoral, au niveau du lido de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- les étangs littoraux et les rivages lacustres ;
- les prairies et zones humides ;
- les espaces agro-naturels rétro littoraux.

Des prescriptions s'attachent, par ailleurs, à favoriser l'intégration paysagère des extensions urbaines et des infrastructures, notamment à « réparer » les territoires marqués par la réalisation de ces infrastructures.

Par ailleurs, le SCoT poursuit un objectif fort de résorption du mitage qui impacte de façon importante les communes littorales. L'armature agro-naturelle a vocation, ainsi, à ne pas être bâtie. Le SCoT indique la nécessité de prendre les dispositions réglementaires suffisantes pour interdire toute construction, installation, occupation illicite et favoriser le cas échéant un retour à l'état naturel des sites cabanisés. Une disposition complémentaire concerne l'intégration paysagère du bâti diffus, consistant à encadrer les possibilités d'évolution pour les bâtiments agricoles, traditionnels ou existants, dans la limite des possibilités offertes par la Loi Littoral.



### 1.1.2 Préserver l'exceptionnelle biodiversité du territoire

La très grande diversité d'écosystèmes rencontrés, du littoral aux Causses, en passant par les étangs, les garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles, favorise la présence d'une diversité biologique exceptionnelle.

Néanmoins, l'analyse du territoire montre que l'érosion de la biodiversité s'est aggravée, avec la poursuite de la destruction des habitats naturels et de la fragmentation des milieux. Le SCoT de 2006 abordait les enjeux de préservation de la biodiversité uniquement sur le secteur Littoral, au sein des espaces naturels remarquables. Depuis, les exigences législatives se sont enrichies et fixent maintenant un objectif de « zéro perte nette » de biodiversité.

Dans ce cadre, le SCoT révisé développe un dispositif complet de réservoirs et corridors pour préserver et valoriser la biodiversité du territoire, intégrant notamment les dispositions du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) qu'il doit prendre en compte. L'exercice de déclinaison du SRCE au 1/100 000 à celle du SCoT au 1/25 000 a permis de compléter significativement les réservoirs de biodiversité identifiés au SRCE, en ajoutant celui de la Gardiole par exemple. Au total, plus de 3 000 ha supplémentaires sont ainsi préservés par rapport au SRCE. Le SCoT fait ainsi de la trame verte et bleue une composante fondamentale du projet de territoire, son dessin s'articulant notamment avec les extensions urbaines auxquelles elle a vocation à imposer des limites et/ou des espaces de continuité assurant le déplacement des espèces. Cette trame se décline en différents espaces d'importance écologique variable et hiérarchisée, déterminant une occupation des sols adaptée aux fonctionnalités écologiques associées. Elle concerne également l'urbanisation existante. La trame verte et bleue se compose de plusieurs éléments auxquels sont associés des objectifs différenciés qui les hiérarchisent :

- les réservoirs de biodiversité, où la biodiversité est particulièrement riche et nécessite des mesures de protection accrues ;
- les corridors écologiques, axes de déplacements des espèces qui connectent les différents réservoirs ;
- la matrice des espaces agricoles et naturels, qui assure également la continuité des milieux.

Par ailleurs, en milieu urbain, les liaisons écologiques « en pas japonais », assurent une certaine perméabilité au travers de milieux relais ponctuels.

### 1.1.3 Préserver et réactiver les espaces agro-naturels, socle d'un système agricole et alimentaire territorial durable

L'objectif général est de préserver et réactiver les espaces agro-naturels qui, dans leur diversité, jouent un rôle structurant dans l'organisation du territoire en matière d'économie agricole, d'environnement, de résilience, d'aménagement, de qualité paysagère, de cohésion sociale et de développement de nouveaux usages. Ils constituent le socle du développement d'un système alimentaire durable, pour permettre l'accès du plus grand nombre à une alimentation saine et locale. Les orientations du SCoT révisé s'inscrivent tout d'abord dans l'objectif de préserver durablement 2/3 du territoire en espaces naturels et agricoles et de limiter durablement l'urbanisation au 1/3 du territoire restant, en focalisant notamment les efforts sur le réinvestissement de l'existant. Le projet identifie l'ensemble de l'armature agro-naturelle comme espace support pour la consolidation du tissu agricole existant, où sont identifiées :

- des terres à forte valeur agricole, définies par leur desserte par les réseaux d'irrigation, le potentiel agronomique des sols et leur identification au titre des Signes d'indication de qualité et d'origine (AOP notamment) ;
- des terres à forte sensibilité agro-environnementale, où il s'agit de reconnaître l'importance et la valeur spécifique de pratiques agricoles adaptées pour contribuer à la préservation de l'environnement, à l'acclimatation du territoire ou encore à la diminution de l'exposition aux risques sur ces secteurs ;
- des secteurs pilote d'action et d'animation foncière.

Pour répondre aux besoins de l'appareil de production nécessaire à la filière agricole, le projet

prévoit d'intégrer pleinement l'agriculture dans la dynamique d'une économie productive du territoire. Ce développement s'appuie notamment sur les possibilités générales d'activités, de constructions et d'aménagements admises au sein des espaces agro-naturels. Il s'agit aussi de conforter et requalifier le MIN et de constituer un archipel de relais locaux pour développer la promotion et la commercialisation des circuits courts des productions locales au plus près de la population, avec notamment les Portes Métropolitaines appelées à jouer un rôle clef.

Enfin, pour conforter la filière agricole sur le territoire et s'inscrire dans une démarche cohérente, intégrée et durable, le projet prévoit les principes d'anticipation de la stratégie de définition et de mise en œuvre des mesures de compensation et, au-delà, de Déploiement et de reconquête agricoles.

#### 1.1.4 Conserver et accroître le réseau végétal des villes

Complémentairement aux orientations précédentes, le SCoT révisé donne une place primordiale au réseau végétal dans l'organisation urbaine du territoire, dont les fonctions contribuent à mettre en œuvre plusieurs thématiques fortes du projet : préservation de la biodiversité, développement de l'agriculture, y compris en ville, adaptation au changement climatique, résilience face aux risques, etc.

Dans le SCoT de 2006, les parcs et espaces de loisirs permettaient d'accueillir des projets d'équipement et de construction s'ils étaient liés à la vocation de ces espaces. En complément de ces orientations, le SCoT révisé donne une fonction écologique à certains de ces espaces, en cohérence avec la création d'une trame verte et bleue. Il promeut également le développement d'un réseau végétal pour toutes les aménités environnementales, alimentaires et urbaines qu'il procure.

#### 1.1.5 Activer et déployer la multifonctionnalité des espaces agro-naturels

Le SCoT de 2006 posait les bases de la préservation durable et de la valorisation des espaces agro-naturels en fixant des limites à l'urbanisation. Le SCoT révisé poursuit et complète cette ambition en développant des mesures pour activer les espaces agro-naturels et déployer une réelle politique agro-écologique et alimentaire. Le projet porte ainsi une stratégie globale et intégrée d'activation de ces espaces, en identifiant les champs d'intervention situés en interface entre plusieurs politiques publiques : recherche-pédagogie et agriculture ; tourisme et agriculture ; biodiversité, risques et agriculture.

Le projet agro-écologique s'appuie, en particulier, sur le développement d'un réseau de fermes ressources, lieux hybrides et plurifonctionnels, démonstrateur de la politique agro-écologique et alimentaire du territoire. Ces fermes ressources pourront prendre place dans les grands domaines et mas identifiés sur le document graphique du SCoT.

La Métropole porte, par ailleurs, une vision intégrée et résiliente du territoire, à partir des composantes structurantes de son écosystème agro-naturel et de la traduction volontaire et ambitieuse de la séquence « Eviter-Réduire-Compenser ». A cette séquence s'ajoute l'ambition de « Déployer » l'agro-écologie et la biodiversité sur le territoire, ce qui constitue un nouvel axe d'intervention pour les politiques d'aménagement de l'espace.

## **1.2 Gérer les risques et nuisances et anticiper leurs évolutions face au climat**

Le SCoT de 2006 comportait des mesures pour gérer les deux principaux risques naturels impactant le territoire : les inondations et les feux de forêt. Il posait, en premier lieu, principe de la localisation des extensions urbaines en dehors des zones rouges (aléa fort) des PPRi et PPRif. En second lieu, il affirmait le principe de gestion des eaux pluviales à la source et visait à maintenir, voire renforcer l'écoulement naturel des cours dans les lits majeurs. Enfin, il prenait en compte, en matière de risques anthropiques, les mesures de protection contre le bruit en évitant, sur les sites d'extension urbaine potentielle, de positionner des habitations nouvelles dans les zones de bruit supérieur à 55 dB(A).

Le SCoT révisé s'inscrit dans la continuité de ces orientations, qu'il enrichit avec des orientations relatives à des risques qui sont maintenant mieux connus : l'effet « îlot de chaleur urbain », le risque submersion, la pollution de l'air. Il identifie, par ailleurs, les extensions urbaines présentant des

enjeux hydrauliques particuliers, pour lesquels des études complémentaires ont été menées.

Le SCoT révisé construit une stratégie de gestion des risques naturels adaptée à chaque arc du territoire : l'amphithéâtre des garrigues, la plaine urbaine et agricole, le littoral. Face aux évolutions dues au changement climatique, l'objectif est triple : s'adapter, atténuer les effets et améliorer la résilience du territoire. D'autres risques concernent l'ensemble du territoire, le projet mettant en avant la nécessité de penser de manière globale les interventions pour mieux gérer les risques d'inondation, du ruissellement dans les vallées à la submersion, en passant par les débordements des cours d'eau. De ce point de vue aussi, le rôle du redéploiement agricole est souligné.

Concernant les risques de natures anthropiques, l'ensemble des politiques publiques, en particulier celle du système de déplacement, est mobilisé pour contribuer à limiter les nuisances sonores et la pollution de l'air.

### **1.3 Optimiser les ressources du territoire**

#### **1.3.1 Gérer et ménager les ressources en eau**

Le SCoT de 2006 identifiait la nécessité d'assurer un phasage entre l'ouverture à l'urbanisation des espaces d'extensions urbaine potentielle et les programmes d'investissement pour la réalisation des équipements de traitement et de gestion des eaux potables et usées. Il donnait également des orientations relatives à la gestion des eaux pluviales de manière intégrée afin de contribuer à la qualité urbaine des projets d'aménagement et posait le principe de sécurisation des périmètres de captages.

Le SCoT révisé réaffirme les principes posés et complète le dispositif en apportant une vision à l'échelle du grand territoire pour la gestion et la sécurisation de la ressource en eau en portant une vision globale du grand cycle de l'Eau, en particulier face aux enjeux liés au changement climatique. Il développe également des mesures différenciant les sources d'eau à utiliser en fonction des usages (agriculture, eau potable). Enfin, il développe une approche globale du cycle de l'eau, en reliant préservation des ressources en eau et prévention des risques.

#### **1.3.2 Contribuer à la mutation du modèle énergétique de la Métropole**

L'objectif du SCoT révisé est de définir l'ensemble des axes d'intervention pour contribuer à la transition énergétique du territoire. Ces axes d'intervention sont nécessairement transversaux et s'appliquent à toutes les politiques publiques de l'aménagement et du développement du territoire. Pour répondre à ces évolutions indispensables, le Plan Climat Air Energie Territorial et le Schéma Directeur Air Energie Climat de Montpellier Méditerranée Métropole, dont l'élaboration a débuté en 2018, viendra préciser et territorialiser les enjeux énergétiques en compatibilité avec le présent SCoT.

Le SCoT révisé s'inscrit en continuité et en amplification du SCoT de 2006. Les orientations et le caractère opérationnel du SCoT de 2006 sont les précurseurs de la mise en œuvre d'une politique énergie climat globale amorçant l'atténuation des effets du changement climatique sur le territoire métropolitain, notamment à travers la maîtrise de l'étalement urbain, l'intensification de l'urbanisation, l'articulation développement urbain / axes de transport en commun structurants et la promotion de la ville des proximités.

Dans son prolongement, le SCoT révisé est conçu pour accompagner les grandes évolutions prévues dans ce domaine en matière notamment de maîtrise de la demande en énergie, en favorisant la mise en place d'installations de production d'énergie renouvelable et en anticipant la mise en place de systèmes énergétiques complémentaires et interconnectés. Pour poursuivre la lutte contre la précarité énergétique, le SCoT identifie également la rénovation thermique du parc existant comme levier principal d'action. Par ailleurs, afin de faire évoluer le modèle énergétique, le SCoT promeut les mobilités post-carbone, en valorisant un réseau armature de transport en commun, un réseau de Pôles d'Echange Multimodaux (PEM) et les modes actifs et intègre les dispositions spatiales et de mis en cohérence qui en découlent.

#### **1.3.3 Structurer la filière de gestion des déchets**

Les orientations du SCoT de 2006 en matière de déchets prenaient en considération les besoins induits par le développement d'une filière globale incluant une valorisation par méthanisation et notamment, la localisation d'au moins un centre de stockage de déchets ultimes sur le territoire ou à proximité.

Au regard des perspectives d'évolution démographique, le SCoT révisé pose les conditions d'une stratégie pérenne de traitement des déchets, minimisant le plus possible le recours à l'enfouissement par une réduction des déchets à la source et une optimisation de la valorisation et du tri et des déchets à un coût maîtrisé. Ainsi, la réception fin 2019 d'un nouveau centre de tri des déchets recyclables secs d'une capacité de 35 000 tonnes par an, en cours de réalisation, permettra la mise en œuvre de l'extension des consignes de tri des plastiques en même temps que l'accueil des déchets produits par les nouveaux arrivants. L'amplification de la valorisation des bio-déchets déjà largement engagée, notamment au sein de l'usine de méthanisation Amétyst, et la mise en place de filières de valorisation complémentaire permettant de réduire le recours à l'enfouissement, dans le cadre d'une stratégie partagée dans un cadre territorial plus large, est encouragé par le SCoT révisé. L'ambition forte de faire progresser la prévention et le tri à la source des déchets, basée sur une modification des comportements et du rapport à l'espace partagé, rejoint l'ambition d'un espace public propre et respecté.

Cette ambition se traduit également par la volonté de favoriser le développement des activités économiques répondant aux enjeux de la préservation des ressources.

Le SCoT identifie également les éléments nécessaires au développement de l'économie circulaire, indispensables à la préservation et à la juste utilisation des ressources locales : eau, énergie, déchets, matière.

Pour répondre à ces évolutions, notamment relatives à la réduction des déchets du BTP et plus globalement à l'amélioration de la valorisation des déchets issus de l'activité économique (bio-déchets, 5 flux), un contrat d'objectifs déchets et économies circulaires sera proposé, identifiant les moyens à mobiliser pour dégager des marges et créer des capacités pour assurer le traitement des déchets à l'horizon 2040.

#### 1.3.4 Organiser la gestion des matériaux de construction

Le SCoT de 2006 identifiait la nécessité d'assurer la gestion des matériaux de construction à l'échelle du territoire et des territoires voisins. La nécessité de préserver et renouveler les capacités de production suffisantes à cette échelle était indiquée. Le SCoT révisé s'inscrit dans ces objectifs et les complète en développant des orientations fortes pour le développement d'une économie circulaire et en donnant des orientations relatives à la gestion des carrières après la cessation d'activité.

### **1.4 Littoral**

Sur les communes de Lattes, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone, le SCoT décline les dispositions de la Loi Littoral afin d'organiser la préservation de son patrimoine et son développement durable. A partir d'investigations techniques et paysagères, il identifie les différentes composantes de la Loi Littoral à l'échelle du 1/25 000 : la bande littorale des 100 m, les espaces proches du rivage, les espaces remarquables, les espaces boisés significatifs, les coupures d'urbanisation, la délimitation de l'agglomération et les hameaux significatifs non support d'extension urbaine.

Le projet prend en compte les capacités des différents équipements à accueillir le développement urbain programmé sur les 3 communes.

## **2. Une Métropole équilibrée et efficace**

### **2.1 Armature urbaine : organiser les espaces urbains efficacement et équitablement**

Le SCoT de 2006 a posé les bases d'une organisation urbaine construite autour du réseau de transports en commun, notamment à travers des intensités différenciées selon les qualités de dessertes et des objectifs différenciés pour le réinvestissement urbain (50% pour Montpellier et 30

% pour les autres communes).

Parallèlement, des « sites stratégiques » étaient identifiés comme lieux emblématiques du territoire et propices à des projets intercommunaux.

Dans ce prolongement, le SCoT révisé affirme une organisation urbaine fondée sur un « Cœur de Métropole », basé non seulement sur la ville-centre mais aussi sur les communes desservies ou à desservir par le « réseau armature » de transport en commun, et la Métropole des villes et des villages. A la charnière de ces ensembles, il positionne des espaces de projets fortement structurants pour le territoire. Ainsi, la notion de « site stratégique » introduite par le précédent SCoT disparaît au profit notamment des notions de « vitrine urbaine », d'« axe des savoirs », des « espaces d'interface » autour de la ville-centre et de « Portes Métropolitaines ».

Le SCoT fixe, tout d'abord, des orientations pour le Cœur de Métropole, visant à renforcer la centralité d'échelle métropolitaine. L'enjeu est d'y maintenir l'attractivité, l'intensité et l'animation indispensables à une métropole euro-méditerranéenne. Deux dynamiques urbaines majeures sont identifiées :

- La vitrine urbaine active, qui s'organise le long du corridor languedocien des grandes infrastructures ;
- L'axe des savoirs au nord qui se structure à partir de l'implantation historique des équipements universitaires, des hôpitaux et des centres de recherche, ayant vocation à être conforté dans sa vocation.

Les orientations du SCoT entendent améliorer la lisibilité de ces deux axes métropolitains en affirmant des projets intenses et intégrés à leur environnement naturel, économique et urbain dans ce contexte géographique linéaire dans un paysage relativement ouvert.

Le SCoT fixe également des orientations pour mieux inscrire la ville-centre dans le territoire. Cet objectif se joue pour beaucoup au niveau des espaces d'interface avec les communes de la première couronne. Ces espaces ont longtemps été, et demeurent souvent encore délaissés et peu accueillants, concentrant, en particulier, les principales infrastructures routières de la métropole dont ils subissent les nuisances. Le futur contournement routier de Montpellier doit constituer le point d'appui intégrant la valorisation urbaine et paysagère de ces espaces, passant par l'instauration d'une relation vertueuse entre organisation multimodale des déplacements, urbanisation, développement économique et paysage agro-naturel.

A une échelle élargie, se pose, par ailleurs, la question primordiale des interfaces entre le Cœur de Métropole, les villes et villages et les territoires voisins. Pour y répondre, le SCoT propose l'organisation d'un réseau de Portes urbaines métropolitaines prenant place au niveau des principaux nœuds d'échange situés en entrée de la Métropole. Bénéficiant d'une excellente accessibilité multimodale, ces Portes ont le potentiel pour assurer une pluralité de fonctions en devenant des lieux d'urbanité et de centralité condensant de multiples fonctions et des interfaces entre les territoires qu'elles articulent. Ces portes sont potentiellement des polarités relais entre le cœur métropolitain et la Métropole des villes et villages. Elles constituent également des lieux potentiels pour la valorisation des ressources des espaces agro-naturels. Le SCoT identifie sept Portes Métropolitaines pour lesquelles il décline des orientations et des objectifs visant à mettre en cohérence les futurs principes d'aménagement qui contribueront à faire de ces lieux des entités structurantes.

Au niveau même de la « Métropole des villages » et des petites villes, le SCoT intègre des orientations pour conserver le subtil équilibre entre des identités et des qualités de vie locales préservées et la satisfaction des besoins des habitants en termes de services, d'animation et de transport alternatif à la voiture individuelle.

En cohérence avec cette armature urbaine, le déploiement du réseau numérique haut débit participe à l'accompagnement de l'évolution des modes de vie et au développement économique, social et durable du territoire, en particulier à travers les démarches French Tech et « Cité intelligente ».

## **2.2 Assurer la cohérence entre les réseaux de déplacement et l'organisation urbaine, favoriser la mobilité pour tous et à toutes les échelles**

Dans un contexte de forte croissance des besoins en matière de mobilité, il s'agit notamment d'être en mesure d'accompagner les évolutions prévisibles (changement rapide des modes de vie, développement économique, attractivité touristique, transition énergétique, etc.). L'ensemble de ces éléments contribue à l'affirmation de l'attractivité de la Métropole. La mise en cohérence des réseaux et services de déplacements avec l'organisation générale de l'espace, et tout particulièrement avec la localisation des lieux d'habitat et des grands générateurs de déplacement (équipements, pôles économiques, de consommation et de loisir...) est donc indispensable.

La stratégie de la Métropole est de poursuivre, dans la continuité des années précédentes qui ont vu la mise en service de 4 lignes de tramway et le développement de nouvelles dessertes ferroviaires, la diversification de l'offre en transport pour l'adapter aux besoins des populations et des entreprises présentes et à accueillir dans les années à venir.

La grande concentration d'activités, services, commerces et équipements au niveau du cœur de la Métropole, conjuguée au très fort étalement sur le grand périurbain, se traduit par une augmentation constante des flux automobiles pendulaires en échange avec le territoire de la Métropole, créant des situations de congestion de plus en plus tendues sur les axes de pénétration vers le cœur de la Métropole, qu'il s'agit de résorber.

### 2.2.1 Poursuivre une politique de déplacements ambitieuse, connectée aux autres territoires

La connexion de la Métropole à l'international, sur le bassin méditerranéen, avec les autres métropoles européennes et avec les autres villes de la Région, s'appuie sur un réseau d'infrastructures en voie d'amélioration, indispensable également à la réalisation du schéma global et durable de déplacements de la Métropole.

Plus localement, l'ambition est de desservir le territoire en diversifiant l'offre pour répondre à l'évolution des besoins en mobilité des populations et des entreprises, pour accompagner les échanges internes à la Métropole et avec les territoires voisins. Il s'agit ainsi de favoriser le report vers les transports collectifs et les modes actifs, en améliorant la qualité de desserte et les infrastructures, en adaptant les services, en proposant des outils innovants et performants d'information et de gestion multimodale. Le SCoT révisé se place ainsi dans la continuité et en amplification des orientations du SCoT de 2006 qui énonce la nécessité de connecter les équipements au réseau de transport public.

### 2.2.2 Inscrire le développement des réseaux de transport dans le projet de territoire

Le SCoT révisé affirme, plus encore que le SCoT de 2006, la nécessité de s'appuyer sur le réseau ferroviaire pour l'organisation d'un réseau structurant. En effet, le développement récent du réseau ferroviaire crée une offre nouvelle basée sur le « doublet de lignes » dont il convient d'optimiser les effets. Ce doublet de lignes, constitué par la ligne historique et la nouvelle ligne mixte – voyageur et fret – du Contournement ferré Nîmes-Montpellier –CNM–, à prolonger par la ligne Montpellier-Perpignan –LNMP–, libère des sillons pour les trains du quotidien. Ce réseau ferré est lui-même prolongé par le réseau des 4 lignes de tramway actuellement en service. Il s'agit d'optimiser cette offre en la complétant et en l'interconnectant de manière à répondre efficacement à la demande de la population, afin que les transports collectifs s'affichent comme une alternative forte à la voiture. L'objectif du SCoT est donc de mettre en place un réseau structurant, efficace, à haut niveau de service, à partir des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) qu'il identifie, clé de voûte de l'organisation multimodale des transports collectifs de la métropole.

Les gares régionales, nationales et internationales de Montpellier Saint-Roch et Montpellier Sud-de-France constitueront les nœuds intermodaux majeurs du réseau structurant, par la connexion entre TGV, trains inter-Cités, Trains Régionaux et réseau de Transport en commun en site propre, dont le réseau de tramway.

Ce réseau ferré pourra potentiellement être optimisé par deux nouvelles gares pour le trafic régional, sous réserve de faisabilité technique, au niveau de la « Porte de Sablassou » et de la «

Porte de Sète ». Afin de véritablement parvenir à un « réseau armature » complet, le SCoT définit comme nécessaire, outre des prolongements des lignes 1, 2 et 3, de compléter le réseau de tramway actuel par deux nouvelles lignes de TCSP : une cinquième ligne, notamment pour desservir les pôles universitaires et de recherche non desservis par la ligne 1 et l'ouest du territoire et une autre ligne de TCSP à étudier, reliant le réseau de tramway sur Montpellier vers Antigone à Castelnau-Sablassou et qui pourrait se prolonger à terme, au moins partiellement, sur l'emprise de l'ancienne ligne de Sommières, via Le Crès et Vendargues jusqu'à Castries.

Les axes de transport collectif potentiels majeurs viendront compléter la structuration du territoire, afin d'organiser efficacement la desserte des secteurs périphériques les moins bien desservis aujourd'hui. Il s'agira, pour ces transports en commun, d'offrir un niveau de service attractif et de les connecter aux pôles d'échange pour inciter au report modal.

Ce réseau armature et ces axes majeurs de transport collectif, sont destinés à recevoir les connexions avec le réseau de desserte plus fin du territoire, par des lignes de desserte adaptées au périurbain le moins dense. Au sein de ce réseau, les PEM joueront un rôle majeur de rabattement des flux routier, de lieux d'interconnexion entre les différentes lignes de transport et de structuration du territoire. Le rôle et la localisation de ces PEM sont déterminés, selon leur situation, au sein des Portes métropolitaines ou non et des types de transport qui les desservent.

#### 2.2.3 Compléter les grands axes routiers structurants

La hiérarchisation du réseau routier a été révisée du fait de son évolution depuis le SCoT de 2006, notamment avec la mise en service de l'A709 qui joue son rôle de contournement Sud de la ville de Montpellier.

Le SCoT affirme ainsi la priorité d'achever enfin la réalisation du contournement routier de Montpellier dans la mesure où celui-ci assurera une fonction d'axe de distribution et de desserte des quartiers et des villes et villages et un rôle de rabattement sur les PEM identifiés autour de son tracé et permettra de réduire les flux de transit au sein des tissus urbains, au profit d'une meilleure utilisation de l'espace public. En outre, il jouera un rôle de transition urbaine et fonctionnelle entre le Cœur de métropole et les villes et villages montpelliérains, tout en permettant d'organiser une couronne de pôles d'échanges, favorable au report modal.

Le retard en infrastructures routières s'exprime également sur le reste du réseau et elles seront développées dans l'objectif de favoriser les rabattements vers les transports publics dans un souci de minimiser les impacts environnementaux.

#### 2.2.4 Développer une offre de stationnement cohérente avec la stratégie de déplacement

Le stationnement constitue l'un des leviers majeurs des politiques de déplacements. Il doit répondre aux besoins des automobilistes par une offre diversifiée et adaptée, mais il doit également être organisé de manière à inciter au rabattement et au report modal.

Le SCoT révisé aborde l'ensemble du stationnement et de son organisation. Il se montre donc plus ambitieux que le SCoT de 2006 qui n'abordait que le stationnement résidentiel. En effet, outre le développement des PEM qui doivent tous disposer de parkings d'échange, il privilégie la mutualisation du stationnement, l'adaptation de la tarification et l'incitation au stationnement hors du centre-ville de Montpellier.

La mutualisation et une organisation selon des critères de tarification, sont à mettre en place pour compléter la qualité de l'offre et la pertinence de la localisation des parcs et des pôles d'échange. Le stationnement doit être incitatif en entrée de ville, sur les lieux d'échange avec les transports collectifs de manière à contribuer pleinement à la bonne organisation de la mobilité.

#### 2.2.5 Intégrer la logistique des derniers kilomètres au fonctionnement urbain

La Métropole profite d'une situation favorable dans le domaine des flux d'échanges de marchandises, puisqu'elle est située sur l'un des principaux axes européens de transport et à une trentaine de kilomètres du Port de Sète-Frontignan Sud-de-France. Cet atout représente un enjeu économique majeur avec des retombées potentielles significatives pour Montpellier Méditerranée Métropole. Cependant, l'organisation de la logistique urbaine à l'échelle nationale souffre encore de

manques de cohérences et de discontinuités dans les réseaux physiques et dans les investissements publics, contrebalancée par une volonté croissante d'un nombre d'acteurs de plus en plus nombreux, notamment au sein des Métropoles avec le développement des colis générés par le commerce électronique.

Afin de trouver une alternative au fret routier, il s'agit de préserver toutes les installations ferroviaires pouvant devenir nécessaires à des acheminements de marchandises. L'organisation de la logistique, et plus particulièrement celle du dernier kilomètre, trouve toute son importance non seulement pour la qualité de l'approvisionnement des marchandises, mais aussi pour préserver la qualité de l'air, la diminution des consommations énergétiques et l'émission des gaz à effets de serre et pour minimiser ses effets sur les trafics urbains.

L'organisation envisagée, par ce projet de SCoT, en innovation par rapport à celui de 2006, s'appuie sur le principe de la mutualisation, en entrée de ville sur une ou plusieurs plates-forme d'échange, notamment en lien avec le Marché d'Intérêt National de Montpellier –MIN– et ensuite, plus en aval, jusqu'à proximité des lieux de destination, dont l'hyper-centre, par la mise en place d'espaces logistiques urbains. A partir de ces plates-forme et espaces, la distribution par des petits véhicules mutualisés, non polluants et peu encombrants, permettra d'améliorer le fonctionnement de la ville et la qualité de vie des habitants et des usagers.

#### 2.2.6 Affirmer un territoire favorisant les modes actifs

Le SCoT de 2006 montrait une réelle ambition dans le développement et la sécurisation des modes actifs. Dans la lignée de celui-ci, le SCoT révisé intègre les modes actifs comme éléments favorisant l'intermodalité. La Métropole souhaite, en effet, développer l'usage du vélo et des autres modes de déplacements dits « actifs » alternatifs à l'automobile (marche à pied, vélo électrique, trottinette, roller...), trop peu utilisés à Montpellier et encore plus marginalement dans les autres communes. Pour cela, elle doit mettre en place une infrastructure sécurisée, complète, connectée aux autres réseaux de transport et aux Portes métropolitaines, incitant à l'usage des déplacements quels que soient leurs motifs. L'enjeu est à la fois une plus grande utilisation des modes alternatifs que d'amélioration de la qualité de l'espace public.

Il s'agit ainsi de faire des modes actifs des éléments de l'intermodalité et de les promouvoir comme des modes performants pour les déplacements de courtes distances. Le développement des Vélos à Assistance Electrique (VAE), voire d'autres modes innovants, autorise à concevoir des échanges entre les communes ou vers des pôles générateurs ou des PEM sur des distances plus longues. Favoriser les modes actifs, consiste à mettre en place ce réseau de pistes et de bandes cyclables continues, sécurisées, lisibles et confortables, mais également à développer l'usage partagé de la voirie.

#### 2.2.7 Les temps de déplacements

Alors que le SCoT de 2006 visait à développer la « ville des courtes distances », le SCoT révisé en précise les termes.

L'objectif est de déterminer des axes allant dans le sens d'un chrono aménagement permettant la diminution des temps et du nombre de déplacements, au profit d'une meilleure qualité de vie. Il s'agit de passer d'une vision ancrée sur la vitesse à une approche basée sur la fiabilité et la régularité des flux, en lien avec l'aménagement défini pour le territoire. Plus que la distance, c'est le temps du déplacement qui détermine son lieu de résidence, de travail, d'emploi ou de loisir. Il s'agit, en particulier, d'améliorer l'offre de transport collectif - vitesse et temps de correspondance - et la qualité de l'espace publique.

Par ailleurs, le SCoT réaffirme la priorité donnée à la mixité urbaine dans les opérations d'aménagement, tant en réinvestissement urbain que dans les projets d'extension urbaine, afin de favoriser les relations de proximité et de limiter les déplacements « contraints ».

### **3. Une Métropole dynamique et attractive**



### **3.1 Répondre à tous les besoins en logements**

Afin de répondre à un marché de l'habitat déjà tendu, le SCoT de 2006 déterminait les conditions de mise en oeuvre d'une politique de l'habitat à long terme, visant à renouveler l'offre résidentielle. A ce titre, il mettait l'accent sur :

- le rééquilibrage de l'offre de logements sociaux ;
- la diversification des formes d'habitat en privilégiant des architectures plus compactes et économes en foncier et respectueuses des échelles urbaines et villageoises ;
- les opérations de renouvellement urbain et la modernisation du cadre bâti, notamment dans les espaces urbains desservis par le tramway.

La tension du marché étant une réalité sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le SCoT révisé va dans le sens d'un approfondissement des objectifs identifiés en 2006. Pour conforter l'attractivité du territoire et son dynamisme, l'objectif est d'assurer une production de logements suffisante pour satisfaire la demande endogène des ménages, limiter l'évasion résidentielle et les flux pendulaires. Sur la période 2019-2040, l'estimation des besoins annuels a été établie sur la base d'un scénario démographique intégrant un tassement de la croissance pour les prochaines années, issu principalement du vieillissement des régions « importatrices » de population. Cette estimation des besoins annuels prend en compte également les évolutions liées aux changements des modes de vies, la qualité du parc de logement et la dynamique du marché immobilier.

Dans ce cadre, les objectifs en terme de production de logements ont été estimés entre 4 250 et 4 500 logements / an, soit environ 92 000 logements sur une période de 21 années. Ce besoin se compose, au vu des éléments de diagnostic, de :

- 430 logements nécessaires à la reconstitution de l'offre ;
- 3 200 logements nécessaires du fait de la croissance démographique et du desserrement des ménages ;
- 600 à 900 logements nécessaires à la détente du marché.

Outre ce volet quantitatif, la qualité de l'offre résidentielle constitue un point majeur de la politique du logement, elle contribue à la qualité du cadre de vie et à la cohésion sociale du territoire. L'objectif est de poursuivre le développement d'une offre diversifiée adaptée à toutes les catégories de ménages et à tous les parcours résidentiels sur l'ensemble du territoire, en réponse à tous les types de logement en production comme en réhabilitation-requalification du parc existant. Dans un contexte de tension du marché du logement, la production de logements locatifs sociaux pour répondre à la forte demande exprimée, mais aussi de logements adaptés à des publics spécifiques et aux plus démunis, restent des axes fondamentaux pour lesquels l'effort d'équipement doit être poursuivi de manière répartie sur le territoire. L'action sur les espaces publics de même que l'effort porté sur la mixité des fonctions urbaines, participent aussi de l'ambition de promouvoir un habitat de qualité.

A travers une offre mixte et qualitative de logements, la volonté est de construire des lieux de vie favorables au vivre ensemble et de rééquilibrer au profit d'une plus grande mixité sociale les différents quartiers ou communes de la Métropole, notamment dans les quartiers les plus sensibles.

### **3.2 Affirmer l'activité économique comme ressource créatrice de richesses et d'emplois durables pour tous**

#### **3.2.1 Conforter l'attractivité touristique de la Métropole**

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une localisation exceptionnelle : situé sur les grands axes de l'Europe du sud, entre la Mer Méditerranée et les Cévennes au cœur du quatrième département touristique de France, il bénéficie d'axes de transport majeurs (aéroport, autoroutes, gares) participant à son rayonnement à l'échelle du bassin méditerranéen et de l'Europe du Sud.

Dans le contexte de la structuration de sa nouvelle compétence 'Tourisme', Montpellier Méditerranée Métropole vise tout d'abord à ancrer définitivement le territoire comme destination

culturelle et patrimoniale. A ce titre, elle est notamment une terre d'accueil privilégiée pour les congressistes, cible à fort potentiel aussi bien en termes de retombées économiques que de potentiels touristes.

Les objectifs portent également sur une stratégie visant à mieux révéler les ressources touristiques du territoire, à organiser une offre complète à la fois plus diversifiée et plus ciblée, en vue notamment d'étendre la saisonnalité de cette activité et à générer ainsi de la création de richesse et d'emploi.

Le développement d'une offre en culture et loisir qui soit cohérente, diversifiée et qui réponde aux attentes des habitants à l'échelle de tout le territoire métropolitain est un enjeu crucial pour l'attractivité de la métropole. Ceci prend d'autant plus son sens qu'une grande partie des touristes est accueillie directement chez l'habitant, qui devient lui aussi un promoteur essentiel de l'offre culturelle et de loisir.

En ce qui concerne la mise en valeur des ressources du territoire, il convient de souligner que les objectifs définis par ailleurs en matière de développement durable notamment, participent directement à la valorisation touristique de la Métropole.

### 3.2.2 Mettre en œuvre un ensemble de mesures en faveur de l'économie

La politique d'aménagement de la métropole est marquée par une forte volonté de répondre aux besoins des entreprises en adéquation avec les enjeux essentiels du territoire, à savoir la croissance démographique et la création d'emploi.

Les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrivent dans une stratégie développée autour six filières prioritaires, industrielles ou à fort enjeu identitaire, émergentes ou structurées, porteuses de perspectives de développement, ayant par ailleurs d'ores et déjà intégrées une culture d'innovation forte et dotées d'un niveau de valeur ajoutée élevé : la santé, le numérique, les industries créatives et culturelles, l'agroalimentaire, l'économie agricole et l'agroécologie, les technologies environnementales, « vertes » et les éco-industries, l'eau.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée, au titre de sa stratégie de développement économique à :

- répartir l'offre d'emploi sur l'ensemble du territoire de manière équilibrée et en cohérence avec l'armature urbaine ;
- renforcer les initiatives en faveur de l'insertion et de l'accès à l'emploi, notamment à travers le soutien à l'Economie Sociale et Solidaire et la promotion de l'activité économique dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Dans cette optique, le SCoT révisé s'inscrit en rupture avec le SCoT de 2006 en matière d'accueil des entreprises. En effet, si celui-ci énonçait des objectifs apparemment comparables, il sous-estimait les besoins économiques, surestimait la part pouvant être accueillie au sein des espaces urbains, au détriment du foncier pour l'accueil des entreprises qui nécessitent un environnement spécifique non compatible avec les contraintes et l'environnement urbain, et il sous-estimait les contraintes qui pèsent sur la libération du foncier d'activité : contraintes environnementales et contraintes du marché foncier (liées à la non distinction, par le SCoT de 2006, de ces extensions spécifiques par rapport aux extensions urbaines à dominantes résidentielles).

Cette situation a généré une pénurie en matière de foncier économique, dans un contexte de taux de chômage élevé, que le SCoT révisé vient corriger. Celui-ci approfondit et précise les réponses apportées en fonction d'une typologie de polarités économiques et définit des orientations complémentaires quant à l'éventail des besoins en foncier et immobilier d'activités.

### **3.3 Equilibrer l'équipement commercial en cohérence avec le projet de territoire**

Face au tassement relatif de la croissance démographique, à la montée en puissance du commerce électronique, à la raréfaction de la ressource foncière et à la nécessité de freiner le développement extensif et le mitage des entrées de ville, il s'agit de définir durablement le développement de l'appareil commercial de la Métropole. Dans ce contexte, un des objectifs est de limiter l'extension

des zones commerciales au profit du réinvestissement et de la consolidation des polarités existantes qui offrent souvent des possibilités non négligeables de densification, de diversification et de valorisation des entrées de ville.

Il convient de promouvoir résolument le commerce de proximité, en tant que facteur de mixité et d'animation des villes et des villages et en tant que moyen pour limiter les motifs de déplacements quotidiens. Il s'agit aussi d'appuyer l'appareil commercial structurant de la Métropole sur les grandes polarités urbaines qui participent à son rayonnement sans chercher à créer de redondances avec les territoires voisins.

En ce sens, les grands principes du SCoT de 2006 concourant à l'équilibre de l'armature commerciale sont prorogés, notamment les principes de limitation du développement de zones commerciales périphériques, de requalification des pôles commerciaux vieillissants et de renforcement de l'offre de proximité, mais ils sont étayés et précisés de manière plus engageante. Les principales évolutions portent d'une part sur les modalités de localisation des pôles d'appui à conforter. A cette notion est substituée d'une part, une spatialisation graphique des polarités commerciales potentielles à une échelle plus étendue et d'autre part, des modalités plus précises d'encadrement du développement commercial pour répondre aux objectifs d'aménagement et de développement durable du territoire.

### **3.4 Conforter une métropole accueillante et rayonnante**

Le SCoT de 2006 déterminait un étagement des équipements constitutifs de l'armature urbaine, selon 3 niveaux : le cœur d'agglomération, les villes-relais et les autres communes, en accord avec l'armature territoriale initialement établie et dans le but de promouvoir une ville de proximité.

Néanmoins, force est de constater que le niveau intermédiaire des villes-relais, notion assez large, restait incertain quant au positionnement et à la structuration de certaines communes, ce qui a, de fait, potentiellement pu accentuer le rôle centralisateur du cœur d'agglomération et des mouvements pendulaires associés, au détriment des autres communes du territoire.

Le SCoT révisé précise la structure urbaine de la métropole en s'appuyant sur plusieurs critères, dont le niveau d'équipements, tout particulièrement en termes de déplacement, et hiérarchise les équipements en fonction de leur rayonnement et leur attribue un niveau de desserte associé.

### **Modérer la consommation foncière**

Pour accompagner le développement démographique et économique du territoire tout en prenant en compte les sensibilités environnementales, les enjeux agricoles et paysagers et la volonté de limiter la consommation foncière, l'enveloppe des extensions urbaines s'élève à 1 510 ha dont 870 ha pour le tissu urbain mixte et 640 ha en tissu à dominante d'activités. **Cette enveloppe des extensions urbaines, à l'horizon 2040, est inférieure de 410 ha aux extensions urbaines non consommées du SCoT de 2006, soit une diminution de 20%, alors même que l'échéance du SCoT est portée à 2040.** La part affectée au réinvestissement des espaces d'urbanisation existante ou engagée modère la consommation foncière et limite la pression urbaine sur les espaces agrobiologiques.

Le SCoT révisé confirme et amplifie les orientations du SCoT de 2006 en matière d'optimisation des tissus urbains existants : 60 % des besoins en tissu urbain mixte seront accueillis dans les secteurs d'urbanisation existante et engagée, ce taux s'élève à 15% pour les activités économiques faute de foncier disponible suffisant au regard de l'importance de la demande recensée. De cette manière, **le projet de révision de SCoT réduit de 750 ha à 1010 ha les extensions urbaines qui auraient été nécessaires si le modèle de développement du SCoT de 2006 avait été projeté à 2040, soit une diminution de 33%.**

En outre, certaines infrastructures routières et ferroviaires prendront place en dehors de l'urbanisation existante ou des extensions urbaines, leur consommation foncière est estimée à environ 90 ha.

Dans la continuité des orientations du SCoT de 2006, le SCoT révisé complète les dispositions en

faveur de la qualité des opérations urbaines, qu'elles soient en réinvestissement urbain ou en extensions urbaines, en ce qui concerne l'intégration des enjeux environnementaux, l'inscription du projet dans son contexte local, la définition des éléments contribuant à la qualité de vie...

Le Conseil de Métropole du 19 juillet 2018 a arrêté le projet de SCoT révisé sur ces bases, ainsi que le bilan de la concertation. Au titre de l'article L143-20 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier est invitée à donner son avis sur ce projet, préalablement à l'enquête publique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'émettre un avis favorable sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale,
- D'autoriser le Maire de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Vous connaissez ce schéma. Vous en connaissez les contours. Nous avons discuté à plusieurs reprises de ce point. Ceux qui sont à la Métropole l'ont explicité de fond en comble. Vous connaissez les grandes lignes, les quatre grandes orientations du projet de SCoT : préserver et reconquérir l'exceptionnelle richesse environnementale pour mieux la valoriser ; adapter le territoire aux changements climatiques ; se préparer aux évolutions démographiques prévisibles ; et accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois. Ce sont les grands axes du Schéma de Cohérence Territoriale. Souhaitez-vous prendre la parole sur ce sujet ? Monsieur DELAFOSSE et Monsieur DOMERGUE.

**Michaël DELAFOSSE :** Merci Monsieur le Maire. Effectivement, nous connaissons les grands axes. Ils ont été abondamment présentés et explicités. Un travail important d'élaboration a été réalisé. Il faut d'ailleurs saluer les énergies qui s'y sont impliquées, en particulier la Chambre d'agriculture. Mais, si sur le fond, les orientations nous semblent bonnes, je voudrais vous alerter sur la méthode. En effet, à l'origine de ce travail sur le SCoT, il y avait Isabelle TOUZARD, qui était votre Vice-présidente à la Métropole, scientifique de renommée mondiale en agro-écologie et Maire de Murviel-lès-Montpellier. Au cours de ce travail-là, vous lui aviez proposé, pour rester Vice-présidente, de rallier le groupe La République en marche. De cette décision, est née une ambiance compliquée dans l'intercommunalité, dont la presse, hélas, se fait l'écho. Donc, l'état de notre intercommunalité qui, de François DELMAS à Jean-Pierre MOURE en passant par Georges FRECHE, a prévalu au début de votre mandat, est complètement « cassé », parce qu'elle est fragmentée. Pourtant, il faut tous les Maires pour réussir ce SCoT, toutes les énergies. Il faut trouver de la sérénité pour engager les changements qui sont positionnés. En l'occurrence, il y a un enjeu de méthode. De la même manière, Monsieur le Maire, pour réussir les enjeux qui sont posés, il faut aussi nouer des rapports apaisés avec les collectivités territoriales, que ce soit le Département ou la Région, ou la société civile. Comment ne pas être troublés, quand nous voyons que le mouvement Alternatiba peine à trouver sa place à Montpellier ? Il y a deux ans, ils tenaient leur manifestation au parc Sophie Desmarets. Or, à présent, c'est tendu avec les collectivités, avec les maires ; il existe une défiance à l'égard de certains acteurs économiques, une suspicion sur la société civile. Nous voudrions vous inviter à une démarche de bienveillance et de confiance avec l'ensemble des acteurs, parce que les défis qui sont dans ce document sont nombreux, autour du développement économique, du développement maîtrisé du territoire, de la transition énergétique. Et si nous voulons que cela réussisse, il faut changer de méthode, Monsieur le Maire. Il faut prendre les méthodes d'une gouvernance du XXI<sup>e</sup> siècle, coopérative, collaborative, respectueuse des positions de l'autre, même si elles sont différentes, bref une gouvernance apaisée. Puisque vous faisiez référence à la course, il existe ce proverbe : « Seul, on va vite ; ensemble, on va loin. » Donc, dans

la mise en œuvre de ce SCoT, pour essayer de recréer ce climat de confiance, de collaboration, nous vous proposons, après l'avoir voté, de prendre des dispositions prochainement pour qu'il y ait un comité de pilotage, d'évaluation de sa mise en œuvre, avec les Maires, avec des acteurs de la société civile, bref une forme à définir pour permettre tout simplement de recréer un débat apaisé pour pouvoir relever les défis.

**Monsieur le Maire :** Monsieur DOMERGUE.

**Jacques DOMERGUE :** Je ne me situerai pas dans le domaine des donneurs de leçons ou de conseils, puisque Monsieur DELAFOSSE a été très disert là-dessus. Madame TOUZARD peut être rassurée puisque vous faites marche arrière sur la terminologie du groupe à la Mairie. Vous allez peut-être changer également la terminologie de votre groupe à la Métropole ? Donc peut-être la sérénité reviendra-t-elle ? En tout cas, cela ne dépend pas de nous. Je voudrais me positionner uniquement sur un secteur du SCoT, sur le point n°3 où vous faites référence à la poussée démographique, qui est une réalité plus que palpable sur Montpellier. Il suffit de se déplacer pour s'en rendre compte, que ce soit le matin quand on est dans le secteur des hôpitaux et facultés où il y a une horde d'étudiants qui envahissent la route pour aller jusqu'à la Faculté, sans respecter ni trottoirs ni passages cloutés ni feux, tellement ils sont nombreux, ou aux heures de pointe, comme aujourd'hui, où beaucoup de nos collègues sont en retard ; s'ils ont le malheur de venir en voiture, ils sont pris dans des embouteillages infernaux. Face à cette poussée démographique, on voit que dans Montpellier, l'on construit ; il y a des grues partout – c'est un fait –, même si les promoteurs s'en plaignent. En revanche, je ne vois pas comment on permet à des véhicules autres que les transports en commun (bus, tramways) de se déplacer. Vous êtes Maire depuis bientôt cinq ans. Dans ce mandat, je n'ai pas vu de réflexion sur « comment » permettre aux gens de se déplacer en dehors des transports en commun – aujourd'hui, si vous n'avez pas un deux-roues, vous ne pouvez pas vous déplacer à Montpellier. Le gros investissement qui a été fait par l'État a consisté à vouloir dédoubler l'autoroute A9 – vous savez que je m'y étais opposé. L'argument était : grâce à ce dédoublement, Montpellier va être désengorgée – rappelez-vous les débats de l'époque. Nous voyons qu'aujourd'hui, finalement, cette autoroute a eu un effet positif certain sur le fait que les camions ne traversent plus la proximité de Montpellier, mais en dehors de cela, il n'y a aucun désengorgement de la ville, qui continue de croître, d'accueillir du monde – plus les gens arrivent de partout, plus ils arrivent avec des voitures, malheureusement. Cette ville devient aujourd'hui quasiment impénétrable. Tout le monde ne peut pas prendre le tramway parce qu'il ne dessert pas tous les quartiers (ou les bus). On est parfois, selon l'emploi que l'on a, obligé de prendre des transports personnels, que ce soit des trottinettes électriques, des motos, des Vespa ou des voitures. Or, nous ne voyons pas aujourd'hui, au niveau du Conseil municipal, voire au niveau de la Métropole, une réflexion profonde sur « comment on va se déplacer » dans l'aire métropolitaine de Montpellier. L'autoroute, ou le dédoublement, à mon avis ne suffit pas. Aujourd'hui, la ville de Montpellier est, je dirais, quasiment infranchissable. Je vois, par exemple, qu'une ville comme Marseille vient de faire un tunnel entre la gare Saint-Charles et la sortie de l'autoroute qui remonte sur l'A7. Je ne parle même pas du tunnel sous le Vieux-Port. Donc, des infrastructures se développent dans certaines villes. Je crois que sur Montpellier, il serait temps d'y réfléchir, en prolongeant, par exemple, le tunnel de la Comédie pour que l'on puisse y rentrer de plus loin et éviter de rentrer sur ce centre-ville, en passant en dessous. Mais nous ne pourrions pas continuer indéfiniment à voir une ville grandir, dans laquelle il est de plus en plus difficile de se déplacer.

**Monsieur le Maire :** À vous écouter l'un et l'autre, j'ai l'impression que vous n'écoutez pas bien les Conseils de Métropole. C'est normal, parce que Monsieur DELAFOSSE n'y siège pas. Mais il a dit, l'autre fois, qu'il regardait sur Internet, donc faisons-lui confiance sur ce fait. Mais vous n'écoutez pas les Conseils de Métropole, parce que vous connaissez bien les projets que nous avons

et qui ont commencé, notamment sur l'Ademe, sur le contournement Ouest. Non, il y a 20 ans, je n'étais pas Maire. Je vais vous dire Monsieur DOMERGUE, cela fait 30 ans, et personne ne l'a fait. Moi, je l'ai attaqué, et avant la fin du mandat, nous poserons la première pierre du tronçon et de l'ouvrage d'art du rond-point Gennevaux, qui est une pièce essentielle du contournement Ouest. Voilà. Alors, il y a ceux qui parlent, ceux qui donnent des leçons. Moi, je construis Montpellier avec les outils dont je dispose et en fonction de l'héritage que j'ai reçu, en fonction des moyens financiers, en fonction du 0 % d'augmentation des taux d'imposition et en fonction des projets qui sont acceptés dans le cadre des plans État-Région, à la fois par le Département, par l'État et par la Région. Donc, nous n'avons pas de somme d'argent qui tombe du ciel et qui nous permet de régler en cinq ans, ce qui n'a pas été réglé en 30 ans.

Je mets aux voix l'affaire n°1. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cinq abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour** : 50 voix

**Contre** : 0

**Abstentions** : 6 voix (Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT, Alex LARUE, Audrey LLEDO.)

Vous remarquerez que c'est apaisé, Monsieur DELAFOSSE. Même vous, vous avez voté. Il n'est pas si mal que ça notre SCoT ! Pour ce qui est des résultats des votes à la Métropole, je vous invite à venir dans les tribunes, et vous verrez que la majorité des votes sont à l'unanimité. Mais encore une fois, il est normal qu'il y ait une opposition. Vous ne voudriez quand même pas que tout ce que je fasse voter le soit à l'unanimité ! Je ne conçois pas la politique de cette façon, ni la démocratie. Il est normal qu'il y ait des Maires qui s'opposent. Vous valorisez Madame TOUZARD sur ses compétences. Cela veut-il dire que vous dénigrez Madame FOURCADE qui l'a remplacée ? Cela veut-il dire qu'un élu est irremplaçable à son poste ? Madame TOUZARD était excellente à son poste ; Madame FOURCADE est aussi excellente. Et si nous recevons les 100 Villes signataires du Pacte de Milan, puisque nous avons fait acte de candidature pour les recevoir, ce sera en grande partie grâce à Madame FOURCADE. Donc, dans une autre séance, vous la remercirez, même si elle n'est pas de votre bord politique, contrairement à Madame TOUZARD.

## **2. Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE)**

**« Marqueroze »**

**« Saint Lazare »**

**« Secteur de l'allée du Tiers Etat »**

**Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole  
des produits des PAE**

Le programme d'aménagement d'ensemble (PAE) a été créé par la loi du 18 juillet 1984 relative à « la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement », modifiée par les lois SAPIN du 29 janvier 1993 « relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques », BOSSON du 9 février 1994 « portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction ».

Le PAE est un dispositif de participation des constructeurs au financement de tout ou partie d'un programme d'équipements publics, qu'une commune ou un EPCI s'engage à réaliser dans un secteur déterminé pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à

édifier de ce secteur, via la signature de conventions.

Les articles L.332-9 à L.332-11 et R.315-29, R.322-17, R.322-25, R.421-29, R.422-9 et R.444-3 du code de l'urbanisme concernant la procédure de PAE ont été abrogés au 1<sup>er</sup> mars 2012.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Montpellier, a entraîné à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 le transfert de la totalité de la compétence voirie de la Ville vers la Métropole.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Métropole est ainsi devenue signataire des programmes d'aménagement d'ensemble et, par là même, bénéficiaire des participations versées à leur titre.

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Ville de Montpellier avait notamment approuvé les PAE « Saint Lazare », « Marqueroze » et « Secteur de l'allée du Tiers Etat » pour lesquels des travaux d'équipements publics de voirie restent à réaliser. Compte tenu du transfert global de la compétence voirie à la Métropole, les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole alors que les participations seront perçues par la Ville de Montpellier, signataire des trois conventions de PAE.

En conséquence, il convient d'organiser le reversement des participations perçues pour la réalisation d'équipements devenus de compétence métropolitaine, par convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour l'exercice 2018, il s'agit des opérations suivantes :

**PAE « Saint Lazare » :**

En date du 6 février 2012 le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le PAE « Saint Lazare »

- Montant des participations perçues par la Ville au titre de l'exercice 2018 : 943 644 €
- Montant du reversement au titre de l'exercice 2018 : 943 644 €

**PAE « Marqueroze » :**

En date du 6 novembre 2006, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le PAE « Marqueroze ». Ce PAE a par la suite été modifié par délibérations des 26 mars 2007 et 7 février 2011.

- Montant des participations perçues par la Ville au titre de l'exercice 2018 : 961 037 €
- Montant du reversement au titre de l'exercice 2018 : 805 966 €

La différence entre les participations perçues par la Ville et le montant reversé à Montpellier Méditerranée Métropole correspond aux dépenses réalisées par la Ville.

**PAE « Secteur de l'allée du Tiers Etat »**

Pas de participation perçue par la Ville au titre de l'exercice 2018.

Pour les années à venir, la Ville s'engage à reverser la totalité des participations perçues au titre des PAE « Marqueroze », « Saint Lazare » et « Secteur de l'allée du Tiers Etat » dans le cadre des compétences transférées à Montpellier Méditerranée Métropole, au travers de conventions du même ordre que celle aujourd'hui soumise à vote approbation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations au titre des PAE précités ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer la convention de reversement à intervenir pour l'exercice budgétaire 2018 ainsi que toutes celles afférant aux exercices budgétaires à venir pouvant intéresser les PAE « Saint Lazare », « Marquerose » et « Secteur de l'allée du Tiers Etat » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout autre document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des précisions ? Il s'agit là des PAE, Plans d'aménagement d'ensemble. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 56 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### **3. Cession de la parcelle RR n°82, sise commune de Montpellier dans le cadre du renouvellement urbain quartier de la Pompignane**

En 2012, la Ville de Montpellier a cédé à Montpellier Agglomération, les parcelles cadastrées RR n°33 et 81, d'une superficie cadastrale totale de 18 277 m<sup>2</sup>, sises commune de Montpellier, formant le domaine de la Pompignane.

La Ville a cependant conservé la parcelle RR n°82, d'une superficie cadastrale de 1 927 m<sup>2</sup>, contiguë au domaine, afin de pouvoir l'intégrer, le moment venu, aux aménagements futurs liés à l'opération d'aménagement d'ensemble de renouvellement urbain du quartier Pompignane dont la réalisation a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par la signature d'un traité de concession le 14 novembre 2016.

La SA3M a sollicité auprès de la Ville de Montpellier la cession de la parcelle RR n°82 dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane et plus particulièrement pour la mise en œuvre du projet urbain sur le secteur du domaine de la Pompignane en lien avec les anciens terrains IBM. A ce titre, la SA3M a également demandé à Montpellier Méditerranée Métropole la cession des emprises du domaine de la Pompignane.

La cession est envisagée moyennant le prix de 193 000 €, conformément à l'avis des services de France Domaine en date du 31 juillet 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- céder à la SA3M la parcelle RR n°82, sise commune de Montpellier, d'une superficie cadastrale de 1 927 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 193 000 € net vendeur, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération d'ensemble de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane ;



- désigner Maître DOSSA, notaire à Montpellier, en vue de la réitération par acte authentique de la vente et de ses suites ;
- dire que la recette correspondant à cette cession sera inscrite au budget principal de la Ville au titre de l'année 2018, chapitre 954 ;
- autoriser le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer l'acte authentique de vente ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des précisions au rapporteur, Madame MARION ? Je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Six abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 50 voix

**Contre :** 0

**Abstentions :** 5 voix (Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE.)

**Ne prend pas part au vote :** 1 voix (Philippe SAUREL.)

*Madame Julie FRECHE, avec la procuration de Madame Clare HART, entre en séance.*

#### **4. Foncier-Espaces Publics**

##### **Rue Adam de Craponne**

##### **Autorisation de recourir à la procédure de déclaration de la parcelle HW 665 en état d'abandon manifeste**

L'immeuble situé au 1, rue Adam de Craponne, en état d'abandon, n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs années suite à un incendie criminel qui a détruit l'intérieur du bâtiment et la toiture, et ne fait l'objet d'aucune initiative franche de la part de son propriétaire pour engager les travaux de réhabilitation. Dans le cadre d'une procédure de péril engagée en 2012, la commune de Montpellier a engagé des travaux de mise en sécurité du bien pour un montant de 13 216€

Le bien est cadastré HW 665. Il s'agit d'un immeuble d'environ 60 m<sup>2</sup> de plancher en R+2. Ce bâtiment est situé dans la zone protégée ZPPAUP secteur Gambetta Figuerolles et il est frappé d'un emplacement réservé, opération C46 du PLU, pour l'aménagement du croisement de la rue Adam de Craponne et rue de la Raffinerie.

Les recherches effectuées par les services de la Ville ont permis de déterminer que cet immeuble appartient à Monsieur Jean-Jacques WALTER et Mme Nicole KALMES, épouse WALTER, décédée.

Pour mettre fin au risque d'effondrement des restes de ce bâti et garantir la sécurité publique, il y a urgence de recourir aux articles L.2243-1 à L.2243-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la procédure dite "d'abandon manifeste", afin de prendre les mesures requises.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire à engager la procédure de déclaration de la parcelle HW 665

- en état d'abandon manifeste ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes à intervenir.

**Monsieur le Maire :** Qui demande la parole ? Monsieur DELAFOSSE.

**Michaël DELAFOSSE :** Monsieur le Maire, il s'agit d'une bonne chose parce que cela participe à l'action nécessaire sur ce quartier, où il existe des problèmes d'habitat insalubre inoccupé. Je me permets de continuer sur la rue Adam de Craponne et de vous interpeller sur la situation de l'îlot Vergne et la Friche de Mimi, qui est un lieu emblématique de la vie culturelle même si beaucoup d'acteurs ont été repositionnés, certains à la Chapelle, d'autres (par leurs propres moyens) à Lavérune, notamment. Ce lieu est un lieu très fort d'hospitalité pour les artistes, qui a une identité, et qui jouait un rôle, qui joue encore un rôle très important dans le quartier, avec notamment l'existence de son théâtre. Il avait été pris comme décision, en 2010, d'y instaurer un périmètre d'étude dans le secteur et un petit peu au-delà, justement pour préserver cette forme urbaine singulière. Or il apparaît qu'un permis de construire serait en cours d'instruction ou délivré sur ce lieu. Je crois qu'il faut que vous utilisiez vos pouvoirs, vos prérogatives que donne le Code de l'urbanisme sur le périmètre d'étude, pour l'ajourner. Il serait bon de pouvoir préserver ce lieu, de travailler sur une solution, comme il a pu en exister une pour le Rockstore et son sauvetage, pour faire en sorte que cette friche-là, lieu d'accueil des artistes, ce théâtre qui pendant 20 ans a fait beaucoup pour la vie culturelle à Montpellier, perdure. Je crois qu'il s'agirait d'une sage décision, y compris d'équilibre pour le quartier, y compris pour la politique culturelle qui est menée à Montpellier. Il faut beaucoup d'énergie pour construire un théâtre, pour faire un lieu culturel, et ce serait profondément regrettable que celui-ci disparaisse. En tout cas, je suis convaincu que l'on peut trouver des solutions alternatives à cela, tout en respectant également les propriétaires et, peut-être, la mémoire de Madame VERGNE, Citoyenne d'honneur de la ville de Montpellier. Je vous remercie des éclairages que vous pourrez apporter.

**Monsieur le Maire :** C'est très simple : l'îlot Vergne est une propriété privée. Nous finançons tous les travaux de la Chapelle pour recevoir le théâtre. Nous avons résolu le problème de cette façon. Et un PUP garantira l'aménagement de l'espace public autour.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 58 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

## **5. FONCIER**

**Locaux 6 rue Maguelone**

**Parcelle cadastrée HM 36**

**Désaffectation et déclassement du domaine public communal**

La Ville de Montpellier est propriétaire de locaux situés 6 rue Maguelone en pied d'un immeuble à caractère patrimonial dénommé « Le Capoulié », acquisition réalisée en deux temps par actes des 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007.

Ces locaux, lots 1, 27 et 29, correspondent à la quasi-totalité du rez-de-chaussée de l'immeuble et des entresols. Les étages sont la propriété de plusieurs sociétés civiles immobilières, occupés par

différentes activités et également par du logement dans les étages élevés.

Construit pour accueillir un grand magasin en 1897 par les architectes Soreau & Pratt, à l'instar des grands magasins parisiens, le Capoulié, alors « Paris-Montpellier » se trouve sur l'emplacement de l'éphémère théâtre concert des Variétés, créé en 1888 à la rencontre de la rue d'Obilion et de la nouvelle artère reliant la gare à la place de la Comédie, la rue Maguelone.

Le magasin ajoutait à sa surface de vente, les avantages d'un salon de lecture, d'une salle de correspondance et d'un cinématographe Lumière en activité jusque dans les années 1920. Le volume était divisé horizontalement par des galeries à encorbellement portées par des colonnes de fonte et auxquelles donnait accès un escalier central à double révolution. En 1917 le bâtiment sera surélevé d'un étage par les architectes Léopold & Louis Carlier.

Jusqu'en 1960, l'immeuble était occupé par l'enseigne Paris Montpellier. Puis l'immeuble a été vendu et a fait l'objet d'un découpage en 67 lots de copropriété dans les années 80.

L'intérieur a été démoli et recomposé en 7 niveaux. C'est à cette période que la Ville a acquis son premier lot.

Ces locaux ont accueilli certains services dépendant de la Ville, un temps l'office du tourisme puis la maison de la Prévention et l'Espace Jeunesse. La maison de la Prévention a quitté les lieux fin 2016 dans le cadre d'une rationalisation du déploiement des équipements publics.

L'Espace jeunesse a occupé encore une partie des locaux qu'il a quittée à la fin de ce premier semestre 2018.

Désormais, ces locaux sont donc matériellement désaffectés.

Par délibération du 23 novembre 2017, anticipant sur cette désaffectation programmée, la Ville a décidé de lancer une procédure de vente de ce bien alors encore affecté au domaine public, comme l'y autorise l'ordonnance récente 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, qui permet aux collectivités de procéder à la cession de leurs biens par anticipation sur leur désaffectation et leur déclassement. Cette vente entre dans le cadre de la bonne gestion du patrimoine municipal.

Les locaux ayant été désaffectés dès 2018, il est proposé de décider dès à présent formellement de leur déclassement, ce qui permet dès lors de procéder pour la Ville à une vente simple de son domaine privé d'un bien libre de toute occupation, vente qui sera proposée par délibération spécifique.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de constater la désaffectation des locaux situés dans l'immeuble le Capoulié 6 rue Maguelone et cadastrés section HM 36 ;
- de prononcer le déclassement du domaine public communal de ce bien pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Il s'agit de déclasser l'emprise d'une propriété communale que nous avons au Capoulié. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 58 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

## **6. FONCIER**

### **Vente dans le cadre d'une consultation**

#### **Locaux situés 6 rue Maguelone**

#### **Parcelle cadastrée HM 36**

#### **Vente à la société LA FONCIERE AMETIS**

La Ville de Montpellier s'est rendue propriétaire de locaux situés dans l'immeuble dénommé le Capoulié les 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007 correspondant aux lots 1, 27 et 29 de l'immeuble et situés en rez-de-chaussée et entresols.

Ces locaux ont accueilli des services municipaux, tout d'abord l'office du Tourisme, puis la Maison de la Prévention et l'Espace Jeunesse. Aujourd'hui ces locaux ne sont plus affectés à un service public, l'Espace Jeunesse, dernier occupant, ayant quitté les lieux à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2018.

La Ville a décidé la mise en vente de ce bien par délibération du Conseil municipal du 23 novembre 2017 après une consultation visant à retenir un acquéreur mieux-disant, sur la base d'un prix plancher fixé au vu de l'avis des Domaines à 1,940 M€.

Le Conseil municipal a constaté, par délibération antérieure, la désaffectation de ces locaux et a prononcé le déclassement du domaine public communal de ce bien pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune.

La consultation en vue de la vente s'est déroulée en deux phases qui ont permis dans un premier temps d'obtenir une identification de candidats intéressés. Quatre se sont déclarés et ont été retenus par la commission consultative des cessions immobilières, émanation du Conseil, réunie le 13 avril 2018 en vue de participer à la deuxième phase de la consultation permettant de dégager un projet et de proposer un prix en adéquation avec la valeur patrimoniale de l'immeuble, la qualité de l'emplacement d'un point de vue commercial, les objectifs de redynamisation du centre-ville et la valeur vénale d'un tel bien.

Dans le cadre de cette seconde phase, deux propositions ont été déposées.

Une proposition de la société Bureaux & Co et une proposition émanant d'un groupement composé par les sociétés AMETIS immobilier / SAURAMPS librairie / François FONTES architecte et Charles FONTES restauration.

Les deux propositions ont fait l'objet d'une présentation en Commission consultative des cessions foncières et immobilières le 25 juillet 2018.

Les dossiers présentés proposent des programmes très différents.

La société Bureaux & Co est une start-up gestionnaire d'immobilier d'entreprises et d'espaces de travail, envisageant de développer une structure de boutiques partagées sur le principe des magasins éphémères sur la base d'une approche marketing fondée sur l'ouverture de points de vente pour de courtes durées ainsi que des espaces de travail partagés. Cette société, bien que récente, est déjà présente sur Montpellier et fait preuve de belles réussites dans le domaine du « co-working ». Un projet d'envergure commerciale serait une première expérience pour elle, sur la base d'un prix d'acquisition et d'un plan de financement qui restent à boucler.

Les sociétés AMETIS / SAURAMPS / François FONTES et Charles FONTES se sont regroupées pour présenter un projet principalement tourné vers la jeunesse, inscrit dans le parcours commercial du centre-ville et proposant un lien avec les actions culturelles de la Ville et de la Métropole (musée Fabre, MoCo ...).

L'enseigne serait dénommée « SAURAMPS FUTUR ». SAURAMPS et Charles FONTES sont présentés comme les deux exploitants des surfaces commerciales à venir, AMETIS étant l'acquéreur des murs et François FONTES étant l'architecte concepteur de l'opération.

Les partenaires décrivent un projet novateur à destination de la jeunesse qui viendrait apporter une offre jusqu'alors absente sur la Métropole et peu présente au niveau national. L'idée est de proposer la vente de nouvelles technologies, bandes dessinées, de produits de découverte de l'environnement et la connaissance du territoire, et un espace restauration original.

Le projet s'inscrit dans la perspective d'œuvrer au développement culturel et à l'innovation au service du territoire.

Le concept commercial est validé par une étude de marché confiée au cabinet Shopper Stratégie. 25 à 30 emplois seraient générés par le projet, en synergie avec le maintien des enseignes de la marque présentes sur Montpellier, au Triangle, à Odysseum et au Musée Fabre.

Les porteurs du projet prévoient d'entreprendre des travaux importants, d'un montant prévisionnel de 1,680 M €, afin de restructurer les locaux en vue de leur nouvelle destination (espace restaurant 230 m<sup>2</sup> et 810 m<sup>2</sup> pour SAURAMPS FUTUR), de préserver et valoriser l'immeuble, y compris concernant ses extérieurs remarquables.

Le candidat apporte toutes les garanties nécessaires en matière financière pour mener à bien un tel projet, l'acquisition et les travaux étant financés sur fonds propres par La Foncière Ametis (filiale d'Ametis Groupe).

L'acquisition des locaux est proposée pour 2 millions d'euros soit 3 % au-dessus du prix plancher proposé par la Ville dans sa délibération du 23 novembre 2017, sur la base de l'évaluation conforme de France Domaine.

Tenant la qualité du concept commercial et du projet innovant proposé, sa qualité architecturale et la fiabilité technique avancée au regard du caractère patrimonial et emblématique de l'immeuble situé en secteur sauvegardé, sa solidité financière apparente et le prix proposé, la commission consultative des cessions immobilières a émis le 25 juillet dernier un avis favorable à retenir la proposition des sociétés AMETIS / SAURAMPS / François FONTES et Charles FONTES

Ce projet novateur proposant un concept absent sur la Métropole s'inscrira dans l'axe commercial et

urbain de la gare à la Comédie en synergie avec les efforts de redynamisation commerciale qualitative du centre-ville et en lien avec les actions culturelles de la Ville et de Montpellier Métropole numérique.

La société acquéreur « La Foncière AMETIS » finançant le projet sur fonds propres, le compromis de vente intégrera une seule condition suspensive liée à l'octroi des autorisations d'urbanisme nécessaires, purgées de tout recours.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la cession de l'ensemble des locaux de l'immeuble le Capoulié, situés 6 rue Maguelone cadastrés HM 36 propriétés de la Ville, à LA FONCIERE AMETIS, au prix de 2 000 000 € nets vendeur (deux millions d'euros nets vendeur);
- d'autoriser la signature du compromis de vente sous condition d'obtention des autorisations d'urbanisme requises, puis la signature de l'acte authentique, et de saisir en ce sens l'office notarial désigné par l'acquéreur ;
- de dire que la recette sera affectée au budget principal de la Ville au titre de l'année de réitération de l'acte authentique de vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Cela rapporte 2 millions d'euros à la Ville et cela permettra de requalifier la rue Maguelone. Oui, pour une explication de vote ? Vous avez voté « pour ». Vous avez voté « pour », donc vous prenez la parole pour une explication de vote.

**Michaël DELAFOSSE :** Je me réjouis que Sauramps trouve sa pérennité et puisse se repositionner rue Maguelone, alors que sa situation était fragile il y a un an. Avez-vous des informations sur le projet autour du Triangle ? Que va-t-il y avoir à la place, parce qu'il était, pour eux, très difficile de rester là-bas ? La mise aux normes PMR était très compliquée, en termes de coûts. Donc, ils avaient besoin de travailler sur une évolution. Donc, *quid* du Triangle, Sauramps central, Polymômes. Avez-vous des informations pour nous éclairer ?

**Monsieur le Maire :** Au Triangle, Sauramps n'a pas du tout l'intention de partir. Au contraire, c'est l'occasion pour eux de garder les deux sites d'Odysseum et du Triangle et d'ajouter un troisième site, à la rue Maguelone, qui viendra compléter l'offre culturelle de Sauramps. Cela permettra à la Ville d'obtenir 2 millions d'euros. Et ces 2 millions d'euros seront re-fléchés sur les travaux à Méric, puisque l'intégralité des travaux de réhabilitation du Mas de Méric est estimée entre 4 et 5 millions d'euros. Nous les ferons en plusieurs tranches. Cela s'appelle une « gestion active » du patrimoine, toujours à taux d'imposition égal, c'est-à-dire augmentation zéro.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 58 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

## **7. FONCIER**

**Propriété ABANADES**  
**Lots 6, 7, 8 - 42 avenue Albert Einstein**  
**Acquisition**

La Ville de Montpellier a institué un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme sur le secteur de la Baume le 24 avril 2008, afin de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution du secteur de la Baume vers un niveau de qualité urbaine comparable à celui des autres nouveaux quartiers de Port Marianne.

Située au cœur du quartier Port Marianne, la Baume (environ 7 hectares) est une opération de réinvestissement urbain d'un secteur de faubourg hérité de la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, mêlant activités tertiaires, entrepôts (Union Matériaux) et pavillons avec jardins. Longeant l'avenue Raymond Dugrand, à l'Est du quartier Richter, la Baume se développe vers Parc Marianne et les Jardins de la Lironde.

Ponctuée par deux places à effet de centralité (Ernest Granier et Christophe Colomb), l'opération de renouvellement sera porteuse d'une plus grande urbanité pour ce secteur et d'une plus grande mixité, en couture avec les quartiers voisins et suivant la mise en œuvre des principes de développement durable adaptés au climat méditerranéen. L'habitat y sera prédominant (1.000 logements envisagés environ), associé à des activités tertiaires et des équipements publics.

Sur ce périmètre, la Ville a réalisé plusieurs acquisitions foncières en vue de réaliser à terme le projet de restructuration urbaine initié sur ce secteur. L'Etablissement Public Foncier d'Occitanie a complété ces acquisitions pour le secteur opérationnel qui le concerne.

Depuis, un nouveau périmètre d'études a été mis en place le 3 avril 2018 et la poursuite des études préalables à l'aménagement du secteur ont été confirmées pour tenir compte notamment de l'implantation de l'Arbre Blanc et des flux de piétons et cycles générés par le quartier Richter mitoyen.

Un dialogue compétitif est en cours en 2018 pour désigner à l'automne l'architecte en chef du projet d'urbanisme.

Madame Jacqueline ABANADES, épouse PEREZ GUTIEREZ, est propriétaire d'un appartement avec chambre indépendante et cour constituant les lots 6, 7 et 8 de la copropriété située 42 avenue Albert Einstein, cadastrée section SA n° 27. Cette copropriété est comprise dans le périmètre d'étude précité.

Madame ABANADES souhaitant vendre ce bien, une promesse de vente unilatérale de vente pour un prix de 240.000 €, commission d'agence de 10.000 € comprise a été négociée. Ce montant est conforme à l'évaluation des Domaines en date du 3 juillet 2018.

Il est proposé que la Ville lève l'option d'achat proposée dans la promesse de vente pour ces trois lots de copropriété et procède à leur acquisition afin de poursuivre son action de maîtrise foncière du secteur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'acquisition de la propriété de Madame ABANADES, constituant les lots 6, 7 et 8 de

la copropriété du 42 avenue Albert Einstein, cadastrée section SA n° 27, au prix de 240.000 € en ce compris 10.000 € de commission d'agence ;

- de confier la rédaction de l'acte authentique de vente à Maître Henri CAVE notaire à Montpellier ;
- de dire que toute dépense afférente à cette acquisition sera prélevée sur les crédits inscrit au budget de la Ville chapitre 905, programme Action foncière n° 2013I27 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des précisions ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 58 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### **8. Régularisation foncière entre la Ville de Montpellier et Mme JURVILLE** **Echange sans soulte** **140 rue Jules Isaac (parc des Pastourelles) et 276 rue de Salaison**

La Ville de Montpellier et Madame JURVILLE souhaitent procéder à des régularisations foncières entre leurs propriétés voisines situées 140 rue Jules Isaac (pour la Ville, parc des Pastourelles) et 276 rue de Salaison (pour Mme JURVILLE), afin de mieux délimiter les bornages entre les espaces verts entretenus par la Ville et la clôture délimitant la propriété de Madame JURVILLE.

L'échange foncier réalisé sera le suivant :

- La Ville de Montpellier cède à Madame JURVILLE les parcelles CR 145 a, b et c pour une superficie totale de 28 m<sup>2</sup>,
- Madame JURVILLE cède à la Ville de Montpellier les parcelles CR 103 a et b pour une superficie totale de 28 m<sup>2</sup>,

Conformément à l'avis des domaines en date du 15 mai 2018, les échanges fonciers se feront sans soulte, la valeur vénale d'échange étant estimée à 50 € / m<sup>2</sup>, soit 1 400 € pour 28 m<sup>2</sup>.

La commission des cessions immobilières, réunie le 25 juillet 2018, a donné un avis favorable à cet échange foncier de gré à gré.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'accepter de procéder à l'échange foncier sans soulte entre la Ville de Montpellier et Madame JURVILLE des parcelles CR 145 a, b et c et CR 103 a et b, pour des superficies équivalentes de 28 m<sup>2</sup> ;
- De demander à Maître PICOLLET de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais partagés entre la Ville de Montpellier et Madame JURVILLE ;
- De dire que toute dépense afférente sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif



à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 58 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### **9. Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelles OK n°4, 5, 133 et OL n°69**

La Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise que doit être opéré un transfert en pleine propriété des biens des communes membres affectés aux nouvelles compétences dévolues à la Métropole ou antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant. La Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Il est ainsi proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles cadastrées OK n°4, d'une superficie cadastrale de 5 299 m<sup>2</sup>, OK n°5 d'une superficie cadastrale de 10 048 m<sup>2</sup>, OK n°133 d'une superficie cadastrale de 19 701 m<sup>2</sup>, et OL n°69 d'une superficie cadastrale de 6 626 m<sup>2</sup> soit une superficie totale de 41 674 m<sup>2</sup> en zone 4AU3-1 du Plan Local d'Urbanisme.

Le transfert des parcelles OK n°4, 5, 133 partie j, ainsi que OL n°69, soit environ 40 384 m<sup>2</sup>, aura lieu au titre de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

Une emprise de 440 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle OK n°133 (partie l) sera affectée au domaine public voirie. Enfin, le solde de la parcelle OK n°133, soit 850 m<sup>2</sup>, sera affectée au centre de tri DEMETER.

Conformément à la loi, la cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit, salaire ou honoraire.

La valeur vénale des biens transférés est estimée du fait de leurs caractéristiques propres et de leur surface à 42 € par mètre carré soit 1 750 308 €.

Afin de permettre l'exercice de ses compétences avant la réitération des actes administratifs ou authentiques de transfert de propriété des biens énumérés ci-dessus, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier pour réaliser dès à présent une prise de possession anticipée lui permettant d'en disposer librement notamment pour la réalisation des travaux de

modernisation du centre de tri DEMETER (dépôt et octroi des autorisations d'urbanisme nécessaires, réalisation de travaux sur l'emprise affectée au centre de tri, occupation temporaire d'emprise de 830 m<sup>2</sup> sur la partie affectée à la compétence GEMAPI) et pour lancer la procédure d'expulsion d'un occupant illicite sur la parcelle OL n°69.

**En conclusion, il proposé au Conseil municipal :**

- De céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole les fonciers cadastrés OK n°4, 5, 133 et OL n°69, sis commune de Montpellier ;
- D'autoriser la prise de possession anticipée des parcelles objet de transfert de propriété afin de permettre le plein exercice de ses compétences par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et se voir octroyer les autorisations d'urbanisme nécessaires sur les parcelles concernées par le transfert ;
- De procéder à la rédaction des actes de vente pour formaliser le transfert de propriété entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 58 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**10. Travaux de Rénovation du Centre-Commercial « Le Polygone »  
Régularisation foncière par échange entre copropriétaires  
Ville de Montpellier - Grands Magasins Galeries Lafayette**

Dans le cadre des travaux visant à la mise aux normes du centre-commercial du Polygone et de ses parkings au titre de la sécurité incendie et des accès aux personnes à mobilité réduite, la Ville de Montpellier et Grands Magasins Galeries Lafayette, tous deux copropriétaires de l'ensemble immobilier du Polygone, souhaitent réaliser des régularisations foncières à travers un échange foncier.

Ces régularisations portent sur deux lots mineurs situés au premier et dernier niveaux de parkings (P4 et P1 actuels) numérotés 8009 et 8022 de surfaces respectives de 7m<sup>2</sup> et 8 m<sup>2</sup>.

La Ville propose de céder aux Grands Magasins Galeries Lafayette le lot 8009 pour une superficie de 7 m<sup>2</sup> au prix de 5 250 €.

Les Grands Magasins Galeries Lafayette proposent de céder à la Ville le lot 8022 pour une superficie de 8m<sup>2</sup> au prix de 6 000 €.

L'échange entraîne une soulte de 750 € à la charge de la Ville de Montpellier.

Ces prix sont conformes à l'évaluation de France Domaine.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de procéder aux échanges fonciers relatifs à l'acquisition du lot 8022 d'une superficie de 8 m<sup>2</sup> par la Ville et la cession aux Grands Magasins Galeries Lafayette du lot 8009 d'une superficie de 7m<sup>2</sup> en contrepartie d'une soulte de 750 € nette acquéreur à la charge de la Ville de Montpellier ;
- de charger l'office notarial 14 Pyramides à Paris en vue de la réitération de la vente, en participation avec l'office notarial de Me Bonnary à Montpellier;
- de dire que la dépense relative à cette transaction et des frais corrélatifs sera imputée au budget de la Ville chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 58 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

*Madame Valérie BARTHAS-ORSAL sort de séance.*

**11. Avis de la Ville de Montpellier sur la modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme, au titre de la compatibilité au regard des ZAC concernées (article L.153-39 du code de l'urbanisme)**

Par arrêté n°MAR2018-0101 en date du 21 mars 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé, à la demande de la Ville de Montpellier, le projet de modification n°12 de son Plan local d'urbanisme (PLU). Par délibération en date du 3 mai 2018, le Conseil municipal a donné un avis favorable à ce projet de modification et à l'ensemble des 31 points de modification de fond et de forme proposés.

Conformément à l'article L.153-39 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier est désormais appelée à se prononcer sur les modifications ayant pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur des périmètres de zone d'aménagement concerté (ZAC) créées à son initiative.

Sept points de modification concernent spécifiquement les ZAC Nouveau Saint-Roch, Restanque, Coteau, EAI, Ovalie, Consuls de Mer et Parc Marianne.

S'agissant de la ZAC Nouveau St Roch (point de modification n°5), le projet de modification vise à augmenter les hauteurs constructibles à l'intersection de la rue du Grand Saint Jean et de la rue Leenhardt (passage de 13,50 m à 19 m) afin d'améliorer la composition d'ensemble du carrefour.

S'agissant de la ZAC de la Restanque (point de modification n°15), le projet de modification vise à créer un secteur de zone 2U1-15cw rue de l'Industrie pour permettre la création d'un groupe scolaire, à créer un secteur d'activités 4U1-5cw sur le secteur du Marché d'intérêt national pour permettre l'accueil de la cuisine centrale, à créer un secteur de zone 2U1-15cw entre la rue Montesquieu et la voie ferrée Sète-Tarascon pour permettre la réalisation de programmes de logements, et à modifier, supprimer et créer des emplacements réservés pour prendre en compte les récentes évolutions du plan guide de la ZAC.

S'agissant de la ZAC du Coteau (point de modification n°17), le projet de modification vise à supprimer l'emplacement réservé R54 pour un groupe scolaire, l'équipement étant réalisé.

S'agissant de la ZAC EAI (point de modification n°18), le projet de modification vise à modifier le règlement (articles 4 et 6) du secteur de zone 2U1-13 pour prendre en compte la rétention pluviale à l'échelle de l'opération d'aménagement et pour autoriser des saillies plus importantes sur le domaine public.

S'agissant de la ZAC Ovalie (point de modification n° 19), le projet de modification vise à faire évoluer le règlement à l'angle de la Place de la Providence et de l'avenue de Toulouse (extension du secteur de zone 7AU-1 et création d'un périmètre de hauteur à 27 m et d'une implantation obligatoire), à modifier le règlement de la zone 7AU (articles 6 et 7) afin de prendre en compte les évolutions programmatiques de la ZAC Ovalie, et à supprimer l'emplacement réservé C107 pour création de la place de la Providence, cet espace public étant réalisé.

S'agissant de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (point de modification n°21), le projet de modification vise à augmenter ponctuellement la hauteur maximale des constructions sur deux secteurs de la ZAC (de 36,5 m NGF à 41,5 m NGF) et à élargir l'emprise maximale des constructions sur le secteur de la rue des Sept Cans (secteur de Projet urbain partenarial) pour prendre en compte les modifications mineures du plan de masse.

S'agissant de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne (modification n°22), le projet de modification vise à créer une zone 1U10 couvrant les secteurs urbanisés de la ZAC et le secteur compris entre l'avenue Joan Miro et l'avenue du Mas Rouge, à modifier l'emplacement réservé C99, à modifier l'orientation d'aménagement et de programmation « ZAC Parc Marianne » et à étendre ponctuellement la zone N afin de prendre en compte les évolutions du plan guide de la ZAC.

En définitive, l'ensemble des évolutions projetées par la modification n°12 du PLU répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'émettre un avis favorable au projet de modification n°12 du PLU, conformément aux dispositions de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme, concernant les évolutions du Plan local d'urbanisme relatives aux ZAC créées à l'initiative de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des précisions ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour** : 57 voix

**Contre** : 0

**Abstention** : 0

**12. ZAC OVALIE**  
**Demande d'agrément de candidature**  
**Tranche 7 - Lot n°5D**  
**“SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o PRAGMA”**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3 300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o PRAGMA pour le lot 5D de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

<b>Maître d'ouvrage :</b>	SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o SAS PRAGMA Etoile Richter 80 place Ernest Granier CS19501 34 960 MONTPELLIER cedex 2
---------------------------	--

<b>Localisation du projet :</b>	Section PB n°273p
---------------------------------	-------------------

<b>Surface du lot :</b>	3 057 m <sup>2</sup> environ
-------------------------	------------------------------

<b>Nature du projet :</b>	66 logements dont : - 17 logements collectifs en accession à la propriété abordable
---------------------------	--

	- 49 logements collectifs en accession libre
<b>SDP envisagée :</b>	4 050m <sup>2</sup> SDP dont
	- 1 215 m <sup>2</sup> SDP en accession abordable
	- 2 835m <sup>2</sup> en accession libre
<b>SDP maximale autorisée :</b>	4 221 m <sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'agréer la candidature de SOGEPROM SUD REALISATIONS C/o SAS PRAGMA en vue de la réalisation d'une opération de 66 logements collectifs dont 17 en accession à la propriété abordable et 49 en accession libre sur le lot 5D de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Il s'agit de 66 logements, dont 17 logements collectifs et 49 logements collectifs en accession libre ; les 17 premiers sont en accession abordable. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**13. ZAC OVALIE**  
**Demande d'agrément de candidature**  
**Tranche 7 - Lot n°6bisB**  
**“SAS COGIM”**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il

offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de SAS COGIM pour le lot 6BisB de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

<b>Maître d'ouvrage :</b>	SAS COGIM Résidence Art Code 189 avenue Germaine Tillion 34 070 MONTPELLIER
<b>Localisation du projet :</b>	Section PB n°130P, 131P et 273P
<b>Surface du lot :</b>	2 337 m <sup>2</sup> environ
<b>Nature du projet :</b>	42 logements collectifs en accession libre
<b>SDP envisagée :</b>	2 610m <sup>2</sup>
<b>SDP maximale autorisée :</b>	2 740 m <sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'agréer la candidature de la société SAS COGIM en vue de la réalisation d'une opération de 42 logements collectifs en accession libre sur le lot 6bisB de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Il s'agit de 42 logements locatifs en accession libre. Contre ? Abstentions ?  
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**14. ZAC OVALIE**  
**Demande d'agrément de candidature**  
**Tranche 7 - Lot n° 7c1**  
**BACOTEC**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3 300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de BACOTEC pour le lot 7c1 de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

**Maître d'ouvrage :** BACOTEC  
Résidence « Amarra »  
40 rue des Frères Lumière  
34 000 MONTPELLIER

**Localisation du projet :** Section PB n°271p

**Surface du lot :** 783 m<sup>2</sup> environ

**Nature du projet :** 21 logements collectifs en accession libre.

**SDP envisagée :** 1 190 m<sup>2</sup>

**SDP maximale autorisée :** 1 250 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'agréer la candidature de BACOTEC, en vue de la réalisation d'une opération de 21 logements collectifs en accession libre sur le lot 7c1 de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Il s'agit de 21 logements collectifs en accession libre. Pas de demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**15. ZAC OVALIE**  
**Demande d'agrément de candidature**  
**Tranche 7 - Lot n°7c2**  
**“BACOTEC”**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieuoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3 300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de BACOTEC pour le lot 7c2 de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

**Maître d'ouvrage :** BACOTEC

Résidence « Amarra »  
40 rue des Frères Lumière  
34 000 MONTPELLIER

<b>Localisation du projet :</b>	Section PB n°271p et PN n°273p
<b>Surface du lot :</b>	1 895m <sup>2</sup> environ
<b>Nature du projet :</b>	40 logements collectifs en accession à la propriété abordable.
<b>SDP envisagée :</b>	2 550 m <sup>2</sup>
<b>SDP maximale autorisée :</b>	2 677 m <sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'agréer la candidature de BACOTEC, en vue de la réalisation d'une opération de 40 logements collectifs en accession à la propriété abordable sur le lot 7c2 de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Il s'agit de 40 logements collectifs en accession à la propriété abordable.  
Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**16. ZAC OVALIE**  
**demande d'agrément de candidature**  
**Tranche 7 - Lot 9B**  
**ACM Habitat**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature du bailleur social «ACM Habitat » pour le lot 9B de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

**Maître d'ouvrage :** ACM Habitat (OPH)  
407 avenue Professeur Antonelli  
CS 15590  
34074 MONTPELLIER Cedex 3

**Localisation du projet :** Section PB n°245p

**Surface du lot :** 528 m<sup>2</sup> environ

**Nature du projet :** 27 logements collectifs sociaux.

**SDP envisagée :** 1 990 m<sup>2</sup> de SDP

**SDP maximale autorisée :** 2 090 m<sup>2</sup> de SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé :**

- d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat », en vue de la réalisation d'une opération de 27 logements collectifs sociaux dans la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Je ne prends pas part au vote ; Monsieur ASSIE, Monsieur CASTRE, Monsieur COTTE, Monsieur EL KANDOSSI, Madame JANNIN, Madame LEVY-RAMEAU et Madame MIRALLES, non plus. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 49 voix

**Contre :** 0

**Abstention : 0**

**Ne prennent pas part au vote :** 8 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Robert COTTE de par la procuration donnée à Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration donnée par Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Patrick RIVAS, Philippe SAUREL.)

*Madame Audrey LLEDO sort définitivement de séance.*

**17. Concession Publique d'Aménagement MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR  
Opération Beausoleil  
Demande d'agrément de candidature LANGUEDOC MUTUALITE Lot A et B**

La Ville a confié à la SA3M une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier nouveau Grand Cœur ». Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette concession d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature de Languedoc Mutualité, en vue de la cession de la parcelle située à Montpellier, 123 Bis Avenue de Lodève, cadastrée section KW numéro 143 correspondant à deux terrains à bâtir :

- Un premier terrain, libre de toute construction, d'une superficie de 4.686 m<sup>2</sup>, tel qu'il est dénommé « Lot A » et délimité au plan de vente ;
- Un second terrain, libre de toute construction, d'une superficie de 3.330 m<sup>2</sup> mètres carrés, tel qu'il est dénommé « Lot B » et délimité au plan de vente.

Cette cession permettra la mise en œuvre, sur ces tènements fonciers, d'un projet comprenant les activités suivantes :

- Activités à caractère sanitaire : consultations, bureaux, hébergement ;
- Activités à caractère médico-social : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes, logements ;
- Activités à caractère commercial : commerces de santé.

**Dénomination du candidat :** LANGUEDOC MUTUALITE

**Localisation :** 123 bis Avenue de Lodève

**Parcelles cadastrées :** section KW n°143

**Surface de la partie du lot objet** 8 016 m<sup>2</sup>

**de la demande d'agrément :**

**Nature du projet :** « LOT A » bail à construction entre LANGUEDOC MUTUALITE et FDI Foncière, pour la construction d'un EHPAD, de logements, et commerces de santé avec une cession partielle de bail à construction effectué par FDI Foncière au profit de FDI Habitat, pour la construction de l'EHPAD ;  
« Lot B » construction d'un bâtiment

recevant les services de consultations médicales de la Clinique Beausoleil, des laboratoires médicaux ainsi que des bureaux associés à ces usages.

**SDP envisagée :**

12 228,5 m<sup>2</sup> SDP

LOT A : 5 908,1 m<sup>2</sup> dont 4 262,6 m<sup>2</sup> pour l'EHPAD

LOT B : 6 320,4 m<sup>2</sup>

**SDP maximale autorisée :**

14 500 m<sup>2</sup> SDP

La SA3M précise que la candidature de Languedoc Mutualité prend en considération les objectifs de la concession Nouveau Grand Cœur fixés par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de Languedoc Mutualité en vue de la construction d'un EHPAD, de logements et de commerces de santé pour le lot dénommé « LOT A », ainsi que la construction des laboratoires médicaux et des bureaux associés à ces usages pour le lot dénommé « LOT B » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Je ne prends pas part au vote ; Madame LEVY-RAMEAU, non plus. Qui demande des précisions auprès du rapporteur, Chantal MARION ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 54 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prennent pas part au vote :** 2 voix (Chantal LEVY-RAMEAU, Philippe SAUREL.)

*Madame Valérie BARTHAS-ORSAL entre en séance.*

## **18. MONTPELLIER GRAND COEUR**

### **Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités**

#### **Attribution de subventions**

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la

valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

<p><b>« Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault » (CIDFF), association</b>  Gérante : Mme Maryelle FLAISSIER  6 place Roger Salengro</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés  <i>Subvention travaux = 3 839,50 €</i></p> <p style="text-align: right;"><b>Montant à verser : 1 919,75 €</b></p>	
<p><b>Enseigne « ROBIN &amp; CARBONNEAU », agence immobilière</b>  Gérant : M. Benoît ROBIN  8 rue Frédéric Bazille</p> <p><i>Subvention travaux = 2 845,43 €</i>  <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 900,00 €</i></p> <p style="text-align: right;"><b>Montant à verser : 3 745,43 €</b></p>	
<p><b>Enseigne « Alain AFFLELOU », magasin d'optique</b>  Gérant : M. Rémi SANCHEZ  Allée Jules Millau, centre commercial du Triangle</p> <p><i>Subvention travaux = 6 000,00 €</i>  <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000,00 €</i></p> <p style="text-align: right;"><b>Montant à verser : 7 000,00 €</b></p>	
<p><b>Enseigne « FLEUR DE PEAU », magasin LA COLLANTERIE</b>  Gérant : M Frédéric MANESSIER  22 rue des Etuves</p> <p><i>Subvention travaux = 6 000,00 €</i>  <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000,00 €</i>  <i>Acompte déjà versé = 3 500,00 €</i></p> <p style="text-align: right;"><b>Solde à verser : 3 500,00 €</b></p>	
<p><b>SARL AROMA, enseigne « AROMA », restauration</b>  Gérant : Mme Mélody CASTIELLO  39 rue Saint Guilhem</p> <p><i>Subvention pour travaux complémentaires = 550,00 €</i></p> <p style="text-align: right;"><b>Montant à verser : 550,00 €</b></p>	

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 16 715,18 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 905 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Madame NAVARRE ne prend pas part au vote. Contre ? Abstentions ?  
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 56 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prend pas part au vote :** 1 voix (Caroline NAVARRE.)

### **19. Délégation de Service Public Gestion et exploitation du stationnement payant sur voirie de la ville de Montpellier Avenant n° 1**

La Ville de Montpellier a confié à la société TAM Voirie l'exploitation et la gestion du service public de stationnement payant sur voirie, par Délégation de Service Public pour une durée de sept ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Afin de prévenir les usagers de l'émission d'un Forfait Post-Stationnement (FPS), de leur permettre de régler celui-ci sans majoration, et in fine, de leur ouvrir la possibilité de formaliser un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) dans les délais impartis, la Ville de Montpellier a choisi de modifier, en accord avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) le cycle de gestion des FPS.

Par délibération en date du 28 juin 2018, la Ville a conclu avec l'ANTAI une convention en cycle complet ; cette option ne modifiant pas l'économie générale du contrat.

Il convient donc d'établir un avenant ayant pour objet la modification des conditions de gestion des Forfaits Post-Stationnement prenant en compte les deux possibilités offertes aux usagers :

- Un paiement rapide du FPS par l'utilisateur permettant au délégataire l'encaissement, au nom et pour le compte de la ville. Dans ce cas, une convention de mandat doit être établie conformément à l'article L1611-7 et D1611-32-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Un non-paiement dans le délai des 4 jours calendaires par l'utilisateur obligeant le délégataire à une transmission du FPS à l'ANTAI pour recouvrement.

C'est pourquoi, il est proposé un avenant modifiant les articles suivants :

- L'article 3.3 relatif aux missions confiées au délégataire,
- L'article 18 relatif à l'établissement et gestion du Forfait Post-Stationnement (FPS),
- L'article 21 relatif à l'agence commerciale du stationnement,
- L'article 37.8.2 relatif aux caractéristiques du système de gestion,
- L'article 38 relatif aux conditions de rémunération,
- L'article 39 relatif aux frais de contrôle et de surveillance du stationnement,
- L'article 42 relatif à la redevance d'exploitation.



Cette évolution s'accompagne d'une convention de mandat avec la société TAM Voirie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'avenant n°1 au contrat de délégation du service public relatif au stationnement payant sur voirie ainsi que la convention de mandat pour l'encaissement des Forfaits Post-Stationnement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'adjointe déléguée à la sécurité, à signer l'avenant et tout document relatif à cette affaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'adjointe déléguée à la sécurité à signer la présente convention de mandat et tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande la parole auprès du rapporteur, Lorraine ACQUIER ? Monsieur COUSQUER, Madame DASYLVA, Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur KRZYZANSKI, Madame MIRALLES, Madame PEREZ et Monsieur BOUMAAZ ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Cinq abstentions. Vous aussi ? Attendez, je refais voter. Contre ? Un contre. Attendez, on recommence. Je vais peut-être trop lentement. Alors, affaire n°19 : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Neuf abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 39 voix

**Contre :** 0

**Abstentions :** 10 voix (Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE.)

**Ne prennent pas part au vote :** 8 voix (Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA de par la procuration donnée à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Patrick RIVAS, Véronique PEREZ)

*Mesdames Perla DANAN, Stéphanie JANNIN et Severine SCUDIER entrent en séance.*

**20. Stationnement payant sur voirie  
Convention de reversement du produit  
des forfaits post-stationnement (FPS) entre la  
Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole**

Dans le cadre de la dépenalisation du stationnement paiement sur voirie, applicable le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27/01/2014, la Ville de Montpellier a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface. Ces montants sont mentionnés dans la délibération 2017-452 portant sur les tarifs 2018 de la Ville.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux

recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-Stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015, dans les Métropoles, la Ville ayant institué la redevance de stationnement reverse l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement à la Métropole, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du forfait post-stationnement.

En ce sens, il est soumis à l'approbation du Conseil municipal la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuel du FPS.

Le reversement du produit des forfaits post-stationnement de la Ville de Montpellier à la Métropole sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L2333-87 du code général des collectivités territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement (FPS) entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué à signer ladite convention et tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande la parole ? Monsieur DOMERGUE.

**Jacques DOMERGUE :** Je vais vous interpeller comme je l'ai fait lors du Conseil de Métropole.

**Monsieur le Maire :** Cela vous manque quand ça ne « *fight* » pas, n'est-ce pas ?

**Jacques DOMERGUE :** Non.

**Monsieur le Maire :** Vous vous endormez, vous l'avez dit tout à l'heure.

**Jacques DOMERGUE :** Non, mais on est bien dans ce « cocon ». Je vous interpelle sur ce dossier : vous savez que nous n'étions pas d'accord sur le principe, même s'il est légal. J'avais fait une demande en Conseil de Métropole, que je réitère au Conseil municipal : puisque le système est en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier, nous souhaiterions avoir une évaluation à la fin du premier semestre. Dans le contrat que vous avez signé avec la TAM, deux articles font état de cette possibilité : les articles 51 et 53 disposent que la Ville jouit d'un droit de contrôle permanent et que si elle fait une demande à la TAM de ce qu'il en est, par exemple, au 30 juin, elle saura ce que cela a rapporté à la TAM et quel est le reversement à la Ville à cette date-là. Donc, j'aimerais que vous vous engagiez, au prochain Conseil municipal, à nous faire passer ces informations.

Deuxième point : je suis surpris, parce que quand je lis le contrat qui a été signé, je vois une estimation des recettes de redevances de stationnement de 4,8 millions et que le paiement du forfait post-stationnement s'élèverait environ à 2,9 millions. Ce qui fait que les recettes pour la TAM

seraient de 7 750 000 euros, la redevance versée à la Ville s'élèverait à hauteur de 2,3 millions d'euros et le produit des forfaits reversés à la Métropole à hauteur de près d'1,5 million. Ces chiffres me paraissent bien en deçà de ce que l'on peut imaginer, au travers de ce qui a été publié dans les autres villes de France. Je ne citerai pas une ville côtière qui a mis en place un stationnement payant, mais qui fait état de possibilités de recettes pouvant aller au-delà de 1 à 2 millions d'euros. Certes, la période touristique est très favorable, mais entre la taille de cette ville et la taille de Montpellier, j'ai l'impression qu'il existe une disproportion. Je cite souvent le chiffre qui a été « lancé » dans la presse par Paris, celle-ci expliquant que le manque à gagner pour Paris avant la mise en place de ce système était de 300 millions d'euros. Donc, en extrapolant à l'échelle de Montpellier, on ne doit pas être à 7 millions d'euros.

**Monsieur le Maire :** Madame ACQUIER, répondez précisément à Monsieur DOMERGUE.

**Lorraine ACQUIER :** Le chiffre que je vais vous donner, Monsieur DOMERGUE, en tout cas le seul que je peux vous donner à ce jour est celui de 2,3 millions, qui est la redevance que la TAM va verser à la Ville, de manière fixe, pour le stationnement. Par rapport au second chiffre que vous demandez, ce n'est pas de la mauvaise volonté de notre part, mais vous ne l'aurez pas, non plus, au prochain Conseil. En revanche, vous l'aurez, comme nous nous y étions engagés, au cours du premier trimestre 2019. À ce jour, une estimation n'est pas possible, non pas parce que la TAM ne fait pas preuve de transparence, mais parce que la Ville de Montpellier a fait le choix de mettre en place la réforme de manière progressive. Donc, au cours des trois premiers mois, à l'inverse de Paris qui a commencé le 2 janvier, nous n'avons pas verbalisé mais expliqué aux usagers qu'ils allaient devoir bientôt payer de manière différente. Ensuite, il est impossible de le savoir parce que le comportement des usagers n'est, pour l'instant, pas encore tout à fait fixé. Certaines personnes font du prépaiement : elles estiment qu'elles vont rester 3 heures, donc elles payent trois heures ; d'autres font comme avant et payent a posteriori. Et pour celles qui font le choix d'attendre le FPS, nous ne pouvons pas vous dire à ce jour, combien cela rapporte, parce que seuls 50 % des usagers payent leur FPS dans les quatre jours. Les 50 autres pour cent ont trois mois pour payer. Si au bout de trois mois, elles n'ont pas encore payé, les dossiers partent à l'ANTAI. Et une fois que le dossier est à l'ANTAI, ça prend un peu de temps avant que l'ANTAI récupère l'argent. Par ailleurs, à l'usage, nous nous sommes rendu compte que l'ANTAI annulait un certain nombre de FPS, notamment toutes les plaques étrangères. Est-ce un bien ou pas ? Je ne sais pas, mais c'est un constat. Tous les FPS concernant les plaques étrangères sont annulés. Donc, à ce jour, le taux de recouvrement n'est pas à la hauteur du nombre de FPS appliqués. Donc, nous ne pouvons pas vous dire combien cela rapportera. En revanche, au premier trimestre, un rapport sera présenté en Conseil municipal. En outre, la Commission Consultative des Services Publics Locaux se réunira, comme à chaque création de DSP. L'opposition étant membre de cette commission consultative, vous aurez donc accès à tous les chiffres dont la TAM dispose et dont nous disposerons également.

**Monsieur le Maire :** Expliquez-nous les forfaits, la hauteur des forfaits à Montpellier et dans les autres villes. Il faut que Monsieur DOMERGUE sache que nous sommes la ville la moins chère de France.

**Lorraine ACQUIER :** Pour les tarifs, vous vous étonnez que l'on anticipe aussi peu de recettes. Nous avons pourtant été très clairs dès le premier jour : l'objectif n'était pas de taper les Montpelliérains au portefeuille ; l'objectif était de faire deux choses : améliorer les rotations au centre-ville et permettre aux résidents de se garer. À l'inverse de certaines communes qui ont instauré des tarifs très élevés et des forfaits post stationnement plutôt élevés, nous avons fait le choix de tarifs modérés, voire de tarifs extrêmement bas en ce qui concerne les résidents. Aujourd'hui, nous pouvons en constater visuellement les effets, en se baladant dans les rues : il y a

de la place pour se garer à la fois pour les résidents et pour les personnes qui viennent faire leurs courses en ville. Comme nous vous l'avions dit, l'idée n'était pas de faire les poches des Montpelliérains. Donc, nos tarifs sont les plus bas de France. Aujourd'hui, si vous avez un abonnement TAM et que vous êtes résident, cela vous coûtera 3 euros pour vous garer ; 3 euros par mois, 30 euros par an.

**Monsieur le Maire :** 30 euros par an, si vous avez l'abonnement TAM. C'est le tarif le moins cher de France.

**[PROPOS HORS MICRO]**

**Monsieur le Maire :** Ce n'est pas une Ville riche, ce n'est pas une Ville pauvre. Il s'agit d'une Ville modeste, contrairement à certains de ses représentants. Madame ACQUIER, poursuivez.

**Lorraine ACQUIER :** Juste deux petites précisions pour rétablir un certain nombre de vérités. La carte Oxygène qui permet à chaque personne détentricice, qu'elle soit Montpelliéraine ou pas, de bénéficier d'une demi-heure gratuite de stationnement, n'a jamais été supprimée et ne le sera pas. De plus, son utilisation augmente puisque nous avons enregistré une hausse de 40 % de cette demi-heure gratuite depuis le début de l'année. Deuxième contre-vérité : certains nous expliquent que l'on peut avoir un FPS dix fois dans la même heure ou un toutes les heures. Comme j'ai eu l'occasion de le dire au Conseil de Métropole, ce n'est pas possible. Les contrôleurs de la TAM passent, vérifient si vous n'avez pas payé, si vous êtes en règle. Si vous ne l'êtes pas, un forfait post-stationnement est appliqué. À l'inverse de l'amende – 10 amendes pouvaient éventuellement être déposées sur votre pare-brise –, le forfait post-stationnement, quand on vous le donne, vous met en règle jusqu'à la fin de la période, suivant la zone dans laquelle vous êtes. En zone verte, la durée est de 9 heures. Donc si vous avez un forfait post-stationnement, cela vous amène jusqu'à la fin de la période ; en zone orange, la durée est de 7 heures. Donc, si vous avez un forfait post-stationnement à midi, vous êtes « bon » jusqu'à la fin de la journée ; et en zone jaune, la durée est de 5 heures. Aujourd'hui, avec le nouveau système, si vous ne payez pas à l'avance et que vous choisissez le forfait post-stationnement, quand vous êtes en zone jaune et que vous restez toute la journée, parce que vous n'avez pas fait le choix d'un parking en ouvrage, vous pouvez avoir deux forfaits post-stationnement ; en zone orange, vous pouvez en avoir un, à la limite deux, et en zone verte, un seul FPS, à l'inverse de ce que racontent Monsieur REVOL et consorts.

**Monsieur le Maire :** Merci Madame ACQUIER. Monsieur DOMERGUE, je crois que vous avez eu beaucoup d'explications. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Neuf abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 50 voix

**Contre :** 0

**Abstentions :** 10 voix (Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE.)

**21. Partenariat d'éducation et de prévention routière  
Autorisation à signer la convention**

Le Maire dispose d'un champ de compétences en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes.

Former très tôt les enfants aux risques routiers permet aussi d'attirer l'attention des parents sur ces questions. Découvrir dès le plus jeune âge que la route est à partager, c'est acquérir des comportements qui permettent de se protéger des dangers de la circulation et de prendre en compte les autres usagers de la route.

Dans ce contexte, la police municipale de Montpellier conduit des actions en matière de prévention routière en direction du public scolarisé au sein des écoles primaires de la ville. La finalité recherchée est avant tout d'améliorer le civisme routier, le respect des règles dès le plus jeune âge et d'endiguer l'insécurité routière.

Ces formations sont dispensées de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont sanctionnées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton. En outre, une formation spécifique « vélo » est réservée aux classes de CM2.

Pour mener à bien ces actions de prévention, la police municipale a développé un partenariat avec l'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault et l'association Mas des Moulins.

L'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault propose son matériel, ses différents supports pédagogiques et la mobilisation de ses bénévoles.

L'association Mas des Moulins, située au 2 452 avenue du Père Soulas, met à disposition sa piste d'éducation routière, une salle d'accueil et un plateau sportif.

Ainsi, il est proposé de conclure entre la Ville et cette association une convention, afin de déterminer les modalités de partenariat qui permettront d'inscrire les actions de prévention routière sur une piste d'éducation routière dédiée. En contrepartie, la Ville de Montpellier versera à l'association Mas des Moulins une participation annuelle aux frais d'entretien et de fonctionnement de la piste et de ses abords d'un montant de 1 500 euros (mille cinq cents euros).

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prélever la participation financière annuelle de 1 500 euros sur les crédits inscrits au budget 2018 de la Ville, chapitre 931 ;
- D'autoriser le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui veut des explications auprès du rapporteur, Lorraine ACQUIER ? Madame CANAUD a demandé la parole.

**Nancy CANAUD :** Monsieur le Maire, je réitère aujourd'hui la question que je vous avais posée au mois de juin sur les actions de sécurité routière menées dans les écoles primaires de la Ville. Comptez-vous inclure les écoles privées sous contrat dans ce partenariat d'éducation et de prévention routière ? Nous savons qu'il y a toujours un élu de la majorité dans chaque Conseil d'Administration des écoles privées de la Ville. Pourtant, ces écoles ne sont pas informées des actions menées. Effectivement, nous avons contacté les écoles privées, et d'après les quelques réponses reçues, les directions nous disent qu'elles ne sont pas informées. Alors, quelle va être votre

décision ? Comptez-vous les informer ? Je l'ai déjà dit : je pense que la sécurité routière est extrêmement importante pour ces citoyens de demain, qui seront des conducteurs ou des possesseurs de vélo, surtout maintenant avec la dangerosité de certaines zones.

**Monsieur le Maire :** Madame ACQUIER.

**Lorraine ACQUIER :** Je vous remercie, Madame CANAUD, de souligner qu'il y a effectivement un élu de la majorité qui siège dans les Conseils d'Administration des établissements privés, ce qui n'était pas le cas auparavant. Les conseils d'école ne sont peut-être pas au courant, mais la Ville fait la démarche, pas *via* les élus. Si, si ! Le service qui s'occupe de la sécurité routière, au sein de la police municipale, envoie un mail au mois de juin à l'ensemble des écoles, privées et publiques, de la Ville. D'ailleurs, l'école Sainte-Geneviève y a participé. Sainte-Geneviève a eu la visite de la police municipale, d'une policière qui s'appelle Laetitia et qui est tout à fait susceptible de venir témoigner, si vous le voulez. Ceci dit, au mois de juin, j'imagine que les écoles sont pas mal occupées et qu'elles ont peut-être laissé passer le mail de la police municipale, ou qu'elles ont peut-être été surprises de recevoir un mail intitulé « police municipale ». En tout cas, ces écoles sont prévues dans le dispositif. Il suffit juste qu'elles se signalent à nous, donc si vous avez des écoles intéressées, vous me le faites savoir, et il n'y a pas de problème.

**Monsieur le Maire :** Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 60 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**22. Actions d'accompagnement et de soutien des populations  
contre les accidents, sinistres et catastrophes  
Construction d'un abri pour remorques  
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

Dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire a l'obligation d'assurer les mesures d'accompagnement et de soutien des populations concernées par un événement afin de couvrir leurs besoins les plus immédiats, conformément aux articles L 2212-2-5, 2212-4 et 2212-5 du code général des collectivités territoriales et l'article L731-3 du code de la sécurité intérieure.

Le service sécurité civile de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique prévoit, dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde, un dispositif de soutien fixe et mobile permettant notamment l'armement de Centres d'Accueil et de Regroupement (CARE).

La construction d'une structure, au niveau du centre horticole de la Direction Paysage et Biodiversité, permettrait d'abriter les équipements suivants contre le vol, le vandalisme et les intempéries :

- un lot sur remorque relatif à l'accueil d'urgence des populations impliquées ou sinistrées ;
- un lot sur remorque relatif à l'hébergement d'urgence des populations impliquées ou sinistrées.

Le site proposé rapproche ces moyens des CARE identifiés sur la partie Est du territoire de la commune, dont le Zénith, et renforce ainsi leurs mobilisations en cas de nécessité (pluie-inondation, neige, ...).

L'opération débutera entre les mois de novembre et de décembre 2018 pour une durée de travaux d'environ deux mois.

En vue de lancer les travaux relatifs à la construction de cet abri pour remorques, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux estimé est de 45 000 € TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux pour la construction de l'abri ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget primitif de la Ville, chapitre 901 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui veut des explications auprès de Lorraine ACQUIER ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 60 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

*Messieurs Jacques DOMERGUE, avec la procuration de Monsieur Gérard LANNELONGUE, et Christian DUMONT sortent de séance.*

### **23. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit**

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique également l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent

être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2018/2019, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 156 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 76 022 €.

Les associations concernées sont :

#### **MPT CAILLENS :**

Comité de quartier Tournezy : 300 €, A.P.A.J : 166 €, Jasmin d'Orient : 330 €, Les petits débrouillards : 140 €, Mozaiques : 275 €, Studea : 330 €, Encuentro flamenco : 735 €, Pisongo : 190 €, Porto libre : 190 €, A.I.S.I : 110 €.

#### **MPT CHAMSON :**

Centre de recherches et d'enseignement en Histoire de l'art: 300 €, Raiponce : 300 €, Autre Théâtre : 430 €, Association tutélaire de gestion 34 : 110 €, Enfance Famille adoption : 300 €, APARSA : 165 €, Comité de Quartier Rocambole Ouest : 110 €, Les amis de la Sicile : 245 €, Salsa rueda : 220 €, Wexball Montpellier Sport : 350 €.

#### **MPT CHOPIN :**

Slinga : 165 €, Coup de Théâtre 34 : 165 €, Atout Théâtre : 165 €, Association Tutélaire de Gestion (ATG) : 140 €

#### **MPT COLUCCI :**

Connaitre et agir : 110 €, Comité Départemental des Associations Familiales Laïques de l'Hérault : 165 €, Centre de calcul mental Japonais : 290 €, Collectif Yves Du Manoir : 515 €, Cie Psoas : 165 €, Croix rouge Française de Montpellier : 300 €, Des mains pour le faire : 165 €, Devenet : 110 €, De fil en oreille : 165 €, Ecole des parents et éducateurs 34 : 245 €, Kinissi 2 : 220 €, La lèche league France Groupe allaitement : 245 €, Les petits débrouillards: 140 €, Media Luna tango: 140 €, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 2300 €, Mosaïque des hommes et des jardins : 140 €

#### **MPT CURIE :**

Centre de Recherche et d'Enseignement de l'Histoire de l'Art Moderne : 245 €, Association tutélaire



de gestion : 165 €, Comité de l'Hérault d'Éducation pour la Santé CODES 34 48 : 110 €, Riroli : 165 €, Le Clos de la fontaine : 455 €, Metiss'art : 220 €, Cock-a-doodle-doo : 165 €, Haz'art2 : 165 €, Noun : 110 €, Urban sun : 165 €, Yoga passion : 110 €

#### **MPT ESCOUTAIRE :**

A Domicile Hérault (ADH) : 300 €, Association des Paralysés de France : 110 €, Association pour l'Emploi et le Développement des Entreprises - Boutique de Gestion (BGE) : 165 €, Centre de calcul mental japonais Montpellier : 300 €, Centre Culturel Esperanto de Montpellier : 455 €, Cité Citoyenne : 455 €, Association Féminine Jasmin d'Orient : 455 €, Les P'tits Loups de Saint Martin : 495 €, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 430 €, Montpellier Club Handisport : 245 €, Patch à Tout Cœur : 455 €, Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale : 245 €

#### **MPT GUILLERME :**

"Association Vivre Ensemble en Citoyen : 655 €, Mas des Moulins baby car : 635 €, CHRU : 165 €, Comité de quartier St Clément l'atelier des bambins : 220 €, Des mains pour le faire : 300€, Les ours molaires : 165 €, Les effrontés du micro : 140 €, Kinissi 2 : 110 €, Montpellier côté rythme : 110 €, No tag street culture : 110 €, Popcorn compagnie : 245 €, Terra Unita : 245 €, De fil en oreille : 110 €, Sapotek : 245 €, Plateau neuf : 165 € : Bien - être yoga : 165 €, Espace Tao : 165 €, Les amis de la Sicile : 245 €, Opus pocus : 165 €, En clap'arte : 165 €.

#### **MPT LAGRANGE :**

Allons'z Enfants : 25 851,16 €, Allons'z Enfants : 245 € , ANSA - Association Nouvelle pour la solidarité au féminin : 430 €, Association Attitude : 455 €, Bosphore : 455 €, CHRU - Hôpital de Jour R. LAFON - Les hauts de Massane : 245 €, Cie Ohé : 300 €, CMMP Foucault – Adages : 165 €, Codep Gym volontaire : 220 €, - Diabète Recherche Education Alimentation Metabolisme : 455 €, EuroGrèce : 220 €, Flamenco Puro : 455 €, Les jeunes Yogis : 165 €, les petits débrouillards : 190 €, Lève-toi et danse : 430 €, Lez arts mêlés : 535 €, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 455 €, Restaurants du cœur : 455 €, Urban Sun : 165 €, Zadigozinc : 735 €

#### **MPT MERCOURI :**

Apaj : 455 €, Gammes alisée: 575 €, Camap : 245 €, Papot croix : 300 €, Eurogrèce : 455 €, Club pyramide 34 : 245 €, Montp'libre : 140 €, Bien Etre et Yoga : 220 €, Centre de calcul mental Japonais : 220 €, Fil en main : 455 €, Fit'dance Montpellier : 320 €, Ishara : 300 €, Kerozen et Gasoline : 320 €, Les petits débrouillards : 245 €, Plateau neuf : 270 €

#### **MPT PAGNOL :**

Atout TAROT : 220 €, BGE Montpellier : 165 €, Cercle Philatélique Numismatique Cartophile de Montpellier : 165 €, Croix Rouge : 245 €, Tiens bon la barre : 165 €, Association pour toutes : 245 €, Synergie des Mémoires Humaines : 385 €.

#### **MPT RICOME :**

Association Montpellier Universitaire Culturelle et Sportive : 300 €, En Clap'arte : 190 €, British Cultural Association : 245 €, WonderMeufs : 220 €.

#### **MPT SAND :**

Rire : 350 €, Association de gymnastique fondamentale : 300 €, Country Patchwork : 245€.

#### **MPT SARRAZIN :**

NoTag Street Culture : 165 €, Flamenco Puro - Cie Miraciolo : 165 €, Compagnie La Hurlante : 165

€, Ateneo Popular Andalou : 165 €, Formation Accompagnement Animations des Territoires : 165 €, Smartfr : 110 €, Centre des arts du cirque Balthazar : 245 €, Actio – Minerva : 110 €, Via voltaire : 165 €, BGE Montpellier : 165 €, Strataj'm 34 sud : 245 €, Centre APAJ : 165 €, Association Tutélaire de Gestion : 165 €, La croix rouge : 350 €, Lâche les mots : 165 €, Yogasphère : 110 €, Devenet : 455 €, La Lobableue : 245 €, Nephtys : 455 €, Compagnie cantus Canti : 110 €, Les petits bouchons : 455 €, Gammes alisé : 110 €, Jouons en ludothèque : 300 €.

#### **MPT VIAN :**

Body Sport la Rauze : 455 €, Jasmin D'orient : 350 €, Couleur Sabar : 165 €, En clap Arté : 140 €.

#### **MPT VILLON :**

Abraxas Dance Company : 455 €, Association Mas des moulins : 455 €, AEDE – BGE Association Emploi Développement Entreprises - Boutique de Gestion : 245 €, Conseil Départemental de l'accès aux droits : 245 €, Cidff - Centre d'information des droits de la femme et de la famille : 245 €, Clcv – Association consommation logement et cadre de vie : 245 €, Club de la Panthère : 300 €, Comider : 655 €, Comité de quartier St Clément : 245 €, Devenet : 245 €, Essor - Savoirs et partages : 300 €, Good news gospel 34 : 430 €, Initiatives Plurielles : 245 €, Kamala : 300 €, La Maison du Judo : 430 €, Mission locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole : 455 €, Montpellier Mambo Dance Company : 110 €, Montpellier Scrabble : 695 €, Les Petits Débrouillards Occitanie : 300 €, Question pour un champion : 455 €, Raiponce : 1 335 €, Somis : 495 €, Ufolep : 430 €.

#### **MPT VOLTAIRE :**

Le Baobab : 245 €, Outremangeurs Anonymes : 140 €, Surdi 34 Déficiants Auditifs : 270 €, Centre d'animation culturelle du quartier St François : 270 €, Rando Loisirs : 140 €, GEM Rabelais : 165 €

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 37 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 16 610 €

Les associations concernées sont :

**MPT CHAMSON** : Eurogrèce : 110 €

**MPT CHOPIN** : L'art scène : 385 €, A tout théâtre : 1100 €, Compagnie Imagine : 550 €, Epilepsie France : 550 €, La leache ligue : 550 €, Douzarts : 1100 €, Rire : 550 €, Zazouira : 1100 €, Collecteur : 550 €, Musiques actuelles : 550 €.

**MPT CURIE** : Comité de quartier Celleneuve : 550 €, Club de pétanque de Celleneuve : 110 €, Le temps d'un mouvement : 55 €, Odette Louise : 55 €.

**MPT ESCOUTAIRE** : Axents : 55 €, Comité des fêtes de Montpellier : 220 €, Damier club Montpelliérain : 1100 €, Comité de quartier Mion association : 220 €, Les p'tits loups de Saint martin : 330 €.

**MPT GUILLERME** : Association des unions Régionales des arts de la langue : 55 €.

**MPT MERCOURI** : Eurogrèce : 220 €, Fédération des aveugles et amblyopes de France : 220 €.

Calor danse : 220 €

**MPT PAGNOL** : Secours populaire Français : 220 €, Cercle philatélique numismatique cartophilie de Montpellier : 220 €, Les randonneurs Montpelliérains : 220 €

**MPT VILLON** : Aps 34 : 220 €, Montpellier scrabble : 550 €, Comité de quartier St Clément : 165 €, Essor savoirs et partages : 330 €, Football club Petit Bard : 110 €, Les petits débrouillards : 330 €, Mission locale des jeunes de Montpellier Métropole Méditerranée : 330 €, Question pour un champion : 660 €.

**MPT VOLTAIRE** : Jumeaux et plus : 880 €, Rando loisirs : 55 €, Comité de quartier Don Bosco : 1760 €.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Ne prennent pas part au vote, votre serviteur, Monsieur ABERT, Madame ACQUIER, Monsieur ALBERNHE, Madame BARTHAS, Madame BOUALLAGA, Monsieur DI RUGGIERO, Madame DRAY-FITOUSSI, Madame LEVY-RAMEAU, Madame MARSALA, Madame NAVARRE, Monsieur TORTORICI, Madame YAGUE et Monsieur YOUSSEUS. Qui demande des explications auprès de Gérard CASTRE ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 42 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prennent pas part au vote :** 15 voix (Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Jean-Marc DI RUGGIERO avec la procuration de Robert COTTE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Caroline NAVARRE, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS de par la procuration donnée à Annie YAGUE)

**24. Participation au financement du Projet CONNEXIONS  
Accompagnement de la scolarisation des enfants en habitat précaire**

Le projet CONNEXIONS, porté par le Rectorat de Montpellier (CASNAV Centre Académique pour la Scolarisation et GIP Formavie), avec un financement du Fonds Social Européen, a permis d'engager, depuis janvier 2016, un processus d'accompagnement pour faciliter la scolarisation des enfants en habitat précaire dans les écoles primaires de Montpellier.

Cette démarche participe à la bonne application des dispositions du code de l'Education et de la circulaire du 2/10/2012 aux termes desquels : *« L'école est un droit pour tous les enfants résidant sur le territoire national, quels que soient leur nationalité, leur statut migratoire ou leur parcours antérieur. [...] il est de la responsabilité de l'institution scolaire de mettre en place les conditions qui facilitent l'accès à l'école »*

Dans ce cadre, la mise en place d'une action de médiation et d'accompagnement a permis d'augmenter sensiblement la proportion d'élèves scolarisés et de lutter contre la déscolarisation. L'Education Nationale constate depuis 2016 une amélioration de la régularité de la fréquentation et une augmentation du niveau scolaire des enfants.

La contribution du Fonds Social Européen arrivant à terme en Août 2018, il convient de trouver un financement participatif pour poursuivre cette action essentielle afin de renforcer et confirmer l'inclusion scolaire. Un budget de 13 500 € est nécessaire jusqu'au 31 décembre 2018.

Un cofinancement est prévu : la Direction Départementale de la Cohésion Sociale participe à hauteur de 6 500 €, le solde étant partagé entre le Département et la Ville de Montpellier. Pour la période de septembre à décembre 2018, la contribution demandée à la Ville est donc de 3 500 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prévoir le versement d'une subvention de 3 500 € au GIP Formavie ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget primitif de la Ville, chapitre 932;
- D'autoriser le Maire, à ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications auprès du rapporteur, l'adjointe à l'Education Madame Sonia KERANGUEVEN ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**25. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs en 2018-2019 - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des subventions en nature.**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires de centres de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire (cf. Article V-E).

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le Compte Administratif de la Ville et les comptes de chaque association. Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et la maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant :

<b>Association gestionnaire d'ALSH</b>	<b>Adresse de l'association</b>	<b>Ecole</b>	<b>Subvention en nature</b>
Les Francas de l'Hérault	6 rue des Bougainvilliées, résidence le capitole n°203 34 070 MONTPELLIER	Balard / Renaud	21 660,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	Langevin - Goethe	12 400,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Kipling - Baudelaire	14 880,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	De Gaulle - Jaurès	9 000,00 €
Fabulos Drolles	147, rue des 4 seigneurs 34 090 MONTPELLIER	Calmette/Aubigne	34 560,00 €
La gerbe	19 rue Chaptal 34 000 MONTPELLIER	Sevigne	1 750,00 €
Le petit relais	1, rue Embouque d'Or 34 000 MONTPELLIER	Garnier	9 000,00 €
Le relais des petits	1, rue Embouque d'Or 34 000 MONTPELLIER	Rousseau	6 075,00 €
Les enfants d'hélène	286, avenue Aiguelongue 34 000 MONTPELLIER	Mitterrand	13 005,00 €
Muc vacances	150 rue François-Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Sibelius - Pottier	21 520,00 €
Muc vacances	151 rue François-Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Chaplin	16 665,00 €
Muc vacances	152 rue François-Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Bernhardt	17 500,00 €
PEP 34	21 rue Jean Giroux escalier 27 380 34 184 MONTPELLIER CEDEX 4	Yourcenar	9 660,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	Mozart	19 348,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Voltaire	8 880,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Pagnol	7 440,00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée à la Réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

## **26. Attributions de subventions**

### **Ajustements suite aux bilans des temps d'activités périscolaires 2017-2018**

Par délibérations du 18 Mai, du 22 Juin, du 20 juillet, du 28 septembre et du 23 novembre 2017, le Conseil municipal avait voté l'attribution de subventions pour 148 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires pendant l'année scolaire 2017-2018.

Conformément aux conventions, les associations qui ont reçu ces subventions présentent le bilan de leur action, pièce nécessaire pour percevoir le solde de 30% du financement prévu à la fin de l'action.

Or, il apparaît que certains projets n'ont pu être finalisés en raison de l'annulation de quelques séances d'activités.

Il convient donc d'ajuster le montant des subventions comme suit pour tenir compte de la part du projet effectivement réalisé.

<b>Code</b>	<b>Nom de l'association</b>	<b>Nom du projet</b>	<b>Montant initial</b>	<b>Montant ajusté</b>
6777	Association Eclats	Activité autour de la mosaïque	4400	4050
5998	La Petite Fabrique	Créativité et arts plastiques	5000	4250
4388	Le Passe Muraille	Jardin Pédagogique	5000	3750
6721	MOHO	Cafés Philo	2700	2250
3178	ADITA	Eveil Corporel	3150	2800
689	ALPJ Fabulos Droles	TAP Fabulos Droles	9000	6500

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des avenants correspondants ;
- D'affecter les sommes nécessaires sur les crédits inscrits au budget 2018 sur le chapitre 932 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui veut des explications auprès de Madame KERANGUEVEN ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

## **27. Attributions de subventions Classes de Découverte Rousses - Exercice 2018**

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période de septembre à décembre 2018, 14 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 40 055 € selon la répartition suivante :

<b>CODE</b>	<b>STRUCTURE</b>	<b>TYPE</b>	<b>TITRE DU PROJET</b>	<b>Montant accordé</b>
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - ARMSTRONG	4032 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BALARD	3 744 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	270 €



551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	1 044 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	1 044 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	270 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BOLIVAR	4 176 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - CURIE	3 450 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES – OLYMPE DE GOUGES	576 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES – OLYMPE DE GOUGES	576 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES – OLYMPE DE GOUGES	576 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - DICKENS	2 160 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - FERRY	2 875 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES- FREUD	972 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - JAURES	1 008 €
551	l'Association Départementale de	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - MERMOZ	4 032 €

	l'Office Central de la Coopération à l'Ecole			
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - MORISOT	650 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - SEVIGNE	5 291 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - TERESA	2 160 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 932.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018, chapitre 932, pour un montant total de 40 055 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention spécifique annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

## **28. QUARTIER CROIX D'ARGENT**

### **Reconstruction d'une tente de réception au Complexe sportif Sabathé Autorisation de déposer un permis de construire**

Dans le cadre du développement des associations sportives, la Ville de Montpellier souhaite répondre aux besoins exprimés par les clubs de rugby en résidence sur le Stade Sabathé, privés de tente de réception depuis son effondrement, lors du dernier épisode neigeux sur la Ville.

A ce titre, cet équipement devra répondre aux normes imposées en tant qu'établissement recevant du public.

Cette nouvelle structure de 170 m<sup>2</sup> comprendra deux locaux de rangement de matériels et un bar.

Construite sur un bardage extérieur en acier, la charpente mixte bois lamellé-collé sera surmontée d'une couverture en membrane composite translucide et acoustique, 100 % recyclable et dimensionnée pour le vent et la neige.

Deux baies vitrées seront insérées pour ouvrir la salle sur le terrain de rugby à côté des anciennes tribunes du stade.

L'enveloppe financière de cette opération, fixée à 180 000 € T.T.C. est inscrite au budget supplémentaire de la ville, chapitre 903.

Un permis de construire sera déposé et les travaux seront alors réalisés sur une durée de trois mois maximum.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter le projet de reconstruction de la tente de réception sur le complexe sportif Sabathé ;
- D'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2018, chapitre 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications à l'adjoint aux Sports, Patrick RIVAS ?  
Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

## **29. QUARTIER MOSSON**

### **Réalisation d'un Street Workout sur les bords du Lac des Garrigues Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

La Ville de Montpellier souhaite dans le cadre de sa politique sportive de proximité, aménager un street workout, sur les bords du lac des Garrigues, proche des immeubles du quartier de la Mosson, en dessous de l'avenue Guilhem de Poitiers,

Le street workout, littéralement « équipement de rue », sera un lieu de rencontres des jeunes autour d'une pratique sportive à mi-chemin entre la gymnastique et la musculation. Mélangeant figures de force, de souplesse et d'équilibre, c'est un loisir qui se pratique essentiellement en extérieur.

Ce projet est porté par le Conseil de Quartier Mosson et, dans le cadre d'un aménagement plus global de la pratique sportive autour du lac des Garrigues, comprenant notamment la reprise des cheminements utilisés pour la marche ou la course à pied et la rénovation complète du parcours d'orientation.

Ainsi, pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux et la pose du street workout s'élève à 92 000 €, en raison notamment de terrassements importants nécessaires pour créer une surface suffisamment plane pour mettre en œuvre les mobiliers sportifs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'aménagement d'un street workout sur les bords du lac des Garrigues ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer et déposer la déclaration préalable des travaux par les services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2018, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications auprès du rapporteur Patrick RIVAS, adjoint aux Sports ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**30. PALAIS DES SPORTS PIERRE DE COUBERTIN (Hauts de Massane)  
QUARTIER MOSSON**

**Réhabilitation de l'équipement pour son adaptation à plus de pratiques sportives  
Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions**

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier souhaite réhabiliter les équipements sportifs mis à disposition des associations afin de répondre aux nouveaux besoins liés aux normes fédérales en évolution et à la nécessité de proposer des installations de qualité.

La dimension sociale de ce projet est aussi importante et s'inscrit dans le cadre du contrat de ville, sur des approches transversales de soutien à la mixité sociale et à l'optimisation des actions portées par les associations issues du quartier

Dans ce cadre, une opération de réhabilitation du Palais des Sports Pierre de Coubertin sera engagée. En effet, l'aire de jeu actuelle ne peut accueillir que des rencontres sportives de basket-ball et de volley-ball.

Afin de recevoir les disciplines de futsal et de handball, il est nécessaire d'agrandir les dimensions de l'aire de jeu, et en contrepartie de diminuer la jauge des tribunes actuellement à 4 200 places.

Le projet prévoit également un réaménagement de l'aire de jeu. Ainsi, des modifications seront portées sur le revêtement du sol et sur l'éclairage par le remplacement des projecteurs existants par des appareils à LED.

L'enveloppe financière de cette opération est inscrite au budget de la Ville, fonction 903, est fixée à 5,150 M€.

Le démarrage des travaux est prévu pour la fin de l'année 2020 pour une durée d'environ 12 mois. Cette opération sera réalisée dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre externe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de la réhabilitation du Palais des Sports de Coubertin ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- d'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles, notamment les subventions dans le cadre du contrat de ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

**Monsieur le Maire :** Il s'agit, pour le Palais des sports Pierre de Coubertin (Hauts de Massane), de la réhabilitation de l'équipement, notamment pour y faire évoluer le futsal. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### **31. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SPORTS**:

Code	Structure	Type		Montant
	COMITE D'ORGANISATION	Projet	MATCH OFFICIEL DE QUALIFICATION A LA COUPE DU MONDE MASCULINE DE	30 000 €

			BASKETBALL	
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		3 000 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Fonctionnement		7 400 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	Fonctionnement		1 800 €
4897	ENERGIE PAILLADE	Fonctionnement		1 000 €
5442	EURSL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	Fonctionnement		141 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		80 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>264 200 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 264 200 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?  
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**32. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique COMMÉMORATIONS -  
Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **COMMEMORATIONS**:

Code	Structure	Type		Montant
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Projet	RENOUVELLEMENT DU DRAPEAU	260 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 260 €;
- D'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Il s'agit du renouvellement du drapeau de l'Amicale des transmetteurs du Languedoc-Roussillon pour 260 euros. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### 33. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SOLIDARITE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	CAFE CITOYEN MENSUEL « NUMERIQUE ET	540 €

			SOCIETE »	
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	ATELIERS DU NUMERIQUE	900 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	TOI-MÊME TU FILMES	1 680 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	ATELIER : « CREER UN TUTO YOUTUBE »	750 €
233	MA VIE	Projet	INTER'GAME	3 000 €
1641	MONTPEL'LIBRE	Projet	ATELIER LIBRE SENIOR	3 210 €
1641	MONTPEL'LIBRE	Projet	ATELIER LIBRE TOUT PUBLIC	2 150 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	Projet	NOËL DE L'ESPOIR	8 500 €
7044	REPAIR CAFE	Projet	ATELIER DE REPARATION	500 €
<b>TOTAL</b>				<b>21 230 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Fonctionnement		6 500 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Projet	25EME EDITION PRIDE DE MONTPELLIER	5 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>11 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **COHESION SOCIALE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	EDUCO WEB	1 350 €
650	GAMMES UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR	Projet	CREATION D'UN CENTRE D'ACCUEIL DE DEMANDEURS D'ASILE	50 000 €
6837	GROUPE SOS SOLIDARITES	Projet	AMENAGEMENT D'ESPACES COLLECTIFS ET PROJET NEXT STEP (COURS DE LANGUE ET INSERTION PROFESIONNELLE)	40 000 €



			POUR LES DEMANDEURS D'ASILE NOUVELLEMENT ARRIVES	
<b>TOTAL</b>				<b>91 350 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **HANDICAP**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
705	ASSOCIATION GENERALE DES SOURS DE MONTPELLIER	Projet	ORGANISATION DE LA JOURNEE MONDIALE DES SOURDS	600 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 124 680 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications particulières, des précisions au rapporteur, Madame Annie YAGUE, adjointe à la Solidarité, Vice-présidente du CCAS et Vice-présidente de la Métropole ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**34. LAEP Pause Gouter**  
**Convention d'occupation temporaire du domaine public**  
**Ville de Montpellier / Association Pause Gouter**

Dans le cadre sa politique petite enfance, la Ville de Montpellier contribue activement à la mise en œuvre d'actions de soutien à la parentalité au bénéfice des familles montpelliéraines. Ainsi, l'accompagnement et le développement des lieux d'accueil enfants parents (LAEP) ont été identifiés comme une action prioritaire du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2015-2018.

Un LAEP est un espace qui accueille de jeunes enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent, de manière libre et sans inscription. Ses principaux

objectifs sont de participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle par un échange avec d'autres parents et/ou avec des professionnels, ou encore de prévenir et de rompre l'isolement géographique, intergénérationnel ou culturel de certaines familles. Il constitue donc un espace propice au soutien à la parentalité et, en ce sens, il est particulièrement soutenu par la Caf et le Conseil Départemental en raison de son efficience.

Sur son territoire, la Ville participe au fonctionnement de huit LAEP associatifs, parmi lesquels, le LAEP « Pause Goûter » qui perçoit une prestation de service forfaitaire annuelle d'un montant de 6 600 € dans le cadre du CEJ 2015-2018.

Le LAEP « Pause Goûter », géré par l'association du même nom, occupe des locaux situés au 2452 avenue du Père Soulas. Ces locaux devant être libérés à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018, l'association est donc à la recherche de nouveaux locaux. Dans l'attente d'une solution de relogement pérenne et afin de ne pas rompre l'activité, la Ville a proposé d'héberger temporairement le LAEP au sein du Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s Saint Clément, situé au 311 avenue Saint Clément. Les locaux seront mis à disposition du lundi au vendredi de 15h à 18h et le samedi de 9h30 à 12h30.

Il est donc proposé, en annexe, une convention d'occupation temporaire du domaine public pour une durée de 6 mois renouvelable une fois qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018. La valeur locative annuelle s'élève à 4 474,8 €. Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance est minorée et limitée à 35 € annuels soit 17,5 € pour la durée initiale de la convention. Cette redevance minorée est donc constitutive d'une subvention en nature annuelle de 4 439,8 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de passer avec l'association « Pause Goûter » une convention d'occupation temporaire pour une durée de 6 mois renouvelable une fois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 concernant les locaux situés 311 avenue Saint Clément à Montpellier ;
- d'approuver la redevance annuelle minorée à 35 € et de porter la subvention en nature annuelle d'un montant de 4 439,8 € au compte administratif de la Ville de Montpellier ;
- d'approuver et d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée, à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public de la Ville jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?  
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**35. Extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la gestion de l'eau - Avis de la Ville de Montpellier**

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son territoire, en application de la législation en vigueur et de ses statuts les compétences obligatoires en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Protection contre les Inondations (GEMAPI) telles que définies à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement :

- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1) ;
- entretien et aménagement des cours d'eau, canaux, lacs, plan d'eau (item2) ;
- défense contre les inondations et contre la mer (item5) ;
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (item 8).

La délibération du Conseil de Métropole du 20 décembre 2017 définit les lignes directrices de la gouvernance interterritoriale du grand cycle de l'eau que la Métropole souhaite établir en concertation avec les structures intercommunales partenaires au niveau des bassins versants:

- transférer ou déléguer globalement, aux Etablissements Publics Territoriaux de Bassins (EPTB) compétents, l'ensemble des études et actions de coordination relevant de la mission 1 « Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique » lorsqu'elle porte sur des périmètres supérieurs à ceux des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI),
- assurer en régie les autres missions mentionnées aux items 1, 2,5, 8 susvisés,
- conclure, le cas échéant, de manière ponctuelle, avec ces syndicats mixtes ouverts, des conventions de délégations ou de prestations de services relatives à des projets relevant de ces compétences.

En accord avec les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin labellisés ou en cours de labellisation, ceux-ci continueront à assurer leurs missions de coordination et d'animation dans le domaine de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, au sens de l'article L. 211-1 du Code de l'environnement, notamment pour la mise en place et le suivi des documents de planification et de concertation: Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI), du contrat de bassin versant, du Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE), de la Stratégie locale de Gestion du Risque Inondation. Ces missions relèvent notamment de l'article L. 211-7 alinéa 12 du Code de l'environnement susvisé « Animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique ».

Dans la perspective de la modification des statuts du Syndicat Mixte du Bassin du Lez et du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or, compte-tenu de la nouvelle situation juridique et institutionnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2018, et afin d'assurer la cohérence juridique de la nouvelle organisation interterritoriale souhaitée par la Métropole et ses partenaires, il apparaît nécessaire de les intégrer dans le champ de compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, il apparaît opportun de vérifier la cohérence des compétences et actions dans le domaine de l'eau, actuellement portées par la Métropole au regard des autres alinéas de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement.

Ainsi Montpellier Méditerranée Métropole exerce, conformément au décret du 23 décembre 2014 portant sa création et aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, de nombreuses actions en matière d'approvisionnement en eau (article L. 211-7 alinéa 3 du Code de

l'environnement), notamment concernant l'eau brute : développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc.

Elle contribue à la lutte contre la pollution des aires d'alimentation et de captage ainsi qu'à la protection et à la conservation des eaux superficielles et souterraines (article L 211-7 du Code de l'environnement alinéas 6 et 7) en mettant en œuvre :

- ses projets d'assainissement ;
- les mesures de protection des captages participant à l'alimentation de sa population en eau potable ;
- des actions avec les producteurs agricoles ;
- la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable via notamment la réalisation d'interconnexion des réseaux.

Elle exerce déjà au titre de ses compétences aménagement de l'espace métropolitain, eau et assainissement et services public de défense extérieure contre l'incendie les missions suivantes :

- maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou lutte contre l'érosion des sols (article L 211-7 alinéa 4 du Code de l'environnement) ;
- aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile (article L 211-7 alinéa 9 du Code de l'environnement) en milieux urbains;
- mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource et des milieux aquatique (article L 211-7 alinéa 11 du Code de l'environnement).

L'exploitation, l'entretien, les aménagements d'ouvrages hydraulique existants, hors transferts obligatoires visés aux alinéas 1, 2, 5, 8 de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, hors assainissement et pluvial et hors ouvrages confiés en gestion aux EPTB dont la Métropole est membre, demeurent en dehors du champ d'action métropolitain. Les principales installations et infrastructures concernées sont : les canaux d'irrigation, fossés-canaux et systèmes agricoles d'irrigation, fossés de drainage, barrages anti-sel, barrages et retenues participant aux systèmes d'irrigation, ouvrages hydrauliques participant uniquement au maintien du niveau des étangs et ne participant pas à la continuité d'un système hydraulique (article L. 211-7 alinéa 10 du code précité).

Au regard de ce constat, afin de donner plus de cohérence et de lisibilité à la politique développée par la Métropole, dans la gestion de l'eau, il est nécessaire qu'elle étende ses compétences à l'intégralité des missions visées aux alinéas 3, 6, 7 et 12 de l'article L. 211-7 du code précité.

Cette extension des compétences est décidée par délibérations concordantes du Conseil de Métropole et des Conseils Municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. (2/3 des conseils municipaux des communes membres représentant 50% de la population ou 50% des conseils municipaux des communes membres représentant 2/3 de la population).

Le Conseil Municipal de chaque Commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la Commune de la délibération de la Métropole, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

A l'issue de cette procédure et après avoir constaté que les conditions de majorité sont acquises, le Préfet publiera un arrêté modifiant l'article 4 du décret 2014-1065 du 23 décembre 2014 relatif à la création de la Métropole et actant le transfert des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Lors de sa séance du 19 juillet dernier, le Conseil de Métropole a donc approuvé la modification de l'article 4 du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 relative à l'extension des compétences non obligatoires exercées par Montpellier Méditerranée Métropole :

- exercice des missions mentionnées aux alinéas 3, 6, 7, 12 de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement :
  - Approvisionnement en eau ;
  - Lutte contre la pollution ;
  - Protection et conservation des eaux superficielles ou souterraines ;
  - Animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.
- gestion des ouvrages hydrauliques confiés aux ETPB dont la Métropole est membre.

L'ensemble des items de l'article 4 du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 non impactés par cette modification demeurent en vigueur.

Les missions de Gestion des Milieux Aquatiques et de Protection contre les Inondations relevant de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, transférées obligatoirement à la Métropole ainsi que les nouvelles missions relevant de cet article, mentionnées ci-dessus, se substitueront, à l'issue de la procédure de modifications aux dispositions actuelles de l'article 4 du décret n°2014-1065 qu'elles intègrent.

Un arrêté préfectoral actera cette substitution.

La délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole n° M2018/427 du 19 juillet, objet de la présente a été notifiée à la commune de Montpellier en date du 27 juillet 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver, l'extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole relative aux missions détaillées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Les gars, c'était pour la GEMAPI ! Vous vous êtes abstenus à la Métropole ! Vous votez « pour » ici, mais vous vous abstenez à la Métropole ? Vous ne pouvez pas me dire que je vais à 300 à l'heure !

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**36. Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations  
d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier  
Méditerranée Métropole -**

## **Autorisation de Signature**

Dans le cadre des transferts de compétence à la Métropole et dans un souci d'objectif de continuité des prestations liées aux espaces verts sur le territoire de Montpellier, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole vont être amenées à faire appel à des prestataires pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts.

Afin d'optimiser la qualité des services et des dépenses publiques, il paraît opportun que les deux collectivités groupent leurs commandes en associant leurs besoins pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts.

Tel est l'objet de la convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération. La Ville de Montpellier, en sa qualité de coordonnateur, se charge de l'ensemble de la procédure de passation.

L'exécution financière ne pouvant relever des missions du coordonnateur, les membres du groupement procéderont, chacun en ce qui les concerne et à hauteur de leurs besoins propres, à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des sommes dues au titulaire du marché.

Néanmoins, chaque membre du groupement conserve la faculté de ne pas participer à la procédure de passation d'un marché ou accord-cadre, ou de se retirer du groupement.

Considérant l'évaluation des besoins de chaque membre du groupement, il est donc proposé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Méditerranée Métropole en vue de la conclusion de marchés ou accords-cadres.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de valider le principe de la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser la personne compétente à signer la convention afférente, telle que présentée en annexe, ainsi que tout document relatif à la mise en œuvre de celle-ci.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### **37. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque alimentaire, Allée Paul Boulet**

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire à usage de vente à emporter/snacking, situé place Allée Paul Boulet, a été lancé par la Ville le 30 juillet 2018 pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, le 23 août 2018, trois dossiers ont été déposés par M. Raphaël ESCOBAR et M. Michel DOUSSAL.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

Le projet présenté par M. Raphaël ESCOBAR, gestionnaire confirmé, est le plus abouti et le plus adapté au kiosque concernant les critères suivants : gamme de produits et tarifs, viabilité économique et montant des investissements. M. Raphaël ESCOBAR propose également un réaménagement du kiosque afin de moderniser la concession et de mieux répondre aux attentes de la clientèle.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 7 200 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1er janvier de chaque année.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider l'attribution de la convention d'occupation du kiosque alimentaire à usage de vente à emporter/snacking à M. Raphaël ESCOBAR ;
- D'approuver le projet de convention joint ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Il s'agit d'attribuer ce kiosque et de confirmer le gestionnaire, Monsieur ESCOBAR. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

*Monsieur Djamel BOUMAAZ rentre en séance.*

**38. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°2 Esplanade Charles de Gaulle**

Par délibération du Conseil Municipal du 20 juin 2011, la Ville a désigné Mme Sylvie Rodriguez, concessionnaire de la convention d'occupation du kiosque n°2 situé Allée Paul Boulet.

La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de novembre une procédure d'appel à candidature.

A la clôture de l'appel à candidature, le 15 décembre 2017, deux dossiers ont été déposés, par M. Sabau et Deletraz, et par Mme Sylvie Rodriguez.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

Le projet présenté par Mme Sylvie RODRIGUEZ, gestionnaire confirmée, est le plus abouti et le plus adapté au kiosque concernant les critères suivants : gamme de produits et tarifs, cohérence du projet. Mme RODRIGUEZ propose un réaménagement afin de moderniser la concession et de mieux répondre aux attentes de la clientèle.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 33 200 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1er janvier de chaque année.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De renouveler l'attribution de l'occupation du kiosque n°2 à Madame Sylvie Rodriguez pour une durée de 6 ans ;
- D'approuver le projet de convention ci-joint ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Même chose pour le kiosque n°2. Il s'agit là de Madame RODRIGUEZ. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0



**Abstention** : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

*Monsieur Djamel BOUMAAZ sort définitivement de séance.*

### **39. Agora des Savoirs saison 10 Cycle de conférences 2018-2019 Programmation**

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs, grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Pour sa 10<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs proposera 20 conférences du mercredi 7 novembre 2018 au mercredi 17 avril 2019. Les conférences se dérouleront au Centre Rabelais, tous les mercredis hors vacances scolaires, de 20h à 22h.

Les conférenciers seront des enseignants et chercheurs de l'Université française ou des Grandes Écoles ayant publié un essai dans les deux années précédentes. Un certain nombre d'entre eux enseigneront à Montpellier, et tous seront présentés par des universitaires montpelliérains, afin de valoriser l'enseignement et la recherche montpelliéraines.

Le programme de la saison 10 de l'Agora des Savoirs sera élaboré tout au long de l'année en écho à l'actualité des parutions autour des Savoirs et des Sciences, en dialogue avec un conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des universités et des centres de recherche de Montpellier.

La Ville prendra en charge les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration des conférenciers dans la limite d'une enveloppe maximale de 13 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférence est fixé à 400 € (net/HT) pour une enveloppe totale de 12 000 euros maximum sur l'ensemble de la saison.

Une convention sera établie pour chacun des intervenants. Parmi les conférenciers pressentis : Pierre Rosanvallon, Virginie Maris, Daniel Cohen, Hervé Le Guyader, Jacques Tassin, Jean-Manuel Roubineau...

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencières et conférenciers et leur rémunération pour un montant maximum de 12 000 € (douze mille euros) ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 13 000 € pour l'ensemble de la saison ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Madame MARSALA. Nous allons fêter les 10 ans de l'Agora des savoirs, cette année ; c'est la 10<sup>e</sup> édition.

**Isabelle MARSALA :** Absolument, puisque l'Agora des savoirs a été créée en 2009 par la Ville de Montpellier et la librairie Sauramps. Il s'agit d'un cycle annuel de conférences scientifiques prononcées par des enseignants et chercheurs issus de l'Université française et des grandes écoles, ayant eu une parution dans l'année. Le conseil scientifique est composé de 28 membres universitaires montpelliérains qui mélangent toutes formes de sciences (sciences dures, sciences humaines, lettres et arts). Les partenaires sont la librairie Sauramps, Divergence FM, la Maison des sciences [de l'Homme] Sud, Midi Libre et CNews. La saison 2017, qui était la 9<sup>e</sup> saison, a tout de même accueilli 6 500 auditeurs au centre Rabelais, soit à peu près entre 200 et 300 personnes par soir, sur 24 conférences. Et nous avons eu plus de 60 000 visiteurs sur Youtube. Donc, nous sommes arrivés à la conclusion que l'Agora des savoirs est une manifestation qui fonctionne très bien, qui a son public, qui est reconnue au niveau de Montpellier mais qui, pour l'instant, n'a pas encore pris un essor en termes de reconnaissance au niveau métropolitain, voire national. Ce succès est très mérité : les conférenciers viennent souvent de loin faire des conférences de qualité. Puisque sur Youtube, nous avons 60 000 visiteurs sur une année, cela signifie qu'il existe un réel intérêt pour ce genre de conférences. Donc, nous avons envie cette année, pour le 10<sup>e</sup> anniversaire, de faire un événement qui va permettre de mieux faire connaître l'Agora des Savoirs et de lui donner une ampleur bien plus importante que celle qu'elle a eue à ce jour.

**Monsieur le Maire :** Merci Madame MARSALA. Je proposerai de fêter ce 10<sup>e</sup> anniversaire à l'Hôtel de Ville, dans la Salle des Rencontres. Qui demande la parole ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

#### **40. Agora des Savoirs saison 10 Cycle de conférences 2018-2019 Partenariat avec la Librairie Sauramps**

La 10<sup>e</sup> saison de l'Agora des Savoirs proposera 20 conférences du mercredi 7 novembre 2018 au mercredi 17 avril 2019, au centre Rabelais, le mercredi soir, à 20h, hors vacances scolaires.

La 10<sup>e</sup> saison de l'Agora des Savoirs poursuit le principe de conférences construites en dialogue avec l'actualité des parutions d'essais, support privilégié de partage des connaissances.

Librairie la plus active à Montpellier pour la valorisation et la diffusion des ouvrages universitaires, de sciences humaines, de sciences dures et de techniques, la librairie Sauramps est un partenaire naturel pour proposer un accompagnement de la manifestation, en consacrant au sein de la librairie un espace dédié à la présentation du programme de la saison 10 et des livres des conférenciers invités, et en annonçant au sein de sa programmation d'animation les conférences des périodes en cours.

La librairie disposera également d'un espace de vente des ouvrages du conférencier au sein du centre Rabelais le mercredi soir.

La convention présentant les engagements réciproques de la librairie et de la Ville de Montpellier est jointe en annexe de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de partenariat avec la librairie Sauramps annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer toutes les conventions et documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des précisions à Isabelle MARSALA, adjointe à la Culture ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**41. Agora des Savoirs saison 10**

**Cycle de conférences 2018-2019**

**Partenariats Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier**

La 10<sup>e</sup> saison de l'Agora des Savoirs proposera 20 conférences du mercredi 7 novembre 2018 au 17 avril 2019, le mercredi soir, à 20h, hors vacances scolaires, au centre Rabelais.

Pour permettre une diffusion de ces conférences au plus grand nombre, celles-ci seront enregistrées et diffusées (en direct puis en différé) sur la page Youtube dédiée, sur montpellier.fr, sur le site de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, et sur les ondes radiophoniques de Divergence FM (93.9 FM).

À cette fin, deux partenariats sont envisagés :

- Avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte de la Communauté d'Universités et d'Etablissements du Languedoc Roussillon (COMUE-LR Universités) qui procédera à la captation vidéo, à la diffusion en direct, au montage et à la mise en ligne des 20 conférences qui se dérouleront au Centre Rabelais. Le coût de la co-production est pris en charge, pour la captation et la diffusion, par la Ville de Montpellier. Le devis et la convention sont joints en pièces annexes.
- Avec l'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constituée en association loi 1901, radio montpelliéraine, qui procédera à la diffusion des 20 conférences en direct le mercredi soir et en différé le samedi suivant sur ses ondes. Le coût de cette co-production est pris en charge par la Ville de Montpellier. Les devis et la convention sont joints en pièce annexe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les partenariats de co-production avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 17 230.59 € TTC (dix-sept mille deux cent trente euros et cinquante-neuf cents) pour la captation et le montage, et 7 157.65 € TTC (sept mille cent cinquante-sept euros et soixante-cinq cents) pour la diffusion en direct ;
- D'approuver la convention de partenariat avec Divergence FM pour un montant de 15 535,00 € TTC € (quinze mille cinq cent trente-cinq euros) ;
- De prélever ces dépenses sur le budget de la Ville de Montpellier, fonction 933 ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer toutes les conventions et documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Je ne prends pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 56 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prend pas part au vote :** 1 voix (Philippe SAUREL.)

#### **42. Cinéma Municipal Nestor Burma**

##### **Dispositif Ecole et Cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andalous ainsi que l'association Languedoc-Roussillon Cinéma**

Le dispositif « Ecole et cinéma », outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis plus de 20 ans.

Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et de la Direction générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Depuis l'origine, l'association les Chiens Andalous est la coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la culture numérique (CRECN). Il concerne près de 10 000 élèves au sein de l'Hérault, dont environ 4 000 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture en février 2011 et a permis de développer fortement l'accueil des enfants de l'ouest montpelliérain, passant de 57 entrées en 2009-2010 à 4 216 entrées en 2017-2018.

Le dispositif « Collège au cinéma » est implanté dans le département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Il propose aux collégiens de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels. Les séances ont lieu au moins une fois par trimestre.

L'association les Chiens Andalous est la coordinatrice de ce dispositif, toujours en collaboration étroite avec le CRECN ; il concerne près de 2 000 élèves au sein du département, dont environ 550

sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 156 entrées en 2013-2014, 462 en 2016-2017 et 473 en 2017-2018.

Le dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » existe dans la région depuis l'année scolaire 2005-2006. Il a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film.

La coordination de ce dispositif est assurée par l'association Languedoc-Roussillon Cinéma.

Le cinéma Nestor Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 72 entrées en 2013-2014, 414 en 2015-2016, 33 en 2016-2017 et 91 en 2017-2018.

Ces trois dispositifs d'éducation à l'image ont la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC ainsi que les services municipaux.

Le cinéma Nestor Burma souhaite renouveler leur accueil pour l'année scolaire 2018-2019. Les conventions et le cahier des charges prévoient un tarif de 2.50 € par élève et un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs.

**En conséquence, il est ainsi proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les conventions et le cahier des charges joints en annexe ;
- D'entériner le tarif de 2.50€ par élève pour la participation aux séances ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**43. Contrat d'exposition entre Monsieur Maxime ALIAGA, photographe biologiste et la Ville de Montpellier**  
**Exposition de photographies "les oiseaux du nouveau monde"**

La Ville de Montpellier souhaite accueillir au sein du parc de Lunaret l'exposition « Les oiseaux du Nouveau monde », pour la période du 05 septembre au 04 novembre 2018.

Il s'agit d'une exposition qui permettra au public de découvrir en photographies l'incroyable biodiversité que représentent les oiseaux, puisqu'il n'existe pas moins de 10 000 espèces dans le monde, espèces qui ne sont pas toutes présentes sur le continent européen, mais pour certaines uniquement sur celui du « Nouveau monde » américain et dans les forêts tropicales.

Le travail photographique de Monsieur Maxime ALIAGA, photographe biologiste, qui propose cette exposition, a également pour but de sensibiliser le public sur la nécessité impérieuse de lutter contre certaines catastrophes écologiques et lutter contre la disparition d'espèces ; il s'agit d'œuvrer pour cela en faveur de la reforestation, de protéger l'habitat naturel, de réintroduire certaines espèces de manière efficace pour enrayer la perte de la biodiversité à l'échelle de la planète.

Cette exposition fera l'objet également d'animations organisées par son auteur.

A ce titre, dans le cadre d'une convention de partenariat, Monsieur Maxime ALIAGA, domicilié 4 rue Beethoven à Jacou, fournira gratuitement à la Ville les 30 visuels imprimés pour toute la durée de l'exposition. Il cédera temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier, et l'autorisera à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de la présente exposition.

En contrepartie, la Ville de Montpellier prendra à sa charge la communication de l'évènement sur tous les supports et documents de communication de la Ville (affiches, dossier de presse, cartons d'invitation, flyers, site internet), et s'engage à faire figurer le logo du photographe, Maxime ALIAGA sur ces supports.

Elle prendra également en charge l'installation de l'exposition (visuels et bâches).

Les coûts de réimpressions éventuelles sont évalués à 3500 € TTC pour l'ensemble de l'exposition et à 150 € TTC par bâche.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le contrat d'exposition avec M. Maxime ALIAGA, photographe- biologiste tel que joint en annexe ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville de Montpellier chapitre 933 (fonctionnement)/ 903 (investissement) ;
- D'autoriser la signature du dit contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire par Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications au rapporteur, Henri de VERBIZIER ?  
Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**44. Appel à projet "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS) de l'Agence Régionale de Santé Occitanie"**

L'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie accompagne les collectivités qui mettent en œuvre une politique de santé dans le domaine de la nutrition.

Aussi, les Plans Régionaux Sport Santé Bien-être, conçus conjointement par l'ARS et la Direction Régionale Jeunesse Sport et Cohésion Sociale (DRJSCS), ont pour ambition la promotion de l'activité physique et sportive comme facteur de santé notamment par l'incitation des collectivités à mettre en place des programmes d'activités physiques et sportives.

Par leur grande proximité, la permanence de leurs services et la nature de leurs missions très diverses, les collectivités sont le lieu privilégié pour expérimenter et diffuser la politique de santé nutritionnelle pour tous.

Membre du Réseau Français des Villes Santé, riche d'une forte tradition médicale, Montpellier, acteur de la prévention et de la promotion santé, s'engage autour de nombreuses problématiques, prioritaires sur son territoire et notamment la nutrition.

Ville active du PNNS depuis 2009, la Ville s'est engagée dans une politique nutritionnelle forte et une dynamique globale a été lancée à l'échelle du territoire (Appel à projets "Ville active du PNNS", Projet "Ma cantine autrement", opération "J'agis pour ma santé", Fête des sports et nombreuses manifestations sportives, démarche "BoCal"). Montpellier s'inscrit donc dans la politique nutritionnelle de l'ARS avec l'objectif de promouvoir une alimentation variée et équilibrée et la pratique d'activité physique à tout âge dans différents domaines d'interventions. Elle coordonne à ce titre l'appel à projets de l'ARS sur son territoire en lien avec les associations locales.

La Ville de Montpellier a répondu à cet appel à projet en mars 2018 en présentant l'opération « J'agis pour ma santé » et le projet « APASSION » de l'association Ma Vie. Le Conseil d'Administration de l'Agence Régionale de Santé a décidé d'attribuer un soutien financier d'un montant global de 6500 € :

- 3500 € pour le projet « J'agis pour ma santé » de la ville de Montpellier
- 3000 € pour le projet « APASSION » de l'association Ma Vie

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat, précisant l'attribution d'une dotation de 6500 € par l'Agence Régionale de Santé à la Ville de Montpellier ainsi que les engagements réciproques des deux parties ;
- d'autoriser la Ville de Montpellier à faire recette de cette dotation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des précisions au rapporteur, Max LEVITA ? Je ne prends pas part au vote ; Madame LEVY-RAMEAU, Madame NAVARRE et Madame YAGUE, non plus. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 52 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prennent pas part au vote :** 5 voix (Chantal LEVY-RAMEAU, Caroline NAVARRE, Philippe

#### **45. Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP Assurances**

Depuis 2014, la Ville de Montpellier reçoit les 3 cœurs du label « Ma Commune a du Cœur », lancé par la fondation AJILA. Ce label, qui valorise les bonnes pratiques locales en matière de prévention des accidents cardiaques, a récompensé le travail de la Ville dans la formation du grand public et l'installation de 53 Défibrillateurs Automatisés Externes (DAE) sur son territoire.

C'est dans ce contexte que la Fondation CNP Assurances a lancé un appel à projets dédié aux collectivités territoriales qui s'engagent pour implanter des défibrillateurs cardiaques et former la population à leur utilisation.

La Ville de Montpellier a répondu à cet appel à projet en octobre 2017. Le Conseil d'Administration de la Fondation CNP Assurances, lors de sa délibération du 22 novembre 2017, a décidé d'attribuer un soutien financier d'un montant global de 2200 € :

- 700€ pour l'installation du défibrillateur ;
- 1500€ pour la sensibilisation de la population à l'utilisation des DAE installés.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat, précisant l'attribution d'une dotation de 2200 € par la fondation CNP Assurances à la Ville de Montpellier ainsi que les engagements réciproques des deux parties ;
- d'autoriser la Ville de Montpellier à faire recette de cette dotation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** La parole est à Caroline NAVARRE, qui va nous indiquer cette initiative de la Ville de Montpellier qui est exemplaire au niveau national et qui a réuni, il y a un peu moins de 15 jours, près de 500 Montpelliérains sur la Place royale du Peyrou, avec les moniteurs qui leur ont enseigné les premiers gestes pour les massages cardiaques. Caroline NAVARRE.

**Caroline NAVARRE :** La fondation CNP Assurances a lancé des appels à projet, auxquels nous avons répondu, et finance des défibrillateurs ainsi que la formation au massage cardiaque des collectivités. Montpellier est la première Ville à s'être engagée de façon importante dans cette formation au massage cardiaque, qui est une formation donnée aux Montpelliérains de façon gratuite et pérenne. L'année dernière, nous avons commencé cette formation : sur le parvis, 500 Montpelliérains ont été formés, puis tout au long de l'année, nous sommes allés dans les six quartiers, où à chaque fois nous avons formé environ 100 personnes. Ce qui est important dans ce projet, c'est que les gens repartent avec un kit, grâce auquel ils peuvent former autour d'eux plusieurs personnes ; on estime qu'en général, ils en forment environ deux et demie. Cela est vraiment important parce qu'il faut savoir qu'en France, environ 130 personnes meurent chaque jour d'un arrêt cardiaque et que le taux de survie est très faible (2 %), alors que dans les pays anglo-saxons il est de 40 % et atteint même 80 % aux États-Unis. Donc, c'est vraiment un projet très important que nous avons mis en place. Nous espérons que d'autres collectivités en France vont suivre. Merci Monsieur SAUREL de m'avoir permis de mener à bien ce projet.



**Monsieur le Maire :** Merci à vous Madame NAVARRE parce que vous êtes impliquée totalement dans ce projet, et je remercie également les associations. Vous pouvez nous les indiquer ? Dites-nous les associations qui nous aident.

**Caroline NAVARRE :** Oui, excusez-moi, j'ai oublié. Il y a l'association TOM [Tous ouverts au massage] qui fait la formation au massage cardiaque (une formation faite de médecins), le Rotary qui nous aide financièrement et la fondation CNP.

**Monsieur le Maire :** Merci. Je mets aux voix l'affaire n°45. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

#### **46. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type		Montant
2021	ASSOCIATION DES FAMILLES DE TRAUMATISES CRANIENS LR	Projet	« MIEUX INFORMER, MIEUX ORIENTER »	500 €
5627	ASSOCIATION TOM	Projet	OPERATION « MONTPELLIER SAUVÉE DES VIES »	11 250 €
<b>TOTAL</b>				<b>11 750 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour

un montant total de 11 750 €;

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications particulières ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

#### **47. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King**

Trois lieux gérés par la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public ;
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière ;
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 21 décembre 2017 concernant les tarifs 2018 prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations et structures partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King, de manière ponctuelle, pour 12 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 12 969 euros.

<b>NOM DE L'ASSOCIATION</b>	<b>DATE</b>	<b>OBJET DE LA RESERVATION</b>	<b>LIEU</b>	<b>VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE</b>
Les Amis de l'Histoire	8/06/2018	Réunion /cocktail	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI)	912 €
Association Entreprendre Méditerranéo	16/06/2018	Fête Nationale Italienne	Salle de réception de la MRI	912 €
Association Festival International du Voyage et de l'aventure de Montpellier	18/06/2018	Conférence, présentation du Wat Festival	Salle de réception de la MRI	912 €
Syndicat National des Radios Libres	27/06/2018	Réunion /cocktail	Salle de réception de la MRI	912 €
Consulat de la République de Pologne	07/09/2018	Conférence « la Révolution Copernicienne »	Salle de réception de la MRI	912 €
Association Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier	11/09/2018	Conférence, présentation du Wat Festival	Salle de réception de la MRI	912 €
Association Coup de Soleil	29/09/2018	Exposition et conférence dans le cadre du 20ème anniversaire de l'association	Espace Martin Luther King	314 €
Association Festival International du Voyage et de l'aventure de Montpellier	24 au 30/09/2018	Exposition « le Voyage »	Salle de réception de la MRI (Tarif à la quinzaine)	1317 €
Consulat Honoraire d'Allemagne	03/10/2018	Célébration de la Fête Nationale Allemande	Salle de réception de la MRI	912 €

Université de Montpellier	15 au 26/10/2018	Exposition « Plantes : nourrir, soigner, protéger »	Salle de réception de la MRI (Tarif à la quinzaine)	1317 €
Consulat de la République de Pologne	12 au 16/11/2018	Exposition dans le cadre du 100 <sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance de la Pologne	Salle de réception de la MRI (Tarif à la quinzaine)	1317 €
Association Montpellier Cuba Solidarité	14/11/2018	Conférence-débat	Salle de réception de la MRI	912 €

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée, à ce titre, dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les bénéficiaires de mise à disposition de salles à titre gratuit, et de porter ces informations au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Madame CHARDES ne prend pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 56 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prend pas part au vote :** 1 voix (Mylène CHARDES.)

**48. Participation de la Ville de Montpellier à la Semaine Française organisée à Heidelberg, ville jumelle de Montpellier, du 10 au 13 octobre 2018**

Après plus de 57 ans d'histoire commune, le jumelage entre Montpellier et la Ville de Heidelberg repose aujourd'hui sur des bases solides. Suite à l'invitation de Monsieur le Maire Philippe SAUREL, en 2016, Monsieur Eckart WÜRZNER, Maire de la Ville de Heidelberg était venu à Montpellier, célébrer les 55 ans de jumelage. Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire, s'était alors rendue, réciproquement, au mois de septembre, en Allemagne, afin d'assister aux événements liés à cet anniversaire ainsi qu'aux 30 ans de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Cette année, suite à l'invitation de Monsieur le Maire de Heidelberg, Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Culture, représentera Monsieur Le Maire Philippe SAUREL, du 10 au 13 octobre prochain, à l'ouverture du festival de culture française intitulé « la Semaine

Française ». Cet évènement regroupera une cinquantaine de manifestations culturelles (conférences, foire aux livres, ateliers de dessin, contes pour enfants...) dont la plupart sont en lien avec la Maison de Montpellier à Heidelberg. La Compagnie de danse Didier Théron de Montpellier, présentera le soir de l'ouverture un spectacle chorégraphique.

Ce déplacement sera également l'occasion, pour Madame Isabelle MARSALA, de rencontrer le Maire Adjoint de la Ville de Heidelberg délégué à la Culture, afin de travailler ensemble sur des coopérations futures.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'accorder à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire Déléguée à la Culture, un mandat spécial pour le déplacement à Heidelberg du 10 au 13 octobre 2018 ;
- D'autoriser le déplacement de personnel administratif qualifié en accompagnement de ce déplacement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville, chapitre 936, pour un montant maximum de 1500 euros.

**Monsieur le Maire :** Madame CHARDES et Monsieur de VERBIZIER ne prennent pas part au vote. Pas de demande d'explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 55 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prennent pas part au vote :** 2 voix (Mylène CHARDES, Henri de VERBIZIER.)

**49. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Montant
459	TERRE DES HOMMES	Fonctionneme	300 €

	FRANCE	nt		
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Projet	COMMEMORATION DU CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE (1918-2018)	3 000 €
6669	ASSOCIATION POUR LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU VOYAGE ET DE L'AVENTURE DE MONTPELLIER	Projet	FESTIVAL « WHAT A TRIP »	2 500 €
6729	COLLECTIF MOBILITE INTERNATIONAL	Fonctionnement		300 €
<b>TOTAL</b>				<b>6 100 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 936

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 6 100 €;
- D'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications ? Je mets aux voix l'affaire n°49. Madame CHARDES et Monsieur de VERBIZIER ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 55 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prennent pas part au vote :** 2 voix (Mylène CHARDES, Henri de VERBIZIER.)

## **50. Transports de l'Agglomération de Montpellier TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017**

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de

l'exercice de son mandat, Mme Mylène CHARDES, administratrice de TaM, présente le compte rendu des activités 2017 de la société TaM.

## **1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE**

Le capital social est de 4 286 000€ et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier)
- Les autres actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Epargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, CLCV).

	<b>Au 31 décembre 2017</b>			
<b>Actionnaires</b>	<b>Capital</b>	<b>%</b>	<b>Nb actions</b>	<b>Nb admin</b>
Montpellier Méditerranée Métropole	1 972 250 €	46.02%	15 778	6
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>390 250 €</b>	<b>9.11%</b>	<b>3 122</b>	<b>1</b>
TRANSDEV	856 750 €	19.99%	6 854	2
Caisse des Dépôts & Consignations	491 000 €	11.46%	3 928	1
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	300 000 €	7.00%	2 400	1
Banque Populaire du Sud	150 000 €	3.50%	1 200	-
Crédit Agricole	75 000 €	1.75%	600	-
Chambre de Commerce et d'Industrie	50 000 €	1.17%	400	1
Chambre des Métiers	625 €	0.01%	5	-
CLCV - Association nationale de défense des consommateurs & usagers	125 €	0.01%	1	1
<b>Total</b>	<b>4 286 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>34 288</b>	<b>13</b>

La Ville de Montpellier détient 9,11% du capital social, après la cession de 6 248 actions à Montpellier Méditerranée Métropole par délibération du 28 janvier 2016 dans le cadre du transfert de la compétence voirie et stationnement. Sa participation s'élève à 390 250 €.

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 21 février, 25 avril, 27 juin, 17 octobre et 1<sup>er</sup> décembre 2017. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2016 s'est tenue le 27 juin 2017, celle approuvant les comptes 2017 s'est tenue le 29 juin 2018.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2017 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la CLCV.

## **2. COMPTES ANNUELS**

Toutes activités confondues, le total des produits s'établit à 108 660 K€ (+ 2 460 K€ par rapport à 2016). Le résultat net de l'exercice 2017 s'affiche en bénéfice à hauteur de 1 317 K€ (+120 K€ par rapport à 2016), il intègre le produit du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) pour 2 193 K€ au titre de l'exercice 2017 et une charge d'intéressement du personnel pour 330 K€.

Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 16,77 M€, représentent 22% du total du bilan.

### **3. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2017**

En 2017, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway).

#### **Activité Transport**

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise (GME) constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public (DSP) des transports de la Métropole de Montpellier du 1<sup>er</sup> janvier 2010 jusqu'au 30 juin 2018.

L'année 2017 a été marquée par le lancement de la consultation pour la futur DSP 2018-2024. La SAEML TaM actuellement délégataire sous forme de GME, a candidaté seule. Le Conseil de Métropole du 31 mai 2018 a approuvé le choix de la SAEML TaM comme futur délégataire pour la nouvelle DSP relative à l'exploitation des transports publics urbains de Montpellier Méditerranée Métropole d'une durée de 6 ans (2018-2024).

Le Chiffre d'Affaires HT de l'activité transport s'élève à 55,9 M€ et représente 83,8% du chiffre d'affaires total 2017 de la société.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole (subvention forfaitaire d'exploitation + taxes au réel) pour 2016 dans le cadre de la DSP s'est élevée à 46 206 K€ au bénéfice du GME, dont 32 777 K€ pour TaM.

A cela s'ajoute les compensations sociales, scolaires et les indemnités des titres du SMTCH versées par la métropole au bénéfice du GME, à hauteur de 14 752 K€ (+ 1,98%), dont 14 273 K€ pour TaM.

Les ventes de titres de l'année 2017 représentent 38 283 K€ et sont en augmentation par rapport à 2016 (+3,9%) en corrélation avec la hausse de la fréquentation (+ 3% de déplacements validés).

TaM a poursuivi son action de lutte contre la fraude, le volume des indemnités PV atteint 1,68 M€, en diminution de 10% par rapport à 2016, malgré un nombre de journées de contrôle assez stable (18 984 journées, -4%), le volume de PV est à la baisse, tout comme le taux de recouvrement.

#### **Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage**

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2017 s'établit à 1 083 M€ et présente un résultat qui s'équilibre.

Les mandats en cours en 2017 ont permis à TaM de travailler sur les travaux d'extension du dépôt Jeune Parque (Tour en Fosse notamment) et les aménagements du carrefour Corum, sur les dernières opérations d'achèvement de la L3 et sur les études de l'extension L1 vers la nouvelle gare TGV Sud de France

#### **Stationnement (gestion des horodateurs et parkings)**



Concernant les marchés de prestations de services en régie de recettes, le marché de collecte et maintenance des horodateurs sur voirie de la Ville de Montpellier et celui de collecte des horodateurs sur voirie de la ville de Castelnau ont pris fin en décembre 2017 suite aux enjeux de dépenalisation ; le parking Vicarello de la ville de Castelnau, a été réattribué à TaM jusqu'au 31/12/2019.

TaM a remporté fin 2017 la consultation lancée par la Ville de Montpellier pour la gestion du stationnement sur voirie sous forme de délégation de service public pour une période de 7 ans (1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2024). Celle-ci impose la création d'une filiale dédiée, la SASU TaM Voirie, immatriculée le 7 décembre 2017.

Concernant la gestion des parkings de centre-ville, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion en affermage avec Montpellier Méditerranée Métropole du parking Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), ainsi qu'en concession pour les parkings Gambetta (1987-2029) et Europa (1996-2035). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2009-2018) avec la Métropole de Montpellier en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

TaM a également un contrat d'affermage pour le parking Nouveau Saint-Roch (2015-2030) exploité par sa filiale, la SAS Saint Roch Stationnement. Le résultat de la filiale à 100% de TaM s'élève à 23,7 K€ (33,4 K€ en 2016).

Le résultat des activités en régie de recettes reste négatif et passe de -123 K€ en 2016 à -337 K€ en 2017, en raison des surcoûts de préparation de la réponse à la consultation lancée par la Ville et à la provision concernant le marquage des places restant dû sur le marché en cours.

Le résultat des parkings centre-ville s'élève à 912 K€.

Le résultat de l'activité globale stationnement s'élève à 575 K€.

Les redevances liées aux contrats de DSP versées par TaM sont stables ; elles s'élèvent à 1 655 K€ pour la métropole et à 248 K€ pour Montpellier Events (parking Corum).

### **Autres activités**

Le résultat des activités en propre est composé des six parkings suivants :

- Clinique Millénaire (2011-2026),
- Clinique St Jean (2011-2021),
- CHU Lapeyronie (2014-2024),
- Nouvelle Clinique Saint Roch (2016-2031),
- Ecopole « Liner » (2015-2016 renouvelable 3 fois)
- Mer et Glace (2017-2019).

Les recettes commerciales progressent de 225 K€ pour atteindre 1 458 K€ ; le résultat est bénéficiaire à 445 K€ en 2017 contre 286 K€ en 2016, dû à l'effet année pleine de la clinique Saint Roch et aux impacts des augmentations tarifaires.

Le contrat du parking Gaumont (2017-2026) est associé aux comptes de la DSP Transport, puisque localisé au P+R Circée.

## **4. PERSONNEL**

L'effectif moyen de la SAEML TaM au 31 décembre 2017 s'établit à 1 124,68 ETP, auxquels s'ajoutent 3,46 ETP mis à disposition.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société TAM pour l'exercice 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications auprès du rapporteur, Max LEVITA ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

## **51. SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017**

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, administratrice de la SOMIMON, présente le compte rendu des activités de la société au cours de l'exercice 2017.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

### **1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE**

Le capital social de SOMIMON s'élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d'une valeur unitaire de 16 €. La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social et sa participation au capital s'élève à 1 200 actions.

La détention du capital est répartie comme suit :

- 58% détenus par les collectivités locales
- 42% détenus par des organismes divers

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Montpellier Méditerranée Métropole	100 800 €	42.0%	6 300	4
Caisse des Dépôts et Consignations	57 600 €	24.0%	3 600	1
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>19 200 €</b>	<b>8.0%</b>	<b>1 200</b>	<b>1</b>
Conseil Départemental de l'Hérault	19 200 €	8.0%	1 200	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de	19 200 €	8.0%	1 200	1

Montpellier				
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	9 600 €	4.0%	600	1
Caisse Régionale de Crédit Agricole (C.R.C.A)	9 600 €	4.0%	600	1
B.R.L Participations	4 800 €	2.0%	300	-
<b>Total</b>	<b>240 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>15 000</b>	<b>10</b>

Le Conseil d'Administration de la société s'est réuni le 18 mai et le 19 décembre 2017 ; l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice 2017 s'est tenue le 21 juin 2018.

## **2. COMPTES ANNUELS**

Les éléments financiers au 31 décembre 2017 s'inscrivent dans la politique d'accompagnement de la SOMIMON, avec la poursuite de la participation aux investissements aux côtés des opérateurs ; la poursuite des études dans le cadre du schéma directeur, de la logistique urbaine et des économies d'énergie. Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 937 K€ en légère hausse par rapport à 2016 (soit + 125 K€, soit + 4%), dont 1 280 K€ pour la filière agroalimentaire, en forte progression (+ 110 K€ soit + 10%) et 587 K€ pour la plateforme entreposage, en hausse de + 26 K€ soit +5%, qui représente 20% du chiffre d'affaires.

Les produits totaux représentent 3 225 K€ (en baisse de -28 K€, -1%) pour un total de charges de 3 215 K€ (soit -37 K€), le résultat net de l'exercice s'élève ainsi à 9 K€. Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 096 K€.

## **3. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2017**

En 2017, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et le positionnement au service de la dynamique vitivinicole, créatrice d'emplois sur le territoire.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « fruits et légumes » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs...), l'activité horticole et, l'activité de « plate-forme frigorifique » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs en :

- organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture,
- communiquant sur son catalogue produits « Cueilli ce matin, disponible cet après-midi ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (ONODJE, découpe d'ananas).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre pour 2017, vingt et un présents sur le site et onze agrandissements. 13 nouveaux opérateurs se sont installés.

En 2017, des travaux ont été réalisés et ont porté essentiellement sur le pôle transformation, avec

des opérations permettant de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers cœur d'activité. Le MIN cherche à valoriser les productions locales et créer/maintenir des emplois sur le territoire.

Sur l'année 2017, on notera que la SOMIMON a mis en place un Groupement d'Employeurs dont l'objet est de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole, ils concernent notamment:

- la vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole),
- la vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes)
- l'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits),
- les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

En 2017, le MIN s'est inscrit dans la démarche initiée par la Métropole dans le cadre de sa politique agroalimentaire, au cours notamment d'un séminaire « Agroécologie et Alimentation Durable », réunissant l'ensemble des acteurs de l'agroécologie, (associations, incubateurs entreprises innovantes, gérants ...).

Le MIN a ainsi également participé à la plateforme web collaborative réalisée par la Métropole, mettant en exergue une cartographie des points de vente de produits locaux référencés ; cette plateforme a permis notamment la création du guide de référence "Bon & Local".

#### **4. PERSONNEL**

L'effectif de la société au 31 décembre 2017 s'élève à 17 agents dont le Directeur mis à disposition par la SCET GE.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2017,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** J'ai appris que le Conseil général voulait se retirer du marché Gare. Confirmez-vous, Monsieur DELAFOSSE ? D'accord, mais c'est vous qui êtes administrateur. Ok. Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Levez le doigt, Monsieur DELAFOSSE ! Qui s'abstient ? Qui est contre ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 56 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prend pas part au vote :** 1 voix (Michaël DELAFOSSE.)

## 52. MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leurs mandats, Madame Chantal LEVY-RAMEAU et Monsieur Pascal KRZYZANSKI, administrateurs de MONTPELLIER EVENTS, présentent le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2017.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a en charge le développement des activités sur deux équipements appartenant à la métropole que sont le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud par délégation de service publique, et sur deux équipements appartenant à la Région que sont la Sud de France Aréna et le Parc des expositions. Les quatre sites dédiés au tourisme d'affaires et contribuant à la politique culturelle et sportive de la métropole, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

### 1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social est réparti entre les collectivités locales et les actionnaires privés. Au 31 décembre 2017, il s'élève à 36 869 K€, réparti en 226 189 actions de 163 € chacune. La Ville détient 9,3% du capital social. Sa participation au capital s'élève donc à 3 423 K€ pour 21 002 actions.

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Région Occitanie <i>Pyrénées-Méditerranée</i>	13 880 102 €	37.65%	85 154	6
Montpellier Méditerranée Métropole	13 104 059 €	35.54%	80 393	6
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>3 423 326 €</b>	<b>9.29%</b>	<b>21 002</b>	<b>2</b>
Département de l'Hérault	424 289 €	1.15%	2 603	1
Ville de Pérols	163 €	0.00%	1	-
<b>TOTAL PUBLICS</b>	<b>30 831 939 €</b>	<b>83.63%</b>	<b>189 153</b>	<b>15</b>
Crédit Mutuel Méditerranéen	1 114 105 €	3.02%	6 835	-
Caisse des Dépôts et Consignations	1 025 922 €	2.78%	6 294	1
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	921 439 €	2.50%	5 653	1
Comité de la foire	757 950 €	2.06%	4 650	1
Park and Suites Appart'City Arena	749 963 €	2.03%	4 601	1
Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine	616 955 €	1.67%	3 785	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	374 248 €	1.02%	2 296	1
SAS Financière de participation BPS (Banque populaire du Sud)	250 694 €	0.68%	1 538	1
SAS La Citadelle (groupe Cassiopea)	130 074 €	0.35%	798	-
SAS Odysseum (groupe Cassiopea)	69 927 €	0.19%	429	-
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	8 150 €	0.02%	50	-

Chambre des Métiers de l'Hérault	3 260 €	0.01%	20	-
UMIH 34	2 445 €	0.01%	15	-
Les Chevaliers du CEP	2 282 €	0.01%	14	-
Autres privés (5)	9 454 €	0.03%	58	-
<b>TOTAL PRIVES</b>	<b>6 036 868 €</b>	<b>17.07%</b>	<b>37 036</b>	<b>7</b>
<b>TOTAL</b>	<b>36 868 807 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>226 189</b>	<b>22</b>

Au cours de l'exercice 2017, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 10 février, 5 avril et 27 juin 2017. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 mai 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

Le mandat d'administrateur de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon représenté par Jean-François Manlhiet et le mandat de censeur de la SERM représenté par Christophe Perez ont été renouvelés pour 6 ans.

## **2. ACTIVITES ET COMPTES ANNUELS 2017**

Parmi les faits marquants en 2017, il faut noter l'activation d'un nouveau contrat de naming portant sur l'Arena, avec Sud de France pour un montant de 330 K€ annuel, impactant directement le contrat de DSP avec la Région Occitanie.

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires hors taxes s'établit à 26 700 K€, en baisse de 2% par rapport à 2016. Cette variation n'est pas homogène et varie suivant les sites : le Corum affiche une baisse significative de 17,6%, les marchés des congrès et des conventions ayant subi un net recul d'environ 32% sur ce site ; le Zénith Sud reste stable ; le Parc des Expositions voit son chiffre d'affaires augmenter de 13% grâce notamment au salon SITEVI absent en 2016 ; la Sud de France Aréna, en hausse de 10% bénéficie également du salon SITEVI et de la création de deux nouveaux événements (Jumping International, salon Art Montpellier).

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 415 manifestations ; 59% ont été réalisées au sein du Corum, 14% au sein du Zénith Sud (soit 73,5% sur les équipements de la métropole), 15,7% au sein du Parc des Expositions et 10,8% au sein de l'Aréna.

La part des manifestations relatives au pôle MICE (« Meetings » (réunions), « Incentive », « Conferences » et « Exhibitions / Events » (événements professionnels)) s'est élevée à hauteur de 52,3% (41% pour les congrès, 27% pour les salons et concours, 18% pour les réunions d'entreprise et 14% pour les manifestations sportives), tandis que 46% des manifestations ont concerné des spectacles ou concerts.

Malgré une baisse du nombre de manifestations de -5%, le nombre de journées participants affiche une hausse de 10%, soient 1 337 228 journées participants.

Au global, le taux d'occupation reste stable à hauteur de 26.2%.

Suite à la conclusion d'un protocole de résiliation du contrat de délégation de service public du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna entre la SAEML Montpellier Events et la Région Occitanie avec prise d'effet au 31 décembre 2018, la société délégataire a constaté les provisions suivantes en résultat exceptionnel : indemnité préjudicielle 3 500 K€, dépréciation du fonds de commerce 1 585 K€ et indemnité de remboursements anticipés des emprunts 2 100 K€.

Du fait notamment de ce résultat exceptionnel fortement négatif (-7.9 M€), le résultat net s'affiche avec un déficit de -9 275 K€, contre -2 220 K€ en 2016.

Le total des produits d'exploitation, en baisse de 0,9% s'élève à 27 616 K€ pour un total de charges

à 28 321 K€, en baisse de 2,5%. Le résultat d'exploitation s'établit donc à -705K€ contre -1 180 K€ en 2016. Les redevances versées dans les cadre des délégations de service public, s'élèvent à 1 839 K€ dont 1 227 K€ pour Montpellier Méditerranée Métropole et 612 K€ pour la Région Occitanie.

Les capitaux propres de la société ont diminué en passant de 25 037 K€ en 2016 à 15 762 K€ en 2017, pour un capital de 36 869 K€. Les capitaux propres apparaissent donc désormais à un niveau inférieur à la moitié du capital social.

Au vu du cumul de résultats déficitaires constatés à ce jour à hauteur de 21 M€, il a été proposé qu'une provision pour dépréciation des titres de participation de Montpellier Events soit inscrite au budget de de la Ville en 2017 pour un montant de 1,9 M€.

### **3. PERSONNEL**

L'effectif de la société est de 125 salariés au 31 décembre 2017 dont trois personnes en CDD, 3 apprentis et un mandataire social.

Suite au cumul des résultats déficitaires enregistrés dans la société, les capitaux propres sont inférieurs au capital social initial qui s'élève à 36 868 807 €. Ainsi, il est proposé qu'une provision pour dépréciation des titres de participation de Montpellier Events soit enregistrée dans les comptes de la Ville à hauteur de 1,9 M€, correspondant au prorata des parts détenus par la Ville soit 9,29% de la perte de capital.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de MONTPELLIER EVENTS pour l'exercice 2017;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### **53. Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017**

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux SAEML et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Max LEVITA, Président de la SERM, présente le compte rendu des activités de la société au cours de l'exercice 2017.

#### **1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE**

Au 31/12/2017, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>2 439 024 €</b>	<b>41.38%</b>	<b>152 439</b>	<b>5</b>
Montpellier Méditerranée Métropole	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
<b>TOTAL PUBLICS</b>	<b>4 160 560 €</b>	<b>70.59%</b>	<b>260 035</b>	<b>10</b>
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1
Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-
Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Somimon Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
<b>TOTAL PRIVES</b>	<b>1 733 440 €</b>	<b>29.41%</b>	<b>108 340</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>5 894 000 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>368 375</b>	<b>14</b>

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations et les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Somimon Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41,38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152 439 actions.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2017: les 21 mars, 24 mai, et 27 juin et le 28 novembre.

## **2. PERSONNEL**

Au 31 décembre 2017, l'effectif de la société est de 77 ETP.

## **3. COMPTES ANNUELS**

En 2017, le résultat net global à la clôture de l'exercice atteint 668 331 € pour un ensemble de capitaux propres de 30,7 M€.

L'activité fonctionnement/aménagement de la SAEML SERM a engendré un déficit de l'ordre de



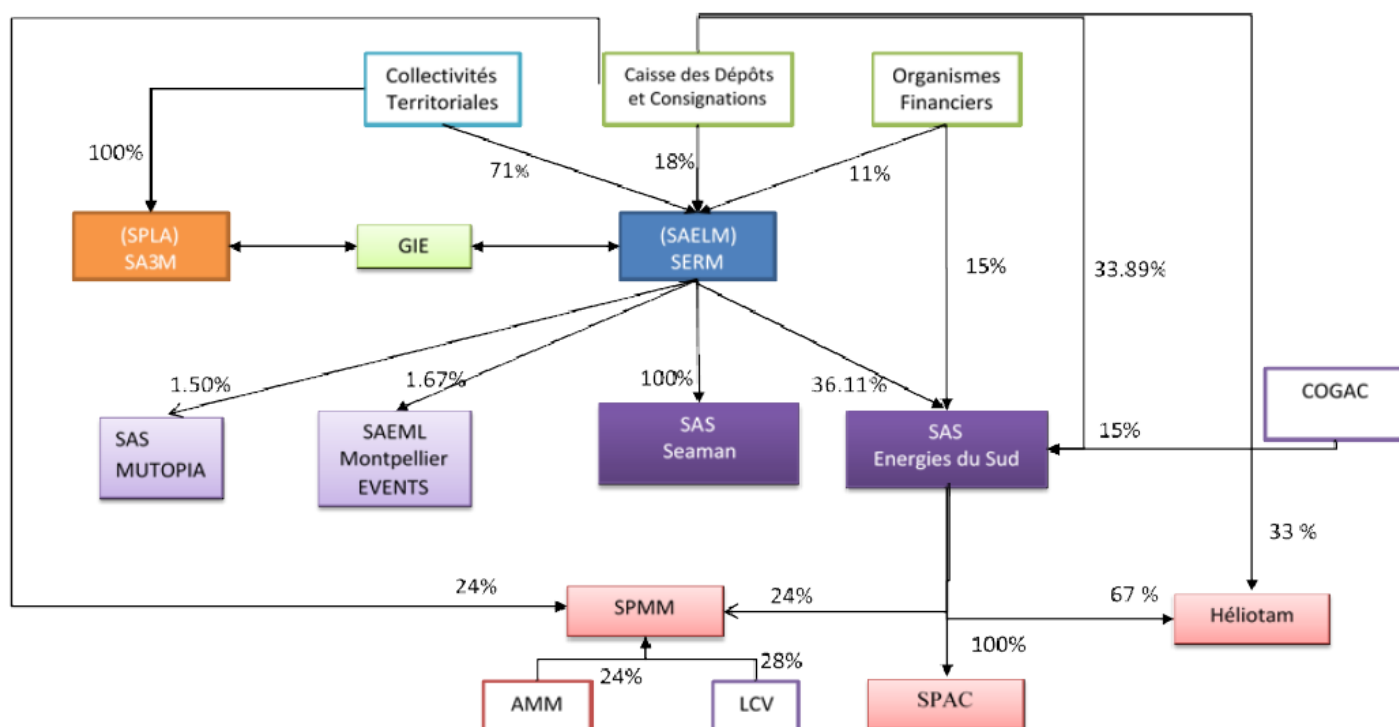
130 K€ avant IS et épargne salariale et un déficit final de 900 K€.

Le département Energie a dégagé un bénéfice de 1 630 K€ avants IS et épargne salariale et un bénéfice final de 1 568 K€, les droits de raccordement s'étant élevés à 1 789 K€ (contre 1 389 K€ en 2016).

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2017 atteint 66 054 K€ contre 79 632 K€ en 2016, soit une baisse de - 17 %.

#### 4. RESULTAT DES FILIALES

La SERM contrôle plusieurs filiales ou participations présentées ci-dessous :



Au niveau des activités de gestion et filiales d'exploitation, on note une continuité de la Délégation de Service Public du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, et des activités des filiales Energies du Sud, Héliotam.

La filiale SAS Seaman est quant à elle en cours de liquidation ; cette dernière n'ayant pas été retenue dans le cadre de la nouvelle Délégation de Service Public relative à l'Aquarium et au Planétarium, contractée avec Montpellier Méditerranée Métropole.

La SERM détient aussi toujours en 2017 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energies du Sud, 99% dans la SCI Odyseum, 100% dans la SAS Seaman, 1,67% dans la SAEML Montpellier Events et 1,50% dans la SAS Mutopia.

De plus, par le biais de sa filiale, la SAS Energies du Sud, la SAEML SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM).

## **5. ACTIVITES 2017 ET PERSPECTIVES**

Les activités du secteur logement se sont notamment poursuivies sur le renouvellement urbain (Grand Cœur et Petit Bard), sur l'opération communale de Saint Brès et sur les opérations de logement Parc Marianne et Consuls de Mer.

Des travaux importants ont été réalisés notamment sur :

- les opérations à « dominante logement » comme Parc Marianne (3,2 M€), Ovalie (2,2 M€), Nouveau Saint Roch (2,2 M€), Rive Gauche (1,4 M€)
- les opérations de Renouvellement Urbain comme Petit Bard (2 M€) et Grand Cœur (1,2 M€)
- les opérations communales (6,8 M€)
- les opérations à « dominante activité économique » comme Eureka (2,7 M€).

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2018 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 48,8 M€ TTC ; celui-ci devrait représenter 90 % des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société. L'activité préfigure un fléchissement sensible au niveau de l'activité de mandats. Le montant de cessions de charges foncières est prévu à la baisse de 12 M€, par rapport à 2017. Le bon niveau de ces charges foncières en 2017, tant en terrain d'activité qu'en tertiaire, s'explique par la performance de deux opérations en particulier :

- Garosud : 3,3 ha de terrain d'activité et 5 500 m<sup>2</sup> SDP de tertiaire
- Eureka : 1,1 ha de terrain d'activité et 7 600 m<sup>2</sup> SDP de tertiaire

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Pas de demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?  
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### **54. Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport des administrateurs - Exercice 2017**

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Patrick RIVAS, administrateur de la société présente le compte rendu des activités concernant l'exercice 2017 de la SPL SA3M.

#### **I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE**

Au 31/12/2017, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
--------------	---------	---	----------------	----------

Membres du Conseil d'Administration				
Montpellier Méditerranée Métropole	899 000 €	50.79%	8 990	9
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>400 000 €</b>	<b>22.60%</b>	<b>4 000</b>	<b>4</b>
Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée	178 000 €	10.06%	1 780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000 €	1.13%	200	1
Ville de Lattes	30 000 €	1.69%	300	1
17 Communes de l'Assemblée Spéciale				
Ville de Baillargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Castries	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Clapiers	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Cournonsec	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Cournonterral	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Grabels	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Jacou	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Juvignac	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Lavérune	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Le Crès	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Pérols	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Prades Le Lez	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de St Jean de Vedas	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de St Georges d'Orques	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Sussargues	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Vendargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000 €	0.85%	150	1
<b>Total</b>	<b>1 770 000 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>17 700</b>	<b>34</b>

La Ville de Montpellier détient 22,60% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100€, soit 400 000 €.

Une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 24 mai 2017 et a modifié la forme de la société, son objet social et sa dénomination. La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est devenue SA3M.

Par ailleurs, la société s'est transformée en Société Publique Locale, afin d'ouvrir son activité, à l'origine tournée vers l'aménagement et la construction, vers d'autres prestations et permettre une intervention dans des domaines plus étendus tels que la gestion de services publics industriels et commerciaux.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2017: les 24 mars, 23 mai, 29 novembre.

## II. PERSONNEL

Au 31 décembre 2017, l'effectif de la société est de 8 ETP.

## III. COMPTES ANNUELS

En 2017, le résultat net à la clôture de l'exercice atteint 942 K€, pour un ensemble de capitaux

propres de 3 216 K€.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent d'exploitation de l'ordre de 1,4 M€ avec une baisse de - 168 K€ par rapport à 2016.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2017 atteint 21 M€ (contre 15,3 M€ en 2016), soit une progression de + 37 %.

Les dépenses d'investissements réalisées sur 2017 se répartissent à :

- 31 M€ TTC sur les concessions, soit 9,6 Millions d'euros HT d'acquisitions (Restanque, la ZAC du Coteau, ODE et Nouveau Grand Cœur), et 12,2 Millions d'euros HT d'études et travaux (Cambacères, EAI et Nouveau Grand Cœur)

- 8,2 M€ TTC sur les mandats d'études portant principalement sur les Halles Laissac, CRR, et les études sur la réalisation des aires d'accueil des gens du voyage, permanent et aires de grands passages.

#### **IV. ACTIVITES 2017 ET PERSPECTIVES**

En 2017, les cessions ont très fortement augmenté par rapport à 2016, notamment sur le nombre de logements (717) dont 604 logements accessions. Les cessions de logements ont été principalement réalisées sur l'opération communale ZAC des Saurèdes à Castries, sur la concession d'activité économique Descartes, sur la concession de renouvellement Urbain Restanque et la concession Hippocrate

La SA3M a notamment réalisé les opérations suivantes sur 2017 : CRR, Reconversion de l'EAI, travaux aménagement de la médiathèque Zola, Nouveau Grand Cœur, Halle et Place Laissac ...

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2018 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 87,9 M€ TTC contre 59,9 M€ TTC au budget 2017; celui-ci devrait représenter 67 % des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société, contre 77 % en 2017.

Pour l'année 2018, les opérations principales portent sur les concessions suivantes : Restanque, Coteau, Nouveau Grand Cœur, Odysseum Est représentant un nombre de logements en croissance (plus de 2000). Le niveau d'études et travaux est en forte hausse (+96%) notamment avec les mandats du Conservatoire à Rayonnement Régional, les Halles Laissac, le mandat Aires d'accueil des gens du voyage. Les travaux se poursuivent sur ODE à la mer, Cambacères, EAI, Nouveau Grand Cœur et Pompignane.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre : 0**  
**Abstention : 0**

### **55. Modifications d'attributions de subventions - Exercice 2018**

Par délibération du 28 avril 2016, la Ville a accordé des subventions à des associations pour la réalisation de projets dans le cadre des temps d'activités périscolaires. Certaines associations n'ayant pu mener leurs projets dans leur intégralité, il y a lieu de modifier l'attribution des subventions comme suit :

Code	Association	Titre projet	Ancien montant	Nouvelle attribution
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	LUDOTHEQUE PERGOLA A L'ECOLE	3 450 €	3 200 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	LUDOTHEQUE A L'ECOLE	14 000 €	13 300 €
5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	ATELIER DE PRATIQUE THEATRALE	5 000 €	4 400 €
5979	PLATEAU NEUF	ATELIER DANSE THEATRE	2 950 €	2 550 €

Par délibération du 17 décembre 2015, la Ville a accordé une subvention de 10 000 € à l'association française pour les familles de donneurs d'organes – AFFDO pour la réalisation du projet « INSTALLATION DE 20 STELES MEMORIELLES ». L'association n'ayant pu réaliser ce projet, la Ville a modifié l'attribution de subvention par délibération du 29 septembre 2016 pour l'affecter au projet « OEUVRE D'ART EN HOMMAGE AUX DONNEURS D'ORGANES ET A LEURS FAMILLES ». La structure ne pouvant pas réaliser ce projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

Par délibération du 21 décembre 2017, la Ville a accordé une subvention de 2 300 € à l'association LES FOULEES DU MILLENAIRE pour la réalisation du projet « Les Foulées du Millénaire 2018 ». La structure n'ayant pu réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de la subvention.

Par délibération du 20 juillet 2017, la Ville a accordé une subvention de 1 000 € à l'association COMITE HERAULT CUBA COOPERATION pour la réalisation du projet « ECHANGES AUTOUR DE L'AGRICULTURE BIO ». La structure n'ayant pu réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de la subvention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les modifications d'attributions de subventions telles que définies ci-dessus;
- D'approuver l'avenant type annexé à la présente délibération ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications au rapporteur, Max LEVITA ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### **56. Rénovation de l'immeuble les Echelles de la Ville Protocole d'accord financier/Ville de Montpellier/ Montpellier Méditerranée Métropole Grands Magasins Galeries Lafayette/SNC Le Polygone**

Dans le cadre de la politique de redynamisation du centre-ville, la Ville de Montpellier s'est engagée dans un programme ambitieux d'actions destinées à rendre son cœur de ville plus attractif.

Dans ce sens, depuis mai 2018, le Syndicat des copropriétaires de l'Ensemble Immobilier Parkings Centre Commercial Polygone (SCCCP) à Montpellier, composé notamment de la Ville de Montpellier, a entrepris la réalisation d'importants travaux de rénovation et de mise en conformité du bâtiment.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la SNC Le Polygone sont également copropriétaires au sein du Syndicat de Copropriété de l'Immeuble les Echelles de la Ville (SCIE), immeuble situé place Paul Bec à Montpellier et jouxtant le Centre Commercial le Polygone. La Ville de Montpellier détient 12 275 tantième et Montpellier Méditerranée Métropole 35 948 tantièmes sur 90 734 millièmes.

Une servitude de passage public – dénommée le passage HERMES – traverse l'immeuble les Echelles de la Ville, le centre commercial le Polygone et le lot de copropriété appartenant à la société GMGL (Galeries Lafayette), constituant un axe majeur dans la jonction entre le centre-ville et le quartier d'Antigone. Cette servitude se poursuit sur la dalle dite du Triangle.

Aujourd'hui, face à l'augmentation constante du flux des usagers empruntant ce passage, la Ville de Montpellier et la SCCC, ont décidé de l'élargissement du passage HERMES dans l'immeuble des Echelles de la Ville, en vue d'améliorer le flux des passants et son confort. Les travaux relatifs à cette opération s'articuleront autour des escaliers mécaniques et escaliers piétons, mais traiteront également la lumière intérieure et de la façade de l'immeuble.

Pour mener à bien ce projet, la SCCC a procédé au dépôt du permis de construire (obtenu en date du 26 février 2018), portant sur la rénovation du hall de l'immeuble Les Echelles de la Ville et la modification de la façade.

Toutefois, compte tenu de la complexité de cette opération de travaux, les copropriétaires de l'immeuble Les Echelles ont décidé de procéder au transfert de ce permis de construire au profit du syndicat de copropriété de l'immeuble les Echelles (SCIE). Cette décision a été adoptée en assemblée générale du 2 juillet 2018. Lors de cette séance, il a également été entériné la définition des

modalités de financement du projet. Ainsi, les parties se sont accordées sur l'établissement d'une convention, sous la forme d'un protocole d'accord financier, afin de confirmer la consistance du financement incombant à chaque partie et les modalités d'application qui en découlent.

Par conséquent, il a donc été entendu que le SCIE agira en qualité de Maître d'Ouvrage et que le financement du projet sera entièrement assuré par la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Société GMGL ainsi que la SNC le Polygone. De même qu'il est stipulé que la Maîtrise d'Ouvrage déléguée sera assurée par la Société SOCRI AB et la Maîtrise d'Ouvrage d'exécution par la Société SOCRI PROMOTIONS.

En ce qui concerne le programme des travaux, ce dernier comprend d'une part, la réalisation des travaux sur les parties communes de l'immeuble Les Echelles et d'autre part, sur la réalisation des travaux dans le lot 8 071, propriété de GMGL.

Le budget prévisionnel du projet, englobant l'ensemble des coûts lié à l'opération, est fixé à la somme de 2 400 000 € HT soit 2 880 000 € TTC.

Ainsi, la contribution de chacune des parties au financement du projet est fixée comme suit :

- La Ville de Montpellier participera à hauteur de 500 000 € TTC ;
- Montpellier Méditerranée Métropole participera à hauteur de 500 000 € TTC ;
- La société GMGL participera à hauteur de 940 000 € TTC ;
- Le solde du budget du projet, à savoir la somme de 940 000 € TTC sera financée par la SNC le Polygone.

De plus, il est précisé que la SNC le Polygone fera son affaire personnelle de tout dépassement du budget. Les participations financières de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et de la société GMGL sont forfaitaires et ne sauraient dépasser les montants entérinés dans le protocole d'accord financier.

Il a également été décidé que les versements des sommes s'effectueront sur appels de fonds du SCIE, par le Maître d'Ouvrage délégué et le syndic, en fonction des dépenses à engager, au prorata de la participation de chacune des parties et conformément à l'échéancier prévisionnel.

En outre, il semble important de préciser que chacune des parties se réserve le droit d'effectuer un contrôle technique et financier sur pièce et sur place. Il conviendra également de mettre en place un comité de pilotage (Copil), qui se réunira régulièrement pour s'assurer de l'avancement du projet.

Enfin, ce protocole d'accord financier, prendra effet au jour de la signature par l'ensemble des parties.

**Par conséquent et compte tenu de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la Ville, en tant que copropriétaire et bénéficiaire de la servitude de passage public, à financer à hauteur de 500 000€ TTC maximum les travaux d'élargissement et d'amélioration du passage Hermès ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer le protocole d'accord financier ;
- De dire que la dépense constituant la part de la Ville de Montpellier, sera imputée sur le Budget Primitif, chapitre 900 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Madame PEREZ ne prend pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 55 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prennent pas part au vote :** 2 voix (Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON)

### **57. Mise en sécurité et réfection du mur de soutènement de la terrasse nord du domaine de Méric**

#### **Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

A la suite des importantes pluies de ce printemps, le mur de soutènement de la terrasse nord du domaine de Méric a été endommagé et des éléments de maçonnerie sont tombés au pied du cheminement piéton à l'entrée côté parking du parc public.

Afin de sécuriser l'accès au parc de Méric pour les piétons, il est nécessaire de reconsolider cette portion de mur et rétablir les ouvrages de canalisation des eaux de pluies côté terrasse.

Pour ce faire, le mur du parc de Méric étant situé en site classé, il convient de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant de ces travaux s'élèvera à 50 000 € H.T.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux de reconstruction du mur de soutènement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget primitif de la Ville, chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 57 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0



*Messieurs Jacques DOMERGUE, avec la procuration de Monsieur Gérard LANNELONGUE, et Christian DUMONT entrent en séance.*

### **58. Reconstruction de la clôture entre le JAM et le square Ferdinand de Lesseps Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

Le mur séparant l'espace extérieur de l'école de musique et salle de concert du JAM (locataire de la Ville), et l'espace vert public contiguë (square Ferdinand de Lesseps), déstabilisé par des arbres poussant trop près de ses fondations s'est partiellement effondré.

Il est donc nécessaire de le reconstruire, après la suppression de la végétation responsable de cette dégradation.

Une végétalisation complémentaire est prévue, réalisée par la Direction Paysage et Biodiversité.

En vue de lancer ces travaux, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux s'élèvera à 45 000 € H.T.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux de reconstruction du mur de clôture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget primitif de la Ville, chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?  
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 60 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### **59. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier Accord-cadre groupement de commandes : Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance**

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le droit des

marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché d'achats de Multifonctions concernant le lot 1 de l'appel d'offres suivant : « Accord-cadre groupement de commandes : Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance ».

La présente convention a pour objet de créer, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, groupement relatif à la passation de deux marchés d'achats de multifonctions au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration de chaque marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution des marchés pour ce qui la concerne.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 60 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**60. Coopération Ville de Montpellier - Nîmes Métropole - Adhésion à la centrale d'achats de la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole a créé en septembre 2017 une centrale d'achat afin de répondre à ses besoins, ceux de ses communes membres et d'autres pouvoirs adjudicateurs partenaires. Elle permet à tous ses adhérents de bénéficier des accords-cadres qu'elle a passés, en contractant directement avec le titulaire par un marché subséquent.

Cette démarche permet d'accélérer les délais d'achats de fournitures :

-procédures de mise en concurrence déjà réalisées par la centrale d'achats

-lien direct avec le fournisseur via le marché subséquent sans recours à une structure intermédiaire.

Les catalogues et prix proposés répondent particulièrement aux attentes des services de notre Ville en matière d'acquisitions de logiciels informatiques.

Les conditions générales de la centrale d'achats dénommée « Mercatura » précisent les missions relevant de cette structure :

- définition du besoin (après recensement des besoins des membres) ;
- rédaction des pièces du dossier de consultation (DCE) ;
- envoi des AAPC (avis de marché, avis d'attribution...) et mise à disposition du DCE ;
- analyse des candidatures et des offres, négociation éventuelle et choix du titulaire ;
- agrément des sous-traitants présentés préalablement à la notification au titulaire de l'accord-cadre et acceptation de leurs conditions de paiement ;
- mise au point éventuelle de l'accord-cadre ;
- attribution de l'accord-cadre ;
- signature et notification de l'accord-cadre ;
- transmission éventuelle des pièces de l'accord-cadre au contrôle de légalité ;
- traitement des contentieux intentés contre la procédure de passation de l'accord-cadre notamment les référés précontractuels, les référés contractuels, les recours en contestation de la validité du contrat, les recours à fin indemnitaire dès lors qu'ils résultent d'un ou plusieurs motifs lié(s) à la passation de l'accord-cadre, les référés de l'article L. 521-1 du Code de justice administrative dès lors qu'ils résultent d'un ou plusieurs motifs lié(s) à la passation de l'accord-cadre, les recours prévus à l'article L 2131-6 du CGCT.
- reconduction ou non des accords-cadres en cours d'exécution,
- rédaction, signature et notification des avenants et autres modifications contractuelles
- résiliation des accords-cadres en cours d'exécution.

L'exécution technique, financière et administrative des accords-cadres ainsi conclus relève de chacun des membres en fonction de leurs besoins :

- émission des bons de commande relatifs à leurs propres besoins ;
- dans le respect des dispositions des accords-cadres passés par la centrale, passation, attribution, signature et notification des marchés subséquents ;
- contrôle de la bonne exécution des prestations objets des bons de commande émis ou des marchés subséquents attribués (application des pénalités, décisions d'admission/réception etc.) ;
- application des formules de révision ou d'actualisation des prix prévues par l'accord-cadre et règlement, directement auprès des titulaires, des acomptes, factures et demandes de paiement concernant les bons de commande émis ou les marchés subséquents attribués ;
- délivrance, sur demande, des avances, certificats de cessibilité ou des exemplaires uniques pour les bons de commande émis ou les marchés subséquents attribués ;
- gestion des demandes de sous-traitance relatives aux marchés subséquents attribués (les autres agréments de sous-traitances étant gérés par la centrale) ;
- gestion des contentieux se rapportant à l'exécution des accords-cadres et à la passation ou à l'exécution d'un marché subséquent passé pour leur propre compte.

Le Président de Nîmes Métropole représente cette centrale et les accords-cadres établis par cette structure sont attribués soit par le Président de Nîmes Métropole, soit par sa Commission d'appels d'offres en fonction des montants.

L'utilisation d'un accord-cadre établi par « Mercatura », représente pour la Ville, en application des

conditions générales en vigueur, un coût forfaitaire unitaire de 2000€.

L'adhésion à cette plateforme, formalisée par la signature du document mentionné ci-dessus s'inscrit dans la continuité de l'accord-cadre de partenariat conclu le 9 décembre 2016 au château de Castries entre Alès Agglomération, Montpellier Méditerranée Métropole, Nîmes Métropole et la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau désormais Sète Agglopôle Méditerranée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à la centrale d'achats de la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole dénommée « Mercatura » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conditions générales de recours à cette centrale d'achats et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Coopération avec la Ville de Nîmes, pardon, avec la Métropole de Nîmes ! Mais Nîmes n'est pas une Métropole. Ils en ont pris le nom, mais ce n'est pas une Métropole. Il s'agit d'une Agglomération. Mais ils s'appellent « Nîmes Métropole ». Cela intervient dans le cadre du contrat de réciprocité avec Nîmes, Alès et Sète. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 60 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

## **61. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit**

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 21 décembre 2017 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 21 décembre 2017 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et

le montant valorisable de cette mise à disposition pour 82 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 227 669 €.

Date	SALLES	Organismes	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
09/06/2018	CENTRE RABELAIS	AMHG	1340	52	1288
14/06/2018	CENTRE RABELAIS	ADAGES - ITEP Bourneville	1340	52	1288
du 18 au 22/08/2018	CENTRE RABELAIS	Europa Group	7390	312	7078
24/08/2018	CENTRE RABELAIS	France Télévision	1340	0	1340
19/09/2018	CENTRE RABELAIS	La Comédie des Neurones	1340	52	1288
20/09/2018	CENTRE RABELAIS	France Télévisions	1340	0	1340
du 26 au 30/09/2018	CENTRE RABELAIS	AFIVAM	8971	0	8971
06 et 12/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Jazz à Tous les Etages	4120	104	4016
07/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Comité Liaison des Associations de Personnes Handicap	2060	52	2008
24/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Centre Culturel et Communautaire Juif de Montpellier	3040	1520	1520
01/07/2018	Salle de réceptions Grammont	Les Ours Méditerranée Occitanie	3040	104	2936
02, 03 et 05/07/2018	Salle de réceptions Grammont	Université de Montpellier-Service commun de documenta	6180	156	6024
08/07/2018	Salle de réceptions Grammont	Association Des Zaïdes	3040	104	2936
24/08/2018	Salle de réceptions Grammont	Club Historique des Supporters du MHR	2060	52	2008
15/09/2018	Salle de réceptions Grammont	ASPTT Montpellier Natation	2060	52	2008
26/09/2018	Salle de réceptions Grammont	Femmes 3000	2060	52	2008
30/09/2018	Salle de réceptions Grammont	Les Ours Méditerranée Occitanie	3040	104	2936
14 et 15/05/2018	SALLE DES RENCONTRES	ASSOCIATION DES INGENIEURS TERRITORIAUX	5570	104	5466
07 et 08/06/2018	SALLE DES RENCONTRES	Union Régionale des Communes forestières d'Occitanie	5570	104	5466
26/06 et 11/09/2018	SALLE DES RENCONTRES	Etablissement Français du Sang	5570	0	5570
28/06/2018	SALLE DES RENCONTRES	Syndicat National des Radios Libres	2785	52	2733
21/09/2018	SALLE DES RENCONTRES	Société d'Entraide des Membres de la Légion d'Honneur	2785	52	2733
17/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Rencontres Marx	320	31	289
18/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	INSTITUT MAIMONIDE	320	31	289
25/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	320	31	289
28/05 au 02/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association Franco-Colombienne Montpellier 2	1920	186	1734
11/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Stop armes nucléaires 34	320	31	289
12/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	320	31	289
16/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	IDRAC	320	160	160
23/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association Générale Sourds Montpellier Région	320	31	289
24/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association Culturelle de Bienfaisance de Montpellier	620	310	310
02/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Centre Démocratique Kurde de Montpellier	620	62	558
18/09, 22/11/2018, 17/01 et 14/03/2019	Salle Guillaume de Nogaret	SOLIDARITE HOMOPHATIE	1280	124	1156
19/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	320	31	289
26/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	COMUE-LRU (pôle PEPITE LR)	320	160	160
27/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Le Clos de la Fontaine	320	31	289
28/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	AFREE	320	31	289
29/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	La Cagette de Montpellier	320	31	289
09 et 10/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	ATD Quart-Monde Comité de Montpellier	1368	0	1368
15/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Police Nationale	456	0	456
20/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Nationale le Refuge Délégation Montpellier	456	31	425
30/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association AGN	456	31	425
05/07/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Fédération des Acteurs de la Solidarité Occitanie	456	31	425
07/07/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Identités et Partage	456	31	425

05/09/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	UFC Que Choisir	456	31	425
21/09/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Vélocité Grand Montpellier	456	31	425
22/09/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Choeur Universitaire de Montpellier LR	456	31	425
23/09/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Casa de Espana	912	62	850
29/09/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Cercle Occitan de Montpellier	456	228	228
07/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Association AET	1650	825	825
16/05/2018	Salle Jules PAGEZY	ASSOCIATION DES INGENIEURS TERRITORIAUX	1650	52	1598
02/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Etoile Solidaire	1650	52	1598
28/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Calandrèta Dau Clapas	1650	52	1598
30/06 et 01/07/2018	Salle Jules PAGEZY	Société Chimique de France - SCF - LR	3680	156	3524
07/07/2018	Salle Jules PAGEZY	Eglise Protestante Malgache en France	1650	52	1598
17 au 21/07/2018	Salle Jules PAGEZY	ECHECS CLUB MONTPELLIER	8250	260	7990
28/08/2018	Salle Jules PAGEZY	Rectorat de Montpellier	1650	52	1598
11/09/2018	Salle Jules PAGEZY	Kiosc - Unis-Cité	1650	52	1598
13/09/2018	Salle Jules PAGEZY	AMUE	1650	52	1598
15/09/2018	Salle Jules PAGEZY	Association AKAMA	1650	52	1598
18 au 20/09/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Culturelle Israélite de Montpellier	4950	156	4794
21 au 23/09/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Générale Sourds Montpellier Région	5330	208	5122
04/05/2018	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	620	31	589
14/05/2018	SALLE PETRARQUE	Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale	620	31	589
15/05/2018	SALLE PETRARQUE	Association Chrétiens et Cultures	620	31	589
19/05 et 24/08/2018	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	1240	62	1178
05/06, 5/07, 5/09/2018	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	1860	93	1767
06/06/2018	SALLE PETRARQUE	Union Régionale des Communes forestières d'Occitanie	620	31	589
27/06/2018	SALLE PETRARQUE	Syndicat National des Radios Libres	620	31	589
07/07/2018	SALLE PETRARQUE	Fiamme Musicali	620	31	589
19/07/2018	SALLE PETRARQUE	FIERTE MONTPELLIER TIGNES PRIDE	620	31	589
08/09/2018	SALLE PETRARQUE	Sérendipité et Spiritualité	620	310	310
18 et 19/09/2018	SALLE PETRARQUE	Association Montpelliéraine Universitaire Culture et Sport	1240	62	1178
21/09/2018	SALLE PETRARQUE	La Comédie des Neurones	620	31	589
le 24/09 et du 1er/10 au 19/12/18 ; du 07/01 au 1er/03 ; du 11/03 au 19/04 ; du 11 au 21/06/19 (week end inclus) (soit un total de 150 jours + 1 dimanche)	SALLE PETRARQUE		94240	4712	89528
du 26 au 30/09/2018	SALLE PETRARQUE	Festival international du Film de voyage et d'aventure de	3720	0	3720
28/05 au 1/06/2018	SALON DU BELVEDERE	Compagnie Minibus	1600	0	1600
01/06/2018	SALON DU BELVEDERE	DIS-LALIE	320	31	289
03/06/2018	SALON DU BELVEDERE	Centre Démocratique Kurde de Montpellier	620	62	558
06/06 et 21/09/2018	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	640	62	578
23/09/2018	SALON DU BELVEDERE	Golf Club des Militaires	620	61	559
29 et 30/09/2018	SALON DU BELVEDERE	Fédération Française contres les Maladies Vectorielles à	940	93	847
			240385	12716	227669

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents

relatifs à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des précisions auprès du rapporteur, Max LEVITA, en sachant que je ne prends pas part au vote et que Madame YAGUE, Madame CHARDES et Madame HART, non plus ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**Pour :** 55 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

**Ne prennent pas part au vote :** 5 voix (Mylène CHARDES, Clare HART de par la procuration donnée à Julie FRECHE, Philippe SAUREL, Annie YAGUE avec la procuration de Rabii YOUSSEF.)

## **62. Modification du tableau des emplois et des effectifs - Création d'un poste d'apprenti- Approbation**

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à l'Université de Montpellier, afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

Ce dispositif permet d'envisager au terme de la formation de ces apprentis une intégration dans les effectifs municipaux, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La collectivité souhaite renouveler cette expérience, en accueillant un nouvel apprenti au sein de la Direction des Systèmes d'Information, et en modifiant en conséquence son tableau des effectifs pour y intégrer ce poste.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité.

Le lieu de formation ainsi que le maître d'apprentissage seront choisis par la Direction des Systèmes d'Information.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation proposée par le CNFPT.

Il est à noter que les textes en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permettent de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des agents.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le recours à un contrat d'apprentissage pour le 1<sup>er</sup> octobre au sein de la Direction des Systèmes d'Information pour une formation d'un an ;
- d'inscrire les dépenses au budget de personnel (salaire et charges des apprentis) et d'autoriser les dépenses de formation des apprentis au chapitre 920, ligne 868 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce

dispositif, et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec le centre de formation d'apprentis.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications au rapporteur ? Abdi EL KANDOUSSI.

**[PROPOS HORS MICRO]**

**Monsieur le Maire :** Monsieur EL KANDOUSSI va justement vous renseigner.

**Abdi EL KANDOUSSI :** Merci Monsieur DOMERGUE de poser la question, sinon nous serions passés assez rapidement sur cette affaire qui est importante puisqu'elle permet à un jeune diplômé d'avoir une première expérience au sein d'une collectivité. Vous demandiez dans quel service, Monsieur DOMERGUE. Dans le service de la DSI, c'est-à-dire la Direction des Systèmes d'Information. C'est un jeune qui va intégrer la collectivité pour au moins un an. Il sera accueilli avec un tuteur dans le service de la DSI. Il apportera toute son expérience et, au passage, il aura, lui, une première expérience.

**Monsieur le Maire :** Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 60 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

### **63. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012, n°2014-58 du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Axe fort du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole, la convergence des services entre la Ville de Montpellier et la Métropole est une démarche progressive qui vise, sur la durée du mandat, à rapprocher l'ensemble des services exerçant des missions similaires au sein des deux entités. L'objectif prioritaire à court terme est de renforcer la coordination et la cohérence de l'action publique portée par ces deux entités.

Débutée en novembre 2014 par la mutualisation de la direction générale des services, la Ville et la Métropole de Montpellier ont décidé d'harmoniser, pour plus de transparence, l'ensemble de leurs conventions de services communs selon un modèle défini conjointement.

Ce modèle permet :

- de clarifier les mécanismes financiers,
- d'harmoniser la définition des clés de ventilation comme cela avait été relevé lors du bilan du schéma de mutualisation 2017.



Il est à noter que la composition actuelle des services communs n'est pas modifiée par la présente harmonisation des formes de conventions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à jour des conventions de services communs selon un même modèle ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer les conventions de services communs afférentes telles que présentées en annexe et tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 60 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

#### **64. Recensement de la Population 2019 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes**

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1<sup>er</sup> janvier 2015, publié le 1<sup>er</sup> janvier 2018, est de 282 143 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 17 janvier 2019 et se termineront courant mars 2019, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2019 étant estimé à environ 13 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 70 postes d'agents recenseurs. Ce nombre est en hausse du fait de la hausse du nombre de logements à recenser et du nombre d'agents recenseurs titulaires et remplaçants à former en cas de désistement. Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

##### 1-La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal.

Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

## 2- La rémunération de la tournée de reconnaissance:

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser.

Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

## 3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,24 €
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,40 €

- La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2019, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,99 €
- Bulletin Individuel : 1,41 €

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 70 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondant à ces charges au budget communal;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications auprès du rapporteur, Lorraine ACQUIER ? En parlant de l'Insee, je ne peux pas éviter de vous indiquer – vous l'avez lu dans la presse encore ce matin ou hier – les excellents chiffres que nous avons obtenus depuis 2014 sur la diminution du chômage. Malgré l'augmentation démographique exceptionnelle de la zone de Montpellier, nous sommes passés de 13,7 % à 11,8 %, c'est-à-dire deux points de moins. Je mets aux voix l'affaire n°64. Oui, Monsieur MARTIN ?

**Hervé MARTIN :** Oui, juste une réflexion par rapport à l'information que vous venez de répercuter. Bien entendu, tout le monde ne peut que se féliciter d'une baisse du chômage. Ceci dit, cette baisse est à peu près équivalente sur l'ensemble du territoire, dans l'ensemble des métropoles françaises. Je trouve un peu dommage, dans la Ville de Montpellier où le taux de pauvreté est extrêmement important, que l'on ait un taux de chômage des jeunes bien plus important qu'ailleurs. Même s'il est en baisse, il reste supérieur, autour de deux points, à la moyenne nationale. Donc, bien sûr, un satisfecit, mais c'est à peu près équivalent partout, et on est quand même au-dessus des autres.

**Monsieur le Maire :** Quand vous me félicitez, cela me va droit au cœur. Ce que vous venez de dire est un mensonge ! Monsieur MARTIN, ce que vous dites est un mensonge. Vous n'avez pas lu Le Monde économique, vous n'avez pas lu les chiffres ! Toutes les villes ne sont pas à ce niveau et toutes les villes n'ont pas la croissance démographique...

**Hervé MARTIN :** Cette baisse a lieu à peu près partout – c'est une réalité.

*Contestations dans la salle.*

**Monsieur le Maire :** Vous ne lisez pas la presse ? Vous ne lisez pas les revues économiques ?

**Hervé MARTIN :** Dans tous les cas, quand on a des quartiers avec un peu plus de 40 % de chômage des jeunes...

**Monsieur le Maire :** On s'oppose pour s'opposer !

**Hervé MARTIN :** Vous m'aviez autorisé à faire un commentaire, mais vous m'interrompez ! J'ai dû dire un truc qui vous déplaît, parce que vous m'avez autorisé à faire un commentaire... Si c'était juste pour vous féliciter, il ne fallait pas me donner la parole !

**Monsieur le Maire :** Ça me plaît quand vous parlez parce que cela fait longtemps que je n'avais pas entendu le son de votre douce voix.

**Hervé MARTIN :** Oh merci, je suis flatté ! Juste en passant, puisqu'on est dans les amabilités, quand il y a un trou dans une rue, c'est la faute de l'équipe d'avant, alors que vous siégez dans le Conseil municipal de Montpellier depuis un quart de siècle. En revanche, quand il s'agit de quelque chose de positif, ce n'est plus la faute de l'équipe d'avant. Donc, c'en est presque comique à ce niveau-là. Voilà, puisque j'ai été interrompu, alors que j'avais la parole. Je vous remercie.

**Monsieur le Maire :** Je vous rappelle la phrase homérique d'André VEZINHET qui a dit un jour : « *Quand je rentre dans ma C6 et que je fais le trajet Paris-Montpellier, et que je sens que la C6 fait ça, je dis 'ça y est je suis arrivé'* » Lisez la presse ! Ce n'est pas moi qui l'ai dit, mais le Président du Conseil général socialiste ! Monsieur LARUE. Aujourd'hui, vous ne sautez plus dans la C6. Allez-y, Monsieur LARUE !

**Alex LARUE :** Merci Monsieur le Président de me donner la parole. Pour être complètement sincère, je n'avais pas prévu de prendre la parole sur le sujet des chiffres. Déjà, pour ma part, je me réjouis de cette bonne nouvelle. Quelle que soit la proportion de la baisse du chômage, il s'agit d'une bonne nouvelle collective, il faut s'en réjouir.

**Monsieur le Maire :** Voilà quelqu'un qui fait de la politique !

**Alex LARUE :** Mais vous allez voir, je continue !

**Monsieur le Maire :** Il s'accroche à la victoire !

**Alex LARUE :** En fait, mon séjour allemand m'a permis d'avoir les idées plus claires.

**Monsieur le Maire :** Où ça ? À Londres ?

**Alex LARUE** : Allemand.

**Monsieur le Maire** : Il faut dire que vous êtes resté au moins deux mois en Allemagne. Pendant que nous travaillions, vous étiez en Allemagne en train de « bouffer » des saucisses.

**Alex LARUE** : Il y a des saucisses et des C6.

**Monsieur le Maire** : Très bien !

**Alex LARUE** : Je vais essayer de faire plaisir à Monsieur LEVITA, qui aime bien les citations. J'en ai trouvé une sur le sujet. Édouard HERRIOT, ancien maire de Lyon, disait que « *la statistique est une personne complaisante qui ne refuse rien de ce qu'on lui demande habilement* ». Comme les sondages, voilà ! Alors, quelques chiffres. Effectivement, en considérant la période du dernier trimestre 2014 au dernier trimestre 2017, les chiffres de Monsieur SAUREL sont vrais, puisque nous passons de 13,7 % à 11,8 % (1.9, donc 2 %).

**Monsieur le Maire** : Je suis ravi que vous constatiez que j'ai raison.

**Alex LARUE** : Attendez, laissez-moi dérouler. Ce qui est intéressant, c'est que les données du chômage – je parle sous le contrôle des gens qui connaissent bien l'Insee – sont des données annuelles. Il y a quatre trimestres par an. Vous avez pris le dernier trimestre, mais il y a aussi des données annuelles. Or, quand on s'intéresse aux données annuelles, les chiffres ne sont pas exactement les mêmes. Montpellier passe de 2 % à 1,4 %. Quand bien même, nous sommes en décrue, ce qui est une très bonne chose. Justement, j'ai fait le test, parce que je savais que vous alliez me poser la question, Monsieur EL KANDOUSSI. J'ai pris trois villes : j'ai pris deux villes à côté de Montpellier et j'ai pris une ville de taille un peu comparable. À côté de Montpellier, j'ai pris Sète et Nîmes. Sète, sur le même échantillon que le vôtre, est passée de 16,2 à 13,8 %. Donc, il faut féliciter François COMMEINHES et son équipe.

**Monsieur le Maire** : Je le félicite.

**Alex LARUE** : Moi aussi ! Et je vous ai également félicité.

**Monsieur le Maire** : C'est un ami, François COMMEINHES.

**Alex LARUE** : Je sais que vous êtes très ami avec Monsieur COMMEINHES. Il est amateur d'art, comme vous et comme moi, donc c'est très bien. Donc, une décrue de 2,4 points, très bien.

**Monsieur le Maire** : Mais quelle est la poussée démographique de Sète ?

**Alex LARUE** : Attendez, je vais faire les autres aussi.

**Monsieur le Maire** : Non mais avez-vous comparé avec la poussée démographique ?

**Alex LARUE** : Je ne vous dis pas que votre chiffre n'est pas bon ; je vous donne d'autres chiffres. Vous disiez à Monsieur MARTIN que ses chiffres étaient faux.

**Monsieur le Maire** : Il manque un truc, là. Passons.

**Alex LARUE :** Alors, Toulouse : 10,5 % au quatrième trimestre 2014 ; 8,4 % au quatrième trimestre 2017. Soit - 2,1 points.

**Monsieur le Maire :** C'est parfait. Mon ami Jean-Luc MOUDENC est un pro.

**Alex LARUE :** Il est très bon Jean-Luc MOUDENC, je l'aime beaucoup aussi. Nîmes – on me reproche d'aller passer 2-3 heures au musée de la Romanité – passe de 14,4 à 12,3 %, soit - 2,1 points. Donc, comparé à Sète, Nîmes et Toulouse, Montpellier connaît une baisse de 1,9 point, ce qui est très bien, mais effectivement, on voit que la tendance nationale va vers la décrue, sachant que, hélas, pour avoir eu la curiosité de regarder les chiffres du premier trimestre 2018, ils ne sont pas bons ; ils remontent pour tout le monde. L'intérêt de ce genre d'échanges, c'est qu'on peut faire tout dire aux chiffres. Or le contexte national a été meilleur. Il faut aussi regarder les données annuelles et pas que les données trimestrielles. En mettant tout cela en perspective, on se rend compte qu'effectivement, nous accompagnons un mouvement et que nous ne sommes pas forcément les meilleurs de la classe – nous ne sommes pas les derniers, non plus. En tout cas, je m'en réjouis.

**Monsieur le Maire :** Monsieur DOMERGUE.

**Jacques DOMERGUE :** Je veux juste ajouter que, si j'écoute mon voisin, il faut plutôt saluer l'action de Monsieur MACRON que l'action de Monsieur SAUREL. Donc, peut-être faut-il ajouter « En marche » sur votre groupe ?

**Monsieur le Maire :** Monsieur LARUE, le taux de création d'emplois à Toulouse est de 2,5 % et celui de Montpellier, de 3,2 %. Et vous rapportez cela à la poussée démographique. Donc, réjouissons-nous collectivement et avec modestie. En tout cas, ce que je vois, c'est qu'en 2014, le taux était de 13,7 %. Aujourd'hui, il est de 11,8 %. Moi, je suis pragmatique. Cela concorde avec « la Métropole la plus attractive », avec le passage de la 8<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> Ville en termes de démographie, etc. Les chiffres sont têtus, vous comprenez ? Je veux bien que vous fassiez de la politique, mais vous ne pouvez pas réinventer les chiffres. Je mets aux voix l'affaire n°64. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour :** 60 voix

**Contre :** 0

**Abstention :** 0

## **65. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville**

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l' élu est victime d' atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d' attribution n' a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l' élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l' autorité territoriale en donnant tous les éléments d' information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d' avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l' auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n' est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu' à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n' est accordée que jusqu' à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l' annexe à la présente délibération.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D' approuver l' octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D' approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D' autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

**Monsieur le Maire :** Qui est contre ? Qui s' abstient ? Adoptée à l' unanimité. C' est déprimant de

tels Conseils, Madame MARSALA ! Tout passe à l'unanimité, pratiquement ! Il n'y a pas de vote « contre », pas un seul vote « contre » depuis le début ! Mais ce n'est pas possible ! Réveillez-vous ! Je crois que cela est dû à la présence du député Patrick VIGNAL, qui a apporté sa sagesse. Patrick, nous sommes contents de te voir.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour** : 60 voix

**Contre** : 0

**Abstention** : 0

#### **66. Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du service commun du Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire**

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et Montpellier Méditerranée Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé plusieurs de leurs directions et créé des services communs tels que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, la Direction de la Culture, ou encore le Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire.

Afin de faciliter les parcours professionnels et de favoriser les mouvements des agents mais aussi de répondre à des besoins de compétences pour assurer des missions spécifiques, il est proposé au Conseil municipal de renouveler la mise à disposition d'un agent municipal de catégorie C auprès du service commun du Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire pour une durée de 4 mois.

Les modalités relatives à la mise à disposition sont présentées en annexe ci-jointe.

Conformément à l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes à hauteur de 25 %.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 930;
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée métropole.

**Monsieur le Maire** : J'allais oublier : nous allons modifier le titre du groupe à la Métropole. Je l'ai déjà dit, mais un journaliste a fait une coquille d'imprimerie, ce qui m'a donné une idée. Le titre

est : « Montpellier Territoires ». Or, le journaliste a entendu : « Montpellier Territoires Pluriels ». Je vais le proposer, parce que je trouve cela plus joli. « MTP », ce qui correspond à « Montpellier ».

Mise à disposition d'un agent municipal, affaire n°66 : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour** : 60 voix

**Contre** : 0

**Abstention** : 0

**Monsieur le Maire** : Chers collègues, je vous remercie de votre urbanité.

*Applaudissements.*

**La séance est levée à 19 heures 35.**





## Conseil municipal du 27 septembre 2018

**Décisions prises par Monsieur le Maire  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des  
Collectivités Territoriales**

**N° VD2018-208** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**MONTPELLIER C/ S.A ALLIANZ IARD**

**DECISION DE DEFENDRE**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ S.A ALLIANZ IARD

**N° VD2018-231** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Commune de MONTPELLIER c/ VIENNE Jacques**

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0046**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ VIENNE Jacques

**N° VD2018-256** - Direction du Parc de Lunaret

**Convention de mandat de travaux avec la SA3M**

**Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret**

**Objet :** Convention de mandat de travaux avec la SA3M pour les travaux de mise en sécurité et de réhabilitation du Parc zoologique de Lunaret pour un montant total prévisionnel de travaux de 22 316 246,76€ HT.

La présente convention prévoit également la rémunération à SA3M pour un montant forfaitaire provisoire fixé à 581 792,22 € HT

**N° VD2018-259** - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial

**DECISION AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT:**

**Marché à procédure adaptée n°5B0167 portant sur le transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap**

**Objet :** Compte tenu du contexte évolutif important de mutualisation entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole, les deux collectivités procèdent à une mutualisation des achats par groupement de commande.

Il est prévu de relancer un marché transport pour le personnel en situation de handicap, de manière mutualisée pour octobre 2018.

Il est donc nécessaire d'amender le marché initialement passé pour le marché de transport n°5B0167 de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap, initialement conclu avec la société SO LIFES pour une durée d'un an reconductible 1 fois ( soit

jusqu'au 30/06/2018), en :  
o Le prolongeant jusqu'au 30/09/2018  
o L'augmentant de 3000€ H.T.

**N° VD2018-260** - Direction Architecture et Immobilier

**Renouvellement convention d'occupation du domaine public - Terrasse Hôtel de Varennes 2 place Pétrarque - Ville de Montpellier / SARL JCL La Diligence**

**Objet :** Il s'agit de renouveler l'occupation de la terrasse de l'hôtel de Varennes par la SARL JCL La Diligence pour une période de 3 ans, du 1er juillet 2018 jusqu'au 30 juin 2021, moyennant une redevance annuelle de 1 500 €.

**N° VD2018-262** - Mission Grand Coeur

**Construction des Halles Alexandre Laissac**

**Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M)**

**Avenant n°1 au marché structure métallique**

**Objet :** Un marché de travaux a été passé avec l'entreprise Cabrol pour le lot n°2 Structures Métalliques pour la construction des nouvelles halles Laissac, Que suite à des demandes programmatiques nouvelles et des difficultés matérielles survenues dans l'exercice du contrat, modifiant le marché initial, il y a lieu d'avenanter le marché.

**N° VD2018-263** - Direction des Finances (VM)

**Direction Sports et Jeunesse**

**Service Jeunesse**

**Création de la régie de recettes " Stages Sportifs Jeunesse"**

**Objet :** Il convient de créer une régie de recettes " stages Sportifs Jeunesse" permettant d'encaisser les recettes des cartes sport.

**N° VD2018-264** - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

**Décision relative à l'accord-cadre de prestations Intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue du réaménagement du quartier des Hauts de la Croix d'Argent - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit de signer le marché relatif à l'accord cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'architecte urbaniste coordonnateur au groupement PASSAGERS DES VILLES (mandataire) / COLOCO PAYSAGISTE / EGIS pour un montant de 421 220 € HT.

**N° VD2018-266** - Mission Grand Coeur

**Construction des Halles Alexandre Laissac**

**Souscription d'un contrat d'assurance Dommage Ouvrage**

**Objet :** Halles A. Laissac. Souscription auprès de SIACI ST HONORE / HELVETIA d'un contrat d'assurance Dommage Ouvrage pour un montant de 105 565.86 € TTC et pour une durée de 10 ans à partir de la notification du marché.

**N° VD2018-267** - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial

**Avenant n°1 à l'accord cadre 5C0010815 Lot 1 : Mobilier, fauteuils et repose-pieds destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap de l'accord cadre - Autorisation de signature**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction des Ressources Humaines mutualisée.

Il est prévu de relancer un marché de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de

postes de personnes en situation de handicap, de manière mutualisée pour janvier 2019.  
Il est donc nécessaire d'amender l'accord cadre n° 5C0010815 de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap, initialement conclu pour une durée d'un an reconductible 2 fois (soit jusqu'au 30/09/2018) en le prolongeant jusqu'au 31/12/2018

**N° VD2018-268** - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial

**Avenant n°1 à l'accord cadre 5C0010815 Lot 2 : Périphériques informatiques et matériel divers destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap - Autorisation de signature**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction des Ressources Humaines mutualisée.

Il est prévu de relancer un marché de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap, de manière mutualisée pour janvier 2019.

Il est donc nécessaire d'amender l'accord cadre n° 5C0010815 de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap, initialement conclu pour une durée d'un an reconductible 2 fois (soit jusqu'au 30/09/2018) en le prolongeant jusqu'au 31/12/2018

**N° VD2018-271** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Commune de MONTPELLIER c/ ALATI Robert**

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus n° PC 34172 17V0256**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ALATI Robert

**N° VD2018-272** - Direction Sports et Jeunesse

**MARCHE PUBLIC**

**REFECTION SOL SOUPLE SPORTIF**

**GYMNASE ROGER COUDERC**

**N° 8B0050**

**Objet :** Qu'il y a lieu de procéder à la réfection du sol souple sportif du Gymnase Roger Couderc et de dire que la Société ST GROUP a été retenue pour réaliser les travaux sur une durée d'un mois et pour un montant de 69 927,00 € HT

**N° VD2018-275** - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

**Marché n°8C0004 "Conception et production artistique de la manifestation Cœur de Ville en lumières 2018"- Attribution**

**Objet :** "Cœur de Ville en lumières" propose six sites de projections "video mapping" 2D/3D sur les façades suivantes : Le château d'eau du Peyrou, l'Arc de Triomphe, la Préfecture, le Musée Fabre, l'église St Roch et l'Arche Jacques Cœur :

- Pour le lot 1, la société Timothé Toury SARL pour un montant de 55 941 € HT
- Pour le lot 2, la société BLACHERE EVENTS pour un montant de 31 870 € HT
- Pour le lot 3, la société ID SCENES pour un montant de 42 000 € HT
- Pour le lot 4, la société BLACHERE EVENTS pour un montant de 45 540 € HT
- Pour le lot 5, la société Groupement HOLYIMAGE SAS (mandataire) / ID SCENES pour un montant de 30 000 € HT
- Pour le lot 6, la société ID SCENES pour un montant de 9 000 € HT

La durée du marché et les délais d'exécution partent de la notification du marché au démontage des

installations à partir du samedi 1er décembre 2018 dès 23 heures et la remise en état des lieux si nécessaire dans les 24h suivant la manifestation.

**N° VD2018-286** - Direction des Relations aux Publics

**Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 selon articles 27, 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics**

**Objet :** Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 selon articles 27, 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour un montant total maximum de 44221,41 Euros H.T attribué à la société FLASH COPY.

**N° VD2018-288** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**EXPERTISE JUDICIAIRE**

**COMMUNE DE MONTPELLIER / AT ZWEIRAD**

**DESORDRES VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE**

**DECISION D'ESTER**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AT ZWEIRAD

**N° VD2018-290** - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

**Marché n°8B0052 "Médiation en video mapping et jeux video Cœur de Ville en Lumières" - Attribution**

**Objet :** Accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique auprès des six écoles partenaires (de la conception à la réalisation des projections d'images animées et sonorisées réalisées par les étudiants) ainsi que toute la réalisation et le suivi technique dans le cadre du "Cœur de Ville en Lumières".

- Pour le lot 1, la société ID SCENES pour un montant de 15 000,00 € HT

- Pour le lot 2, la société ID SCENES pour un montant de 15 000,00 € HT

- Pour le lot 3, la société ID SCENES pour un montant de 15 000,00 € HT

- Pour le lot 4, la société ID SCENES pour un montant de 7 500,00 € HT

La durée du marché part de la notification du marché au repliement des installations à la fin de la manifestation, soit le 2 décembre 2018 au plus tard.

**N° VD2018-292** - Direction Evénementiel - Protocole

**Construction de bureaux et de Hangars**

**Locaux technique du Protocole**

**Marché public n° 7D0014**

**Objet :** Construction de bureaux et de Hangars

Locaux technique du Protocole

Marché public n° 7D0014

Les travaux sont répartis en 13 lots.

le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 12 mois

Prestataires :

Lot 1 : Gros œuvre et Structure métallique : DEMATHIEU&BARD/TRINQUIER

Lot 2 : Bardage et Couverture : LANDRAGIN SAS

Lot 3 : Menuiseries extérieures : ATELIER DUCROT SARL

Lot 4 : Cloisons et Doublages et Faux-plafonds : FPI

Lot 5 : Menuiseries intérieures : CARDONNET SARL

Lot 7 : Serrurerie et Portes sectionnelles : ATOLE SA

Lot 8 : Peinture : ATELIER MEDITERRANEEN

Lot 9 : Equipements de Cuisine « Immobiliers » et Cloisons isothermes : SALAGER SERRA

Lot 10 : Ascenseurs : OTIS  
Lot 11 : Electricité et Courants forts et faibles : TECH ELEC SUD  
Lot 12 : Plomberie - Chauffage - Ventilation - Sanitaires : SANITHERMIC  
Lot 13 : VRD : EUROVIA  
Montant total : 2 698 681, 51 €

**N° VD2018-294** - Direction des Finances (VM)

**Direction de l'Education**

**Modification des sous-régies de recettes pour les ALSH**

**Objet :** Pour un meilleur accueil du public, il est nécessaire de clôturer la sous-régie de recettes ALSH MALRAUX Maternelle et de créer la sous régie de recettes ALSH MICHELET DE L'HOSPITAL Maternelle.

**N° VD2018-295** - Direction des Finances (VM)

**Direction de l'Education**

**Modification des sous-régies d'avances pour les ALSH**

**Objet :** Pour un meilleur accueil du public, il est nécessaire de clôturer la sous-régie d'avances ALSH MALRAUX Maternelle et de créer la sous-régie d'avances ALSH MICHEL DE L'OSPITAL Maternelle.

**N° VD2018-296** - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

**Propriété VILLEDIEU**

**Lots 17 et 19 - 25 rue de Verdun**

**Exercice du droit de préemption**

**Objet :** Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Jérôme VILLEDIEU, un local commercial avec cave situé 25 rue de Verdun, pour un montant de 144.000 € plus 10.000 € de commission d'agence.

**N° VD2018-297** - Direction de l'Education

**Extension et Réaménagement partiel de l'Ecole Pape Carpentier**

**Marché Public n° 8D0015**

**Objet :** Dans le cadre de l'opération d'extension et réaménagement partiel de l'école Pape Carpentier, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché public. Dans sa séance du 19 juin 2018, la Commission d'Appel d'Offres a choisi les offres économiquement les plus avantageuses.

Il convient donc d'attribuer le marché 8D0015, d'un montant total de 2 184 273,61 € HT, aux entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Ce marché alloti en 12 lots se décline comme suit :

LOT 1 - Gros-œuvre - SARL LE MARCORY : 1 095 000 € HT

LOT 2 - Couverture - entreprise STRUCTURE BOIS COUVERTURE : 235 659,65 € HT

LOT 3 - Menuiseries extérieures : lot déclaré infructueux sera relancé

LOT 4 - Serrurerie - SARL TECHNICFER : 96 266,02 € HT

LOT 5 - Cloisons-doublages-Faux-Plafonds - entreprise EP3 : 169 000 € HT

LOT 6 - Menuiseries intérieures : offre trop élevée par rapport à l'estimation, le lot sera relancé

LOT 7 - Revêtements sols durs-Faïences - SARL PROCERAM : 109 642,89 € HT

LOT 8 - Peinture-revêtements sols souples - SARL SPC REVETEMENT : 79 944,78 € HT

LOT 9 - Appareil élévateur - CFA division de NSA : 22 800 € HT

LOT10- Chauffage-ventilation-plomberie - SAS V2O ENERGIE : 199 500 € HT

LOT11- Electricité-courants forts et faibles - entreprise TECH ELEC SUD : 176 460,27 € HT

LOT12- VRD : lot déclaré infructueux sera relancé

**N° VD2018-300** - Mission Grand Coeur

**Construction des Halles Alexandre Laissac**

**Marchés pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics sur le pourtour des halles Laissac**

**Objet :** Halles et place Alexandre Laissac

Attribution des marchés pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics sur le pourtour des halles Laissac, 5 lots.

Lot 1 : Voirie marché n° 2907 T 18.01, de 593 951.70 € HT pour une durée de 12 mois.

Lot 2 : Eclairage public marché n° 2907 T 18.02, de 66 570.36 € HT pour une durée de 12 mois.

Lot 3 : Régulation trafic marché n° 2907 T 18.03, de 127 287.24 € HT pour une durée de 12 mois.

Lot 4 : Espaces verts marché n° 2907 T 18.04, de 7 177.30 € HT pour une durée de 12 mois.

Lot 5 : Protections seuils riverains marché n° 2907 T 18.05, lot infructueux.

**N° VD2018-301** - Direction Paysage et Biodiversité

**Marché Public - Ouverture et fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier - N°8D0008**

**Objet :** Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché "Ouverture et fermeture des parcs et square de la Ville de Montpellier " à l'entreprise T2S Gardiennage pour un montant annuel de 400 000€ H.T. et pour une durée de 1 an reconductible 3 ans.

**N° VD2018-302** - Direction Architecture et Immobilier

**Autorisation de signer l'avenant n°1 au contrat de location du 1er juillet 1998 - ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier - 85 rue des Passereaux**

**Objet :** Il s'agit de signer l'avenant n°1 au contrat de location ACM / Ville du 1er juillet 1998, portant sur la modification de la surface du local mis à disposition.

**N° VD2018-304** - Direction Architecture et Immobilier

**Accord-cadre de travaux à bons de commande**

**pour la réalisation du programme 2018-2021**

**des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier**

**Objet :** Par délibération n° 2015/390 du 29/09/2015, la Ville a approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmée des ERP de la Ville, par le biais d'une programmation pluriannuelle. Par décision n° 2016/0283 du 23/08/2016, la Ville a autorisé la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée mandantant la SA3M pour la réalisation de la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal. Ainsi, pour la mise en accessibilité des 105 ERP de la Ville, s'inscrivant dans le programme 2018-2021 de l'Agenda d'Accessibilité programmée, il a été nécessaire de désigner des entreprises pour la réalisation des travaux. Pour ce faire, en date du 23/07/2018, une consultation a été lancée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 et du décret n°2016-360 du 25/03/2016, selon la procédure d'appel d'offres (art. 67 et 68 du décret) en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum, alloti en 8 lots. Lors de sa séance du 24/07/2018, la commission d'appel d'offres de la Ville a jugé comme économiquement les plus avantageuses les offres des entreprises suivantes : Lot 1A "Ascenseurs" : GUINET ; Lot 2 "Interphonie/Visiophone/Electricité" : ENGIE INEO ; Lot 3 "Maçonnerie, cloisonnement, carrelage, revêtements, peinture, VRD" : SAS DARVER ; Lot 4 "Marquage, signalétique" : EO GUIDAGE SAS ; Lot 5 "Menuiserie Serrurerie" : ALVAREZ FRERES/FERNANDEZ ; Lot 6 "Plomberie" : Entreprises CHICHE et ENERSOL. Pour le lot n° 1B "Appareils élévateurs", le lot a été déclaré infructueux et sera relancé. Pour le lot 7

"Multiservices", le lot a été déclaré infructueux et ne sera pas relancé. Il convient donc, d'autoriser la signature du marché n° 2993 T18-01 "Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme 2018-2021 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier", avec les entreprises susmentionnées.

**N° VD2018-305** - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

**Attribution de l'accord-cadre en appel d'offres ouvert n° 8D0006**

**Acquisition et location de protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers pour la Ville de Montpellier**

**Autorisation à signer le marché**

**Objet :** Attribution de l'appel d'offres ouvert concernant l'acquisition et la location de protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers sous la forme d'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 600 000,00 euros H.T. à la société BLOCSTOP sise 33610 Cestas sur une durée de 4 ans, reconductions comprises

**N° VD2018-306** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Convention de mise à disposition du site "Le petit bois de la chaumière" au bénéfice de l'association Moovment Event pour l'organisation du festival Family Piknik 2018**

**Objet :** Mise à disposition à titre gracieux du site "Le petit bois de la chaumière" au bénéfice de l'association Moovment Event pour l'organisation du festival Family Piknik 2018

**N°VD2018-307** - Mission Grand Coeur

**Halles et place Alexandre Laissac**

**Marché de prestation de service pour la réalisation de la signalétique intérieure et extérieure des halles Laissac**

**Marché numéro 2907 1802**

**Objet :** Halles et place Alexandre Laissac

Attribution du marché de prestation de service pour la réalisation de la signalétique intérieure et extérieure des halles Laissac

Marché numéro 2907 1802

L'entreprise UNsens est retenue pour la somme de 15 925.00 € HT et une durée du marché correspondant à 3,5 mois

**N° VD2018-309** - Direction des Relations aux Publics

**Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 N°8B0053**

**Avenant numéro 1**

**Objet :** Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 selon articles 27, 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour un montant total maximum de 44221,41 Euros H.T attribué à la société FLASH COPY.

**N° VD2018-310** - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

**Marché n°8D0040 "Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël" - Marché subséquent n°1**

**Objet :** Le marché a pour objet l'illumination et la mise en lumière de certaines rues et places de la Ville de Montpellier, à l'occasion des fêtes de fin d'année, cet accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification et il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. Le montant global et forfaitaire est de 352 245,47 € HT par an.

Le marché est attribué au Groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOSTRAVESSET.

**N° VD2018-311** - Direction Architecture et Immobilier

**Marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville**

**Objet :** Par décision n° 2016-0041 du 15 février 2016, une convention de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier, a été signée avec la SA3M. Dans cet objectif, il a été nécessaire de désigner une entreprise pour la réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville sis 1 place Francis Ponge. En date du 29 mai 2018, une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015. A la suite de cette première consultation déclarée infructueuse, il a été décidé de procéder à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable en application de l'article 30-I-2° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché intègre une décomposition en tranches, à savoir : une tranche ferme portant sur les travaux du R+2 et du R+4 ; une première tranche optionnelle portant sur les travaux du R+3 ; une seconde tranche optionnelle portant sur les travaux du R+5. La Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 24 juillet 2018, a jugé comme étant économiquement la plus avantageuse, l'offre du groupement ENGIE AXIMA/INEO MP LR/FPI. Il convient donc d'autoriser la signature du marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid à l'ancien Hôtel de Ville, pour un montant total, toutes tranches confondues de 426 264,74 € HT.

**N° VD2018-312** - Direction Energie et Moyens Techniques

**Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de pièces détachées pour VTT, VAE et Vélos Ville.**

**8B0031**

**Objet :** Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0031 « Achat de pièces détachées pour VTT, VAE et Vélos Ville » pour les services de la Ville de Montpellier à la société BIKE SHOP CYRPEO pour un montant total estimé de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 4 ans à compter de sa notification.

**N° VD2018-314** - Direction de l'Education

**Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier**

**Marché public N°8D0015 Relance des lots N°3 "Menuiseries extérieures"**

**N°6 "Menuiseries intérieures" et N°12 "VRD"**

**Objet :** La nécessité d'extension et de réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier a conduit la Ville à lancer un appel d'offres ouvert, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier ». Ce marché est alloté en 12 lots.

La Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 19 juin 2018, a choisi les offres économiquement les plus avantageuses, excepté pour les lots 3 « Menuiseries extérieures » et 12 « VRD », déclarés infructueux, ainsi que le lot 6 « Menuiseries intérieures » ayant reçu uniquement des offres inacceptables. Par ailleurs, la seule offre reçue pour le lot 3 est déclarée irrégulière, le lot sera relancé.

Il convient donc d'attribuer les lots relancés du marché n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier », pour un montant total de 301 064,38 € HT, décomposé comme suit : lot 6 Menuiseries Intérieures à l'entreprise DUCROT pour un montant de 189 400,00 € HT et lot N°12 à l'entreprise "VRD ASTRUC" pour un montant de 111 664,38 € HT.

**N° VD2018-316** - Direction Architecture et Immobilier



**Mandat de gestion technique  
de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente  
Avenant n° 3**

**Objet :** par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016, la Ville de Montpellier a conclu avec la SA3M un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente. Dans le cadre de ce mandat, 2 avenants ont été signés. le premier concernant les contrats d'assurance du mandataire. Le second concernant le budget d'investissement maximum pour les travaux de l'année 2017. Aujourd'hui, compte tenu de la réalisation des travaux de désamiantage et de la mission confiée au mandataire, il est nécessaire de prendre un avenant n° 3 au mandat précité pour modifier d'une part l'article 3.1 concernant le budget d'investissement 2019 fixée à 130 000 € HT et d'autre part, de procéder à la modification de l'article 7 relatif à la rémunération fixe du mandataire se portant à 2 837,50 € HT pour la mission de suivi des travaux de désamiantage du niveau R-3 de l'ancienne Mairie.

**N° VD2018-317** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester - Pourvoi de la commune de Montpellier contre l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 23 mai 2018 qui a annulé le jugement n° 1503013 du Tribunal administratif de Montpellier du 7 février 2017 ainsi que le contrat de projet éducatif territorial**

**Objet :** La Ville décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans le cadre de l'affaire Ville / SCHWARZ

**N° VD2018-318** - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**DROIT DE PREEMPTION**

**Espaces Naturels Sensibles du Département**

**Propriété CRASSOUS**

**1154 avenue de Saint Maur**

**Exercice du droit de préemption**

**Objet :** Il s'agit d'exercer le droit de préemption, par substitution du Département de l'HERAULT, sur la propriété de Monsieur Jean CRASSOUS, un terrain nu situé 1154 avenue de Saint Maur, cadastré CK 484, au prix de 37.953 €.

**N° VD2018-320** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Ville c/ Mme Natalie LECHAT**

**Recours contre le retrait de son autorisation d'étal aux Halles Jacques Cœur**

**Décision de défendre**

**Objet :** La commune décide de défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à Mme LECHAT par l'intermédiaire du cabinet d'avocats VPNG et Associés.

**N° VD2018-322** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Ville c/ SCI BELLEVAL**

**Recours contre des titres relatifs à l'occupation du domaine public**

**Décision de défendre**

**Objet :** La commune décide de défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à la SCI BELLEVAL par l'intermédiaire de la SCP VPNG et Associés.

**N° VD2018-323** - Direction Architecture et Immobilier

## **Mandat de gestion de la Maison des Syndicats, du domaine de la Ville et de logements de fonction**

### **Marché 4D0018**

#### **Avenant n°1**

**Objet :** Le marché " Mandat de gestion de la Maison des Syndicats, du domaine de la Ville et de logements de fonction" a été attribué à la société ICADE PROPERTY MANAGEMENT, 45 bd Strasbourg 31000 Toulouse, le 8 septembre 2014, sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum sans maximum, pour une période initiale d'un an à compter de sa notification, pouvant être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

Le mandat de gestion pour la maison des syndicats arrive à son terme le 7 septembre 2018.

Les besoins de la maîtrise d'ouvrage ont évolué, et il s'est avéré nécessaire d'adapter les missions du prochain titulaire. Au vu des délais de consultation, le prochain marché ne pourra être notifié avant le 7 septembre 2018.

Il est proposé un avenant de prolongation de 3 mois, du 8 septembre 2018 au 7 décembre 2018, afin de permettre aux équipes d'assurer la transition avec la future organisation interne.

## **N° VD2018-326 - Direction Travaux et Maintenance**

### **Acquisition, fourniture et pose de Bâtiments modulaires pour l'école**

#### **Léo MALET**

#### **MARCHE N°8D00226011**

**Objet :** Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert à la société ALGECO pour l'acquisition, fourniture et pose de bâtiments modulaires pour l'école Léo MALET pour un montant global et forfaitaire de 181 800 € HT.

## **N° VD2018-329 - Direction Paysage et Biodiversité**

### **Avenant N°1 au marché "Nettoyage des espaces verts" N° 4D0031**

**Objet :** La Ville décide de passer un Avenant avec l'entreprise Sud Service afin de prolonger pour une durée de 4 mois le marché N°4D0031 "nettoyage des espaces verts de la Ville" qui vient à expiration le 14/09/2018, dans l'attente des résultats d'une nouvelle consultation. Ni les termes du contrat, ni le maximum ne sont modifiés.

## **N° VD2018-330 - Direction de l'Education**

### **Marché n° 6D0050**

#### **Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit**

#### **Lot 11 : Electricité courants forts, courants faibles**

#### **Avenant n°1**

**Objet :** Le marché 6D0050 Construction du groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit, Lot 11 : Electricité courants forts, courants faibles a été attribué le 27 novembre 2017 à la Société SPIE SUD-OUEST.

Dans le cadre de la réorganisation interne du groupe SPIE France, la filiale régionale SPIE SUD OUEST a fait l'objet d'une fusion-absorption au profit d'une seule et même société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE.

A compter du 1er juillet 2018 SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du contrat initial.

## **N° VD2018-331 - Direction Architecture et Immobilier**

### **Marché n° 8B0020 ' Rénovation et mise en valeur de l'Eglise Sainte-Croix de Celleneuve '**

#### **Diagnostic Sanitaire de l'état des pierres**

**Objet :** Dans le cadre de la rénovation et mise en valeur de l'église Sainte-Croix de Celleneuve, un

diagnostic sanitaire de l'état des pierres est nécessaire. Un marché ordinaire a été lancé sous la référence 8B0020. La durée du marché se confond avec le délai d'exécution qui part à compter de sa notification. Le délai d'exécution des prestations est de 3 mois.

**N° VD2018-332** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CHORRESPONDANCE les 1er et 2 septembre 2018 et les 1er, 2 et 3 novembre 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CHORRESPONDANCE les 1er et 2 septembre 2018 et les 1er, 2 et 3 novembre 2018 contre redevance de 570 €

**N° VD2018-333** - Direction Energie et Moyens Techniques

**Marché 5D0014A - Avenant pour cession de la société SPIE SUD-OUEST à la société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE**

**Avenant n°1**

**Objet :** Avenant ayant pour objet la cession du contrat de la société SPIE SUD-OUEST à la société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE en date du 30 juin 2018, nouveau titulaire du marché 5D0014A-Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations de chauffage ventilation climatisation sur les bâtiments communaux notifié le 10 août 2015

**N° VD2018-334** - Direction Paysage et Biodiversité

**Avenants au marché "Entretien et aménagement des espaces verts " N°4D0041**

**Objet :** La Ville décide de passer un Avenant avec l'entreprise Pousse Clanet (pour les lots 1, 2, 6 et 7) et avec l'entreprise UPEE7 ( pour les lots 3, 4, 5 et 8) afin de prolonger pour une durée de 4 mois le marché N°4D0041 "entretien et aménagement des espaces verts" qui vient à expiration le 10/12/2018, dans l'attente des résultats d'une nouvelle consultation. Ni les termes du contrat, ni le maximum ne sont modifiés.

**N° VD2018-337** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens**

**Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Monsieur Geoffrey Badel du 13 septembre au 7 octobre 2018**

**Objet :** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens

Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Monsieur Geoffrey Badel du 13 septembre au 7 octobre 2018

**N° VD2018-338** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens**

**Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Salah+Knoll (Elena Salah et Charlette Knoll) du 13 octobre au 4 novembre 2018**

**Objet :** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens

Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Salah+Knoll (Elena Salah et Charlette Knoll) du 13 octobre au 4 novembre 2018

**N° VD2018-339** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens**

**Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Servas Artists du 17 novembre au 9 décembre 2018**

**Objet :** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens

Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Servas Artists du 17 novembre au 9 décembre

2018

**N° VD2018-340** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens**

**Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Ascain (Eno Gounon) du 15 décembre 2018 au 6 janvier 2019**

**Objet :** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens

Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Ascain (Eno Gounon) du 15 décembre 2018 au 6 janvier 2019

**N° VD2018-341** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs d'O le 6 septembre 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs d'O le 6 septembre 2018 contre redevance de 30 €

**N° VD2018-342** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association LES CHOREGIENS les 8, 9 et 10 novembre 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association LES CHOREGIENS les 8, 9 et 10 novembre 2018 contre redevance de 90 €

**N° VD2018-343** - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

**Propriété VICENTE**

**Lot 7 - 500 rue du Mas Rouge**

**Exercice du droit de préemption**

**Objet :** Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Progreso VICENTE, un appartement avec jardin, lot 7 de la copropriété du 500 rue du Mas Rouge, au prix de 120.000 € plus 5.000 € de commission d'agence.

**N° VD2018-344** - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

**Propriété VICENTE**

**Lot 8 - 500 rue du Mas Rouge**

**Exercice du droit de préemption**

**Objet :** Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Progreso VICENTE, un appartement, lot 8 de la copropriété du 500 rue du Mas Rouge, au prix de 102.000 € plus 9.600 € de commission d'agence.

**N° VD2018-346** - Direction de l'Education

**Construction du Groupe Scolaire Germaine Richier**

**Marché n° 6D0034**

**Avenant n°1**

**Avenant de prolongation de délai pour les lots n° 1; 4; 7; 12; 14 et 15**

**Objet :** La Ville a décidé de procéder à la construction du Groupe Scolaire Germaine Richier. Que pour réaliser ses travaux, un appel d'offres ouvert a été lancé comportant 16 lots.

La durée du marché est de 17 mois de chantier, y compris préparation de chantier, se terminant initialement le 02 août 2018. Que le retard pris par le lot 4 a fait prendre du retard en cascade à l'ensembles des lots. Qu'il est nécessaire de signer un avenant de prolongation de délais allant

jusqu'au 02 novembre 2018.

**N° VD2018-347** - Direction de l'Education

**Construction du Groupe Scolaire Germaine Richier**

**Marché n° 6D0034 -**

**Avenant n°1**

**Augmentation du montant du marché et prolongation du délai pour les lots n° 2 ; 3 ; 5 ; 6 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11 et 16**

**Objet :** La Ville a décidé de procéder à la construction du Groupe Scolaire Germaine Richier. Que pour réaliser ses travaux, un appel d'offres ouvert a été lancé comportant 16 lots.

Que des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, concernant les lots 2, 3, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 16. Qu'il est donc nécessaire de signer les avenants des lots concernés.

**N° VD2018-350** - Direction du Parc de Lunaret

**Réaménagement de la zone technique phase 2 : bâtiments clinique et quarantaine**

**Lot n°10: Etanchéité**

**N° 8D0018**

**Objet :** Réaménagement de la zone technique phase : bâtiments clinique et quarantaine

Lot n°10: Etanchéité

Marché public de travaux n° 8D0010 passé pour une durée de 7 mois conformément au calendrier d'exécution.

Le marché a été attribué à la société AXIMA CONCEPT domiciliée ZAE Font de la Banquière-BP 90109-34874 Lattes Cedex pour un montant HT de 341.500 €

**N° VD2018-353** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association BABACH le 23 septembre 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association BABACH le 23 septembre 2018 contre redevance de 30 €

**N° VD2018-354** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée le 6 octobre 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'Association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée le 6 octobre 2018 contre redevance de 30 €

**N° VD2018-355** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Art sans frontière le 13 juillet 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Art sans frontière le 13 juillet 2018 contre redevance de 60 €

**N° VD2018-356** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**CONTENTIEUX**

**SARL SIBL CASA CUBANA**

**Recours contre l'arrêté de terrasse du 1er mars 2018**

**Décision de défendre**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL SIBL CASA CUBANA

**N° VD2018-357** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**CONTENTIEUX**

**Madame NICOULEAU**

**Recours contre la décision du 3 Janvier 2018 refusant l'imputabilité au service de son accident du 04 septembre 2017**

**Décision de défendre**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame NICOULEAU